

Représentations du monde agricole wallon

L'agriculture et les agriculteurs vus par eux-mêmes au XX^{ème} siècle

Mémoire réalisé par

Marion Delmon

Promoteur(s)

Paul Servais

Année académique 2016-2017

Master 120 en Histoire, Finalité approfondie

I. INTRODUCTION

A. AVANT-PROPOS : SITUATION DE L'AGRICULTURE BELGE

En ce début août 2017, une nouvelle édition de la Foire agricole de Libramont vient de se clôturer. Couronnée de succès, elle a atteint des records d'affluence. Depuis les années 2010, l'intérêt du grand public pour les questions agricoles semble renouvelé et l'événement attire des foules de « curieux » extérieurs au secteur. Si l'importance du secteur agricole, qu'il s'agisse d'enjeux économiques, de souveraineté alimentaire, de gestion des ressources ou encore d'aménagement du territoire, n'est plus à démontrer, il n'en est pas moins en difficulté. En effet, le modèle productiviste actuel n'est pas durable et confronté à ses propres limites, il cherche aujourd'hui à relever les grands défis auxquels il est mesuré. Il faut dire que ce secteur de l'activité humaine a fortement évolué au cours du siècle dernier et l'agriculture du début du siècle n'a plus rien à voir avec celle qui fait son entrée dans le troisième millénaire¹, passant en quelques décennies seulement, d'un monde de paysans à une société d'agriculteurs puis d'exploitants agricoles, parlant même aujourd'hui d'agro-businessmans.

Chaque année, des centaines d'exploitations agricoles disparaissent. En effet, le mouvement de concentration, déjà entamé au début du siècle dernier n'a pas ralenti. Aujourd'hui, le secteur agricole, qui exploite pourtant près de 50% du territoire belge², n'occupe plus qu'une très petite part de la population. En même temps que la taille des exploitations agricoles ne cesse de grandir, la main-d'œuvre globale³ elle se réduit. Cette réduction de la main-d'œuvre a été rendue possible par l'augmentation du nombre de tracteurs et outils agricoles qui transforment le travail de l'agriculteur de collectif à solitaire. De plus, cet outillage, nécessaire afin de rester compétitif, représente un investissement important et certains agriculteurs se retrouvent dès lors prisonniers du cercle du surendettement. La nature de la main-d'œuvre a également changé puisque la majorité de la main-d'œuvre agricole est aujourd'hui non plus familiale mais salariée.

Une autre évolution concernant la terre, outil de production par excellence, est la pression croissante du foncier qui se fait ressentir. Or, lorsque seulement 30% des terres agricoles appartiennent à leur exploitant, le reste étant loué, la pression sur les prix est forte face à une demande qui ne cesse d'augmenter avec l'accroissement de la population. De plus, cette pression s'accompagne généralement de spéculation. Cette spéculation, couplée à la nécessité de posséder un équipement moderne et donc

¹ Et le mouvement ne cesse de s'accélérer depuis les années 2000 avec l'introduction de l'informatique à la ferme.

² En cultures et prairies permanentes, cette *Surface Agricole Utile* reste elle relativement stable.

³ Au total, il y a une augmentation du nombre de main-d'œuvre par exploitation mais moins que l'augmentation des surfaces exploitées dans une seule et même exploitation.

coûteux, rend généralement la reprise d'une exploitation difficilement abordable, ce qui explique que la moyenne d'âge des exploitants agricoles ne cesse de croître et que les jeunes⁴ en représentent aujourd'hui moins de 5%.

En parallèle à ce phénomène de concentration, la spécialisation des exploitations s'accroît. Les fermes mixtes disparaissent, laissant place à des fermes spécialisées, en élevages ou en monocultures. Or, le corollaire de la spécialisation est la dépendance vis-à-vis des marchés extérieurs et donc la vulnérabilité des producteurs aux évolutions du marché et à la production mondiale. Sans contrôle des prix et des volumes et sans barrières tarifaires, les produits agricoles dépendent donc presque totalement du marché mondial. De plus, la place occupée par l'alimentation dans l'économie n'a cessé de diminuer et les prix agricoles n'augmentent pas aussi vite que ceux des produits industriels et transformés. Face à la surproduction de certaines denrées et à un marché libéralisé⁵, les intermédiaires de la chaîne de transformation et de distribution sont également en capacité d'exercer des pressions sur les prix payés aux producteurs quand les coûts de production de celui-ci ne cessent d'augmenter.

En poussant les agriculteurs à investir afin de produire plus, dans un objectif d'autosuffisance dans un premier temps et ensuite à destination du marché mondial, le prix des denrées agricoles a lui baissé, ne permettant plus à l'agriculteur de rentrer dans ses frais.⁶ A ces défis d'ordre structurels s'ajoutent également des enjeux d'ordre environnementalistes et énergétiques tels que la pollution, la gestion des ressources naturelles et la préservation de la biodiversité. Ces questionnements se manifestent aujourd'hui par un intérêt grandissant pour les filières biologiques, les circuits courts ou encore les fermes mixtes, toutes autant d'alternatives d'exploitations au modèle industriel dominant.

Afin de pouvoir interpréter la situation actuelle, il nous semble opportun de mieux comprendre les évolutions qui ont rythmé le secteur et la manière dont elles ont été perçues au cours du siècle dernier. Une compréhension de la dynamique actuelle du secteur agricole ne peut se faire qu'au regard des changements qui ont amené au développement du système agricole tel que nous le connaissons aujourd'hui.

⁴ De moins de 35 ans.

⁵ Voir également à la spéculation sur certaines denrées alimentaires.

⁶ Ceci est particulièrement vrai pour deux grandes productions agricoles belges : le lait et les céréales.

B. QUESTION DE RECHERCHE ET PROBLEMATIQUE

Durant le siècle dernier, le paysage agricole wallon a été profondément modifié. D'une multitude de petites exploitations familiales, nous avons évolué vers un modèle d'entreprises agricoles surmécanisées cultivant des centaines d'hectares de terres. Cette histoire a été étudiée sous différents angles : histoire de l'économie, des changements climatiques, des échanges, des innovations en termes d'outillage, des techniques culturales, etc et plus récemment, commence également à se poser la question de l'histoire des représentations. Ainsi, à l'heure d'aujourd'hui où le lien entre le monde agricole et le reste de la société semble si détendu et en même temps si peu lointain dans le temps, quel sujet se trouve plus au centre des représentations que l'agriculture ? Non seulement les évolutions du secteur agricole en affectent les acteurs et les représentations qu'ils se font d'eux-mêmes et de leur activité, mais inversement, l'évolution de ces représentations est une condition nécessaire aux changements dans les pratiques agricoles elles-mêmes. Or, dans le cas de l'agriculture qui a connu un bouleversement complet de paysage en quelques générations seulement, ces représentations ont également dû évoluer très rapidement.

Dans l'optique où ce qui nous intéresse est le lien entre l'agriculture comme *activité* et l'homme comme *acteur* et *spectateur* des évolutions de celle-ci, nous considérons qu'étudier la vision que les agriculteurs ont d'eux-mêmes est central et décidons donc de nous poser la question de « L'évolution de la perception de l'agriculture et des agriculteurs par eux-mêmes au cours du siècle passé en Wallonie. » En effet, nous émettons l'hypothèse que les évolutions, notamment en termes de modernisation et de mécanisation, ont profondément modifié les mentalités et les représentations de la population agricole au cours du XX^{ème} siècle.

Nous décidons de nous pencher sur l'évolution des représentations en regard des évolutions du secteur. En quoi les évolutions du secteur affectent les agriculteurs, leur vision d'eux-mêmes et de leur activité, et ce non pas uniquement avec notre regard actuel, mais en étudiant ce qui au fil des évolutions du secteur agricole a pu en être dit et donc pensé à l'époque. Ainsi, il s'agira de recenser les images que les agriculteurs ont d'eux-mêmes, de leur activité et de leur rapport à la société dans sa globalité. Sur base de ces représentations, nous dresserons une évolution des dynamiques qui animent l'agriculteur vis-à-vis la transformation du secteur agricole.

C. ETAT DE L'ART

L'histoire de l'agriculture est une histoire qui, plus que toute autre est intimement liée à l'histoire de la société dans son ensemble. Pourtant, elle ne devient sujet d'étude que tardivement. Avant la crise des années 1930, c'est plutôt l'histoire industrielle qui attire les chercheurs. En effet, l'agriculture, qui fait déjà partie du passé, n'est pas vue comme un sujet enthousiasmant. Surtout qu'à l'époque déjà, la majorité des chercheurs a perdu tout lien avec le monde rural et vit coupée de ses réalités. La discipline même de l'histoire agraire n'est ni même clairement définie ni enseignée dans les cursus universitaires⁷, ce qui a comme conséquence que chaque nouvelle avancée naît de l'initiative personnelle d'un chercheur. Or le champ d'étude du sujet est très large et très complexe et la quantité de sources disponibles, pour lesquelles on ne dispose pas d'outils de recherche adéquats, est énorme.

Les premières recherches en histoire agricole viennent des Etats-Unis juste avant la Seconde Guerre Mondiale et il faudra attendre les années 1950 pour que la discipline s'établisse peu à peu en Europe. Elle apparaît toutefois déjà en France juste avant le conflit et s'y développe très rapidement, jouissant notamment des influences de l'Ecole des Annales et prenant dès lors un tournant socio-historique.

En ce qui concerne la Belgique, l'intérêt pour l'histoire rurale et agricole apparaît encore plus tardivement que chez nos voisins⁸, puisqu'il faut attendre les années 1960 pour qu'elle devienne un sujet de recherche établi⁹. Cet intérêt nouveau pour la question se matérialise notamment dans la création du *Centre Belge d'Histoire Rurale* né en 1962¹⁰ sous l'impulsion des historiens Adrian Verhulst pour la Flandre et Léopold Génicot pour la Wallonie. L'intérêt de cet organe de recherche tient principalement dans la diffusion d'études non publiées¹¹ ainsi que d'une collection de travaux. Toutefois, ceux-ci correspondent généralement à des études de cas précises et concernent surtout l'Ancien Régime.

⁷ Histoire et agronomie.

⁸ Ce phénomène peut être expliqué par la rapidité et l'importance du mouvement industriel en Belgique qui a fortement réduit la population agricole et coupé les liens avec le monde rural, plus rapidement et plus brutalement que chez nos voisins français et allemands.

⁹ Quelques travaux précèdent ce premier mouvement en faveur de l'histoire rurale et agricole en Belgique. Leen Van Molle relève ainsi, une première histoire nationale de l'agriculture par Julien Vaden Vaeran qui paraît en 1930 et en 1949 un article qui se penche sur les développements économiques du secteur. Toutefois, ces deux recherches sont menées non pas à des historiens mais par d'anciens fonctionnaires du Ministère de l'Agriculture. De plus, elles sont particulièrement focalisées sur les développements institutionnels pour la première et les évolutions économiques pour la seconde. (VAN MOLLE, L., *Agrarian and rural history*, Leuven, 1984.)

¹⁰ Il subsistera jusqu'en 1990.

¹¹ Particulièrement celles de l'Ecole Supérieure d'Agriculture.

Le problème de l'histoire agraire à partir de cette époque est principalement le manque de coordination car les centres de recherche sont multiples (universités, cercles historiques) et multidisciplinaires (géographie, sociologie, histoire, économie, agronomie). En effet un intérêt renouvelé pour le sujet apparaît dans les années 1970. Il s'explique par la disparition progressive des agriculteurs qui entraîne un sentiment de nostalgie vis-à-vis du monde agricole. En ce qui concerne la discipline historique plus particulièrement, le développement de l'histoire agricole et rurale, n'est rendu possible que grâce au déploiement de nouvelles disciplines connexes : démographie, histoire des mouvements migratoires, intérêt pour les structures socio-économiques et études politiques ; ainsi que par un renouvellement de l'intérêt pour la période contemporaine. Si les recherches avancent timidement sur le sujet et il faudra attendre 2006 pour qu'une bibliographie soit dédiée au sujet¹².

A partir des années 1980, les perspectives de l'histoire agricole sont à nouveau ravivées, avec des travaux comme ceux de Leen Van Molle¹³ ainsi que par la mise en place d'un groupe de chercheurs multidisciplinaires à l'Université Catholique de Louvain à l'occasion des cent ans de la Ligue Agricole Belge¹⁴. Mais malgré quelques ouvrages de synthèse commencent à se pencher sur l'époque contemporaine, les documents de synthèse ne vont généralement pas plus loin que la première moitié du XIX^{ème} siècle et le besoin de monographies reste réel.

Au début des années 2000, l'importance d'une approche comparée de l'histoire de l'agriculture s'est cristallisée dans la création d'un réseau de chercheurs qui réunit différentes équipes de recherche de pays voisins¹⁵ autour de la thématique de la société rurale depuis le Moyen Age jusqu'au XXème siècle : *Comparative Rural History in the North Sea Area (Corn)*. Régulièrement depuis le réseau publie des ouvrages¹⁶ à la thématique bien définie¹⁷, dans lesquels on retrouve des publications des différents chercheurs du réseau. Aujourd'hui en Belgique, la recherche en histoire agraire est soutenue par des organes tels que le *Interfacultair Centrum Voor Agrarische Geschiedenis van Leuven* et le *Groupe de Contact FNRS « Histoire des campagnes »* et est représentée par des chercheurs tels que Leen Van Molle, Erik Thoen ou encore Patrick Segers.

¹² MATTHYS, Ch. en LEFEBVRE, W., *Gids van landbouwwarchieven in België, 1915-2000*, Leuven, 2006.

¹³ Publiée dans un premier temps dans la revue *Historica Lovaniensa*, collection d'études conduites par le département d'histoire de la KUL.

¹⁴ Qui l'événement qui aura lieu en 1990 a commandé à la KUL une recherche sur son histoire.

¹⁵ A l'origine 17 équipes mais dont le nombre ne cesse de grandir.

¹⁶ 16 ouvrages ont paru à ce jour, le dernier datant de 2017.

¹⁷ Par exemple le mariage, le commerce des biens alimentaires, le crédit, etc. Le premier ouvrage de la collection est consacré à l'état de la recherche en histoire agricole et rural : VAN MOLLE, L. and THOEN, E., ed., *Rural history in the North Sea Area, An overview of recent research (Middle Ages – twentieth century)*, Turnhout, 2006.

Penchons-nous à présent rapidement sur l'évolution des thématiques traitées par l'histoire agraire. Jusqu'en 1950, l'approche de l'agriculture se fait souvent par le biais d'une part des techniques et du processus biologique, et d'autre part des institutions et du cadre légal. A partir des années 1950-1960, les études concernent surtout de courtes périodes, une institution particulière ou encore la structure économique du travail ou quantitative du secteur. Leen Van Molle n'hésite pas à qualifier ces recherches de « stéréotypées »¹⁸ même si certaines adoptent des points de vue originaux tels que l'étude de la vie d'un agronome, d'une exploitation particulière ou d'une spécificité régionale. Il faut attendre les années 1980 pour que le cadre de référence évolue et quitte les frontières nationales. Si certaines thématiques historiques en sont toujours au stade initial des recherches¹⁹, quelques-unes sont déjà bien traitées. Il s'agit de l'histoire de l'économie agricole et des politiques agricoles ainsi que de la sociologie rurale. En effet, le monde rural en général, et donc l'agriculture de fait, a été un sujet de prédilection pour les praticiens d'autres sciences sociales, notamment la sociologie rurale, particulièrement France²⁰, mais qui a également ses représentants en Belgique²¹. La sociologie rurale a comme vocation de « penser le passage d'une société agraire à une société urbaine et industrielle »²² sur deux sujets majeurs : l'agriculture et les collectivités rurales. En se penchant sur les changements de ceux-ci, elle intègre dès lors une approche dite de sociologie historique²³ et transcende les frontières disciplinaires.

Dans les années 2000, les sujets de recherche se multiplient, mais restent nombreux à nécessiter des études plus approfondies. A propos de la thématique de la population agricole plus exactement, les agriculteurs commencent seulement à ne plus être considérés comme passifs, mais également acteurs des évolutions du secteur. Eric Vanhaute et Leen Van Molle pointent également que si le sujet a été souvent étudié, les historiens restent bien souvent tributaires du regard posé sur eux par leurs contemporains (peintres, journalistes, politiciens) et qu'il est donc difficile de se construire une image pertinente de la société rurale. Aujourd'hui encore, le regard que l'on pose sur les agriculteurs balance entre idéalisation et rejet.²⁴

¹⁸ VAN MOLLE, L., *Agrarian and rural history*, Leuven, 1984, p. 16.

¹⁹ Crédit, architecture, position de la femme, etc.

²⁰ A ce sujet, il nous faut pointer le rôle central du Comité historique de l'INRA (Institut National de la Recherche Agronomique), créé en 2005 qui rassemble non seulement des historiens mais également des sociologues, des psychologues, des agronomes, etc.

²¹ Notamment au travers des figures de Mormont et Mougenot qui étudient les représentations sous-jacentes aux discours qui sous-tendent les mouvements sociaux ruraux en Belgique.

²² Alphandéry P. et Billaud J.-P., Retour sur la sociologie rurale. Introduction, *Études rurales* 2009/1, n° 183, p. 10.

²³ En tentant de replacer les phénomènes sociaux dans leur contexte historique. Toutefois, la sociologie historique se distingue de la socio-histoire en ce qu'elle combine les outils de la recherche historique traditionnelle et l'étude des faits sociaux, tentant de comprendre le contexte de la formation de ceux-ci grâce à des outils empruntés aux sciences sociales.

²⁴ VANHAUTE, E. and VAN MOLLE, L., Belgian agrarian and rural history, 1800-2000 in VAN

Le point de vue que nous avons décidé de prendre dans notre mémoire est celui de l'étude des représentations sur l'agriculture. Ce point de vue nous semble pertinent dans le sens où il englobe assez largement l'histoire de l'agriculture, sans se concentrer sur un aspect particulier du secteur, et permet également l'étude d'une certaine dynamique. Jusqu'à présent, les représentations en agriculture n'ont pas été étudiées en tant que telles²⁵ d'un point de vue historique, mais commencent à intéresser les chercheurs. C'est notamment le cas en France où une grande enquête sur l'image de l'agriculture a été réalisée par le BVA (Institut d'Etude de Marché et d'Opinion). Ce n'est pas encore le cas en Belgique et dans notre travail nous aimerions nous poser une question similaire sur les représentations de l'agriculture tout en y intégrant la dimension historique des évolutions du secteur.

MOLLE, L. and THOEN, E., ed., Rural history in the North Sea Area, An overview of recent research (Middle Ages – twentieth century), Turnhout, 2006, p. 228.

²⁵ Même si la question est parfois soulevée dans les travaux, notamment sur les mouvements ruraux, les représentations ne sont pas au cœur du questionnement de l'historien.

D. METHODOLOGIE ET SOURCE

Nous avons donc pris la décision d'étudier les représentations que les agriculteurs ont d'eux-mêmes et de leur activité. Or, un tel sujet n'est pas sans poser certaines difficultés d'ordre pratique.

Tout d'abord se pose la question de la source. Quelle source accessible nous permettrait d'étudier les représentations, des agriculteurs eux-mêmes ? Il doit s'agir non pas de discours construits ou encore des programmes idéologiques, mais une source dans laquelle les agriculteurs se sentent libres de s'exprimer sans censure. De plus, ce document devra être disponible pour une période assez longue afin de nous permettre d'étudier l'évolution des représentations dans une démarche historique en fonction des évolutions du secteur.

En nous posant ces questions, nous avons fait le choix de procéder à l'analyse des représentations des agriculteurs à travers une revue agricole : le *Sillon Belge*. Le *Sillon Belge* est un journal agricole belge de langue française. Son premier numéro paraît en 1932 et malgré un épisode de pause durant la Seconde Guerre Mondiale, il paraît toujours aujourd'hui. Cette source nous semble pertinent en ce qu'elle couvre une majeure partie du XX^{ème} siècle²⁶ et en ce qu'elle semble toucher la majorité de la population agricole. En effet, alors que la majorité des journaux agricoles qui lui faisaient concurrence ont peu à peu disparu, le *Sillon Belge* est encore actuellement présent dans presque tous les foyers agricoles wallons.²⁷ De plus, le courrier des lecteurs, très rapidement intégré au journal et particulièrement dynamique, nous permet d'aborder directement le point de vue des agriculteurs.

L'étude d'un tel type de source ne va pas sans précautions préalables. Il va sans dire qu'un journal est une publication qui évolue dans le temps et donc non seulement les thématiques et la présentation peuvent changer, mais également la ligne éditoriale et l'idéologie sous-jacente. Du point de vue de ses auteurs, il s'agit d'un ensemble de rédacteurs et donc d'une multiplicité de points de vue, d'expériences et de regards sur le monde agricole. Si la rédaction se présente comme indépendante, notamment vis-à-vis du politique, et défendant la seule classe agricole, le problème de la représentativité de ses positions vient de la diversité même des acteurs ruraux et de leurs intérêts. Ne serait-ce que par le choix des publications et des thématiques, le mot final lui appartient toujours. Or, le comité de rédaction n'est pas composé d'agriculteurs, mais de proches du monde agricole.²⁸ Ainsi, il nous semble pertinent de nous pencher sur le courrier des lecteurs plutôt que sur le contenu des grands articles thématiques du journal. De ce choix découle que la compétence des témoins n'est a priori pas à mettre en doute. Toutefois, une

²⁶ Principalement il paraît régulièrement depuis la Seconde Guerre Mondiale. Or si les prémices de la modification profonde du secteur agricole remontent déjà auparavant et trouvent même leurs racines dans la révolution industrielle, ce n'est qu'à partir de la fin des années 1940 que l'on peut parler de véritable révolution du modèle agricole.

²⁷ Ainsi que son pendant en langue flamande, *De Landbouwleven*.

²⁸ Agronomes, professeurs d'écoles agricoles, etc.

conséquence négative est que l'ensemble des sujets concernant le monde agricole ne sera probablement pas traité. En effet, les lecteurs s'expriment sur des sujets qui les touchent et les intéressent, délaissant de fait des thématiques qui peuvent sembler aller de soi ou qui ne font pas polémique dans le monde agricole, mais qui n'en sont pas moins pertinentes au vu de notre problématique. Qui plus est, il est généralement reconnu que les individus ont plus de facilité et une plus forte tendance à exprimer leur opposition que leur assentiment à des faits particuliers, ce qui pourrait réduire les interventions des lecteurs à des ressentis négatifs.

Dans un premier temps, il nous semble nécessaire de dresser un historique de l'évolution de l'agriculture wallonne au cours de la période étudiée. Pour ce faire, nous nous baserons essentiellement sur des travaux d'historiens antérieurs, ainsi que sur les données statistiques produites par le *Service Public des Finances* concernant l'agriculture et qui nous permettront de dresser une image globale de la situation de l'agriculture à une époque donnée. Nous nous focaliserons particulièrement sur la situation originelle autour de la Seconde Guerre Mondiale, sur les acteurs politiques qui façonnent le paysage agricole, ainsi que sur les grandes évolutions qu'a connues le secteur.

Dans un second temps, nous étudierons plus précisément la source que représente le *Sillon Belge*. En effet, plus qu'un simple support pour le courrier des lecteurs, le journal agricole est lui-même un témoin direct de l'évolution de l'agriculture au cours du XX^{ème} siècle. Nous nous intéresserons à son histoire, à sa ligne éditoriale, à son public ainsi qu'à l'évolution de ses grandes thématiques.

Finalement nous tenterons de dégager les représentations que les acteurs agricoles se font de leur secteur d'activité et d'eux-mêmes. Pour ce faire nous consulterons l'ensemble du courrier des lecteurs publié depuis 1932 jusqu'au passage au millénaire suivant. Nous classerons ces témoignages en fonction de catégories thématiques dressées auparavant de ce qui nous semble caractéristique du monde agricole et à travers l'étude de ceux-ci, nous tenterons de dégager les représentations que les acteurs se font des différentes évolutions de ces différentes composantes du secteur.

Afin d'aborder la question des représentations, il nous semble devoir insister sur la nécessité de pratiquer la neutralité face aux différents propos. En effet, une fois les données récoltées, nous devons interpréter celles-ci. Or cette interprétation doit se faire avec le recul et l'empathie nécessaires aux sciences sociales. De plus, notre travail, malgré toutes les précautions d'usage, aura une portée limitée puisque, comme pointé précédemment, les acteurs agricoles représentent une catégorie sociale hétérogène et que l'avis d'un ou même de plusieurs individus sur un sujet ne pourra en aucun cas être attribué à l'ensemble des agriculteurs.

E. PLAN GENERAL

I.	Introduction	1
A.	Avant-propos : situation de l'agriculture belge	1
B.	Question de recherche et problématique	3
C.	Etat de l'art.....	4
D.	Méthodologie et source.....	8
E.	Plan Général.....	10
II.	Le secteur agricole belge au XXe siècle.....	11
A.	L'agriculture wallonne lors de la seconde guerre mondiale	11
B.	Cadre institutionnel et législatif de l'agriculture moderne . Erreur ! Le signet n'est pas défini.	
C.	Evolutions des dynamiques agricoles au cours du XX ^{ème} siècle.....	21
III.	Le <i>Sillon Belge</i> , Témoin de l'agriculture du siècle dernier.....	29
A.	Le Sillon, une idée et une histoire originale.....	29
B.	Du côté de la rédaction.....	34
C.	Son contenu et le public cible	40
D.	Conclusion	51
IV.	L'agriculture et l'agriculteur vus par lui-même	53
A.	L'activité agricole : sa finalité, son environnement et son histoire.....	53
B.	La pratique du métier d'agriculteur	68
V.	Conclusion.....	97
VI.	Bibliographie et sources.....	102
V.	Annexes.....	107

II. LE SECTEUR AGRICOLE BELGE AU XXE SIECLE

A. L'AGRICULTURE WALLONNE LORS DE LA SECONDE GUERRE MONDIALE

Quelle est la situation agricole autour la Seconde Guerre Mondiale ? Tout d'abord en Europe, la surface agricole utile est immense²⁹, de même que la part de la population qui travaille encore dans le secteur agricole. La majorité des exploitations agricoles sont familiales et de petite taille. Jusqu'au XX^{ème} siècle, l'agriculture occupe une large part de la population et est considérée comme le secteur économique le plus important. Les exploitations sont généralement diversifiées dans leur choix de cultures et d'élevages, permettant aux agriculteurs de subvenir à leurs propres besoins en termes de nourriture et de matières premières. Ce n'est que lorsque ces besoins premiers sont comblés que les excédents de production sont écoulés sur des marchés locaux voir régionaux tout au plus. L'agriculteur est avant tout un paysan. Non seulement il vit de l'agriculture, mais bien plus qu'une activité professionnelle, celle-ci représente un mode de vie qui régit l'organisation de l'année, de la famille, influence le regard sur le passé-présent-futur, etc. Avec l'avènement de l'époque industrielle, l'agriculture va peu à peu perdre cette place prédominante, au fur et à mesure que se développent l'industrie et la société de consommation. L'amélioration de l'appareillage agricole permet d'augmenter la productivité et une part de plus en plus importante de la population ainsi libérée se tourne vers le secteur industriel. De plus, le développement de la société de consommation voit apparaître un changement dans le panier de la ménagère qui consacre une part de moins en moins importante aux denrées alimentaires dont les prix baissent puisque la disponibilité augmente. « La production agricole est donc constituée grâce à l'apport d'une multitude de productions quantitativement très limitées, fournies par un nombre important de petits agriculteurs oeuvrant le plus souvent dans le cadre de structures familiales. »³⁰

Du point de vue des méthodes et techniques agricoles, jusqu'au début du XX^{ème} siècle, les avancées techniques dans le domaine agricole sont relativement lentes. Et ce malgré les premiers mouvements de mécanisation impulsés depuis l'Angleterre et les grands domaines américains et l'idée de la nécessité d'améliorer les outils agricoles qui a fait son chemin dans nos contrées, surtout après la crise agricole de 1847 et qui pousse les autorités belges, préoccupées par la question agricole, à quadriller littéralement le pays de comices et de sociétés d'agriculture³¹,

²⁹ 66% du territoire de la Communauté économique européenne. (CONSTANTINIDES-MEGRET, C., *La politique agricole commune en question*, Paris, 1982.)

³⁰ VERHERTBRUGGEN, J.-M., *La réforme de la politique agricole commune* dans *Courrier hebdomadaire du CRISP*, 1993/11, n° 1396-1397, , p. 5.

³¹ En 1845 mise en place des Commissions provinciales d'Agriculture ; 1848 comices agricoles pour chaque district du pays ; 1853 Société centrale d'agriculture de Belgique. (VAN MOL, J.-J., *Le paysan et la machine, Innovations techniques en agriculture en Belgique aux 19^{ème} et 20^{ème} siècle*,

organismes semi-officiels destinés à répandre le progrès parmi les cultivateurs "intelligents".³² Et au début du XX^{ème} siècle, le mouvement de modernisation s'accroît, surtout en ce qui concerne les plus grandes exploitations. Cette accélération vient surtout du développement de nouvelles sources d'énergie, principalement celle du moteur à combustion. Dorénavant, les machines, qui restent en majorité importées d'Angleterre, deviennent plus puissantes, plus efficaces, mais surtout plus facilement transportables et moins chères à l'emploi. D'autres avancées se développent également dans la sélection et l'hybridation des cultures. Mais les nouvelles techniques agricoles ne touchent qu'une part très limitée du monde agricole, celle des grands propriétaires, pendant que les petits producteurs qui représentent la majorité n'ont ni les ressources en temps ni en argent de se pencher sur ces innovations. A partir de 1880, une nouvelle crise agricole pousse le gouvernement à intensifier les actions de soutien à la modernisation du secteur agricole : les expositions universelles et les concours ne cessent de se multiplier or « ces manifestations jouent un rôle primordial dans l'essor du machinisme agricole en faisant connaître les innovations techniques à des masses considérables d'utilisateurs. Ainsi, l'Etat joue réellement un rôle actif, tant et si bien qu'avant la Première Guerre Mondiale, l'économie belge, agricole et industrielle, est au beau fixe. Le développement de cette mécanisation et des débuts de cette motorisation est stoppé par le conflit. De plus les dégâts sont considérables en termes de matériel : les chevaux sont réquisitionnés et les terres endommagées. Toutefois, le premier conflit mondial aura aussi comme conséquence l'enrichissement de grands propriétaires terriens qui, au lendemain de la guerre, auront les moyens d'investir dans les nouvelles technologies si bien que le développement et les investissements en la matière reprennent dès 1918³³. Notamment, l'importance des tracteurs va grandissante. En effet, leur plus large diffusion est rendue possible grâce à l'invention du moteur à combustion, plus puissant et parfaitement adapté aux différentes tâches agricoles. Toutefois, il faudra attendre l'après Seconde Guerre Mondiale pour que ceux-ci supplantent le cheval de trait qui reste la principale force motrice. En Belgique particulièrement, il est vu comme une véritable richesse.³⁴ De plus, le crash de 1929 avec une crise de surproduction et la Seconde Guerre Mondiale cassent net le mouvement et engendrent un « retour en arrière », avec une stagnation de la mécanisation et un retour massif vers l'utilisation des chevaux de trait. Stagnation qui se maintiendra durant le conflit.

Or, dans la situation d'après-guerre, cette multiplicité de petites exploitations très peu modernisées ne suffit pas à rencontrer la demande et à soutenir les objectifs

Treignes-Viroinval, 1998, p. 34.)

³² GADISSEUR, J., *Contribution à l'étude de la production agricole en Belgique de 1846 à 1913*, Liège, s.d., p. 5

³³ *Agriculturen, Agricultures*, Filmarchief, Livret d'explication, p. 32.

³⁴ Des concours sont organisés, l'amélioration des races recherchées, etc. Son utilisation reste pendant très longtemps très importante. Voir graphique en annexe (VAN MOL, J.-J., *Le paysan et la machine, Innovations techniques en agriculture en Belgique aux 19^{ème} et 20^{ème} siècles*, Treignes-Viroinval, 1998, p. 289.)

d'une nouvelle Europe qui cherche à gagner sa place sur l'échiquier mondial et notamment économique. La principale préoccupation après la Seconde Guerre Mondiale est la reconstruction économique et sociale. Dans ce cadre, outre la mise en place du Plan Marshall, le début des discussions concernant la future *Politique Agricole Commune* aura son importance et jouera grandement sur les orientations futures de l'agriculture. De plus, après la Seconde Guerre Mondiale, le contexte est favorable à une modernisation rapide du secteur agricole. L'avènement de la sécurité sociale rend comparativement plus intéressante la mécanisation des tâches jusque-là effectuées manuellement. En effet « la mécanisation des différentes étapes répond au double enjeu de la simplification des tâches et de l'accroissement des rendements. Tant que le coût de la main-d'œuvre est resté bas, le travail manuel, aussi pénible soit-il, s'est maintenu. »³⁵ Mais maintenant, et ce d'autant plus que la main-d'œuvre agricole manque suite à différents phénomènes : morts, invalidités, exode rural qui continue, etc³⁶., son prix a augmenté et la mécanisation consistant en grande partie à « l'accomplissement mécanique de tâches jadis effectuées manuellement »³⁷, celle-ci devient plus avantageuse que le recourt au salariat agricole. Notons également que de plus, l'idéologie même de l'époque est à la croyance dans le progrès. En effet, les Trentes Glorieuses qui représentent plus ou moins les trois décennies suivant la Seconde Guerre Mondiale sont une période de croissance. Croissance et croyance dans le progrès qui semble infini et à la portée de tout un chacun. Ainsi, la logique qui pousse à la modernisation en agriculture est une logique productiviste³⁸ dans un nouveau modèle de société qu'est le développement de la société de consommation.³⁹ C'est de cette logique interne de croyance en la croissance et au progrès que découlent les positions de l'état belge ainsi que des dirigeants européens qui entendent moderniser le secteur agricole, dans une optique de soutien à la production et ce d'autant plus qu'ils restent marqués par les multiples crises agricoles de sous-production qui ont précédé au cours des siècles derniers. C'est ce qui explique par exemple la politique européenne qui encourage à la modernisation en garantissant l'écoulement des denrées produites à des prix plancher. De plus, « cette adhésion délégative au « progrès » s'inscrit dans un pacte social plus large, par lequel un État fort et dirigiste assure, dans un contexte de forte croissance, une amélioration importante des standards de vie des couches populaires et moyennes. »⁴⁰

³⁵ Williot, J.-P. et de Ferrière Le Vayer, M., *Saga de la Pomme de Terre*, Paris, 2008, p. 55.

³⁶ MORHAIN, S., *La PAC : son histoire, ses réformes*, Dijon, 2002, p. 19.

³⁷ OLDENHOVE, V., BUBLLOT, G. et THONON, A., Les progrès techniques dans le secteur porcin belge (1950-1970) dans *Économie rurale*, N°98, 1973. p. 70.

³⁸ LEPOIVRE, PH. et BALTUS, C., *Mesures d'incitation en faveur de la conservation de la diversité génétique en matière agricole* dans *Biotechnologies, Agronomie, Société, Environnement*, n°1, Gembloux, 1997, p. 187.

³⁹ DEBOIS, M., *Quand rural ne veut plus dire agricole*, Etude ACRF 2010.

⁴⁰ Actes du Colloque Sciences, Médias, Société, Lyon, 15-17 juin 2004 : Les transformations des rapports entre sciences et société en France depuis la Seconde Guerre mondiale : un essai de synthèse, Christophe BONNEUIL, p. 19.

Ainsi, lors de cette période, l'ouverture de l'agriculture et de l'industrie vers les marchés mondiaux va révolutionner les modes de vie et les habitudes en termes de consommation des citoyens belges. En effet, la fin des années 1940 est également le moment où un basculement se produit dans la population belge. On assiste à une tertiarisation, féminisation et concentration⁴¹ des métiers. Englobées dans un marché mondial, les campagnes perdent leur rôle de responsables de l'approvisionnement des populations. Afin de soutenir un secteur en difficulté, et comme chez la majorité de ses voisins européens, les autorités publiques aident les agriculteurs par la mise en place de prix de garantis, voire de salaires et des barrières douanières élevées.⁴² De plus, se tient en septembre 1945 un Congrès National de la Rénovation agricole qui produit un rapport de plus de 500 pages sur les directions à donner à l'agriculture belge et dont les maîtres-mots seront la modernisation, la rationalisation, la compétitivité, l'augmentation des rendements.⁴³ Plus précisément, ce changement se traduit par le passage d'une agriculture traditionnelle et familiale à de véritables *entreprises agricoles*⁴⁴ qui tentent de se faire une place sur un marché de plus en plus mondialisé.

Cette réorganisation de l'espace belge impacte évidemment les pratiques agricoles, et ce particulièrement à partir des années 1950 pour lesquelles les « termes de *mécanisation*, d'*intensification*, de *spécialisation* et de *modernisation* qualifient bien l'époque », ⁴⁵ dans cette optique de production, les cultures se mécanisent rapidement, en commençant par les céréales, exception faite de certaines cultures plus techniques⁴⁶. Cette période est assimilée, selon Mazoyer et Roudart dans leur ouvrage sur les agricultures du monde, à la motomécanisation⁴⁷, soit à une période de forte diffusion des tracteurs. Cette vision de l'agriculture implique également une augmentation des investissements techniques et ainsi des rendements et de la productivité, mais également une baisse de la main-d'œuvre agricole et une concentration de plus en plus forte des terres dans les mains de grands exploitants. De plus, l'agriculture perd sa place dominante dans l'économie et se voit intégrée à des réseaux économiques et commerciaux plus larges.

⁴¹ MOUGENOT, C. et MORMONT, M., *L'invention du rural, L'héritage des mouvements ruraux (de 1930 à nos jours)*, Bruxelles, 1988, p. 22.

⁴² TRACY, M., *Government and Agriculture in Western Europe, 1880-1988*, London, 1989.

⁴³ BRASSLEY, P., SEGERS, Y. and VAN MOLLE, L., *War, Agriculture, and Food: Rural Europe from the 1930s to the 1950s*, Oxford, 2012.

⁴⁴ DEBOIS, M., *Quand rural ne veut plus dire agricole*, Etude ACRF 2010.

⁴⁵ GILLET, M., GUIGON, S., JACQUES-JOUVENOT, D., Le patrimoine: fondement identitaire de la profession agricole dans Agriculteurs, ruraux et citadins, Educagri, 2002, p. 3.

⁴⁶ Chicons, asperges, tomates par exemple.

⁴⁷ Ils distinguent cinq étapes dans cette motomécanisation en fonction de la puissance des machines et donc de la capacité pour un seul et même agriculteur de travailler une surface de plus en plus large seul. (Schéma en annexe) (MAZOYER, M. et ROUDART, L., *Histoire des agricultures du monde, Du néolithique à la crise contemporaine*, Paris, 2002.)

B. CADRE POLITIQUE DE L'AGRICULTURE MODERNE

Quel est le cadre politique de l'agriculture moderne et quels sont les niveaux de pouvoir qui encadre la politique agricole contemporaine ?

Premièrement, le Ministère de l'Agriculture Belge naît le 16 juin 1884 sous le nom complet de *Ministère de l'Agriculture, de l'Industrie et des Travaux Publics*. Il s'agit à l'époque de l'ensemble des secteurs économiques soutenus par les pouvoirs publics⁴⁸ et il n'existe donc pas de Ministère de l'Agriculture distinct. Qu'est-ce qui explique la participation de l'Etat belge au secteur agricole en particulier ? Comme nous l'avons vu, la fin du XIX^{ème} siècle est l'occasion d'une crise agricole mondiale importante due à des excédents, notamment de viande et de céréales. Le Ministère est alors créé afin de « stimuler, encadrer et mener à bien une réorientation et une rationalisation en profondeur de la production agricole belge ». ⁴⁹ En 1885, une direction générale de l'Agriculture est créée avec un Corps d'Ingénieurs agronomes de l'Etat. Le principal objectif de ces premiers fonctionnaires est la recherche et la propagation des avancées technologiques. On voit également apparaître un premier *Service Sanitaire*, chargé de contrôler les produits agricoles et leurs activités de transformation. C'est le début des *politiques agricoles*.

En 1899, un Ministère de l'Agriculture distinct est créé. A ce nouvel organisme officiel et entièrement dédié à l'agriculture, de nombreux services sont peu à peu créés et rattachés de plus ou moins près. Il s'agit de services dédiés à encourager la recherche agronomique et technologique⁵⁰, à la gestion⁵¹ ou à l'organisation des débouchés économiques.⁵² Sa création est également impulsée par l'accession au pouvoir du parti catholique pour qui le monde rural représente une grande partie de l'électorat et pour qui la création d'un Ministère de l'Agriculture distinct était une promesse de campagne. ⁵³ Lors de la Première Guerre Mondiale, nous avons souligné le dirigisme de la politique agricole belge ainsi que la création du CNAA, chargé de transmettre le « Nouvel Ordre en agissant sur l'agriculture et l'horticulture ; l'industrie alimentaire ; la distribution »⁵⁴ et qui sera un outil de contrôle pour les autorités allemandes. Celui-ci emploie 12 000 personnes, réparties en dix sous-catégories selon les différentes cultures. La dépendance alimentaire vis-à-vis de l'Allemagne prend fin en même temps que la guerre.

La situation de la Belgique au sortir de la Première Guerre Mondiale est

⁴⁸ DOGOT, TH., et LEBAILLY, PH., *L'agriculture fonctionnelle en Région Wallonne : mythe et réalité* dans *Nouvelles de l'Hiver*, 1^{er} trimestriel 2008, p. 30-36.

⁴⁹ *Nouvelles de l'Hiver*, 1^{er} trimestriel 2008, p. 4.

⁵⁰ Par exemple en 1944 création de l'IRSIA (Institut pour la recherche scientifique dans l'Industrie et l'Agriculture).

⁵¹ Par exemple en 1947 l'Administration des services agronomiques ou encore en 1957 l'Administration de la recherche agronomique.

⁵² Création en 1938 de l'ONDAH (Office National des débouchés agricoles et horticoles)

⁵³ MATTHYS, Ch. en LEFEBVRE, W., *Gids van landbouwarchieven in België*, 1915-2000, Leuven, 2006.

⁵⁴ DUMOULIN, M., *Nouvelle Histoire de Belgique*, vol. 2, Bruxelles, 2006, p. 56.

désastreuse pour l'agriculture, mais c'est avant tout la question du ravitaillement qui se pose et pour se faire, une centrale de ravitaillement est créée. Celle-ci est coordonnée par le Ministère de l'Agriculture. La période couvrant les années 1920 à 1929 sont caractérisées par une succession de crises et celle des années 1930 est tellement importante qu'elle pousse l'Etat belge à protéger les agriculteurs par la fermeture des frontières et qu'il s'apprête à développer un plan national de développement agricole. Juste avant d'être stoppé par le Seconde Conflit mondial, l'agriculture belge entamait un mouvement de modernisation et d'augmentation de ses rendements. Après celui-ci, il faudra attendre les années 1950 pour que les mesures du Ministère de l'Agriculture belge réussissent à, timidement encore, recommencer à développer le secteur. Et à partir de 1957, l'agriculture belge est placée sous l'égide de la *Politique Agricole Commune*. Dans les années 1970, la Belgique, comme les autres pays européens, est frappée par la crise des excédents. Ce sera l'occasion de changements institutionnels conséquents. On se dirige effectivement vers une régionalisation de la compétence ministérielle avec le transfert vers les Communautés et Région de nombreuses compétences et services. C'est par exemple le cas du Services Eaux et Forêts et de la formation post-scolaire et professionnelle des indépendants qui sont transférées vers les Communautés en 1980 ; de la régionalisation en 1993 de l'expansion économique en agriculture et de la promotion des produits (ONDAH) ; et en 1995 de la création de l'Office du développement Rural, compétence donnée aux régions. Ainsi, « des matières agricoles et les matières économiques, d'aménagement du territoire ou de protection de l'environnement qui ont une incidence sur l'agriculture ont été régionalisées ».⁵⁵ La Loi spéciale du 8 août 1980 instaure le transfert de très nombreuses compétences « agricoles » vers les régions⁵⁶ et voit la création de deux Ministère de l'Agriculture distincts, et ce malgré que subsiste au niveau fédéral un Ministère de l'Agriculture et des Classes Moyennes qui regroupe de nombreuses institutions parastatales. Ce moment de premiers basculements de compétences agricoles vers les régions sera l'occasion le 19 octobre 1990 d'une réunion des différents acteurs du secteur, sous l'impulsion du ministre régional de l'époque, Guy Lutgen et au cours de laquelle, sera pour la première fois discuté de l'avenir d'une agriculture à proprement parler wallonne. « Elle était destinée à essayer de dégager un "*consensus wallon*" traduit en une liste de résolutions qui portent sur des sujets tels que l'étude de la qualité alimentaire des produits ou la protection de l'environnement. »⁵⁷ Notons également qu'au niveau fédéral, une autre institution subsiste. Il s'agit de l'AFSCA. Créée en 1999 suite à la crise de la dioxine, l'Agence Fédérale pour la Sécurité de la Chaîne Alimentaire veille à la sécurité de la chaîne alimentaire, depuis « la ferme à dans l'assiette »⁵⁸, et ce par des missions de prévention, d'analyses et de contrôle dans «

⁵⁵ BOVY, M., *La régionalisation de l'agriculture* dans *Courrier hebdomadaire du CRISP*, 1992/8 (n° 1353), p. 1-37, p. 1.

⁵⁶ Un extrait de cette Loi concernant l'agriculture peut être trouvé en annexe.

⁵⁷ BOVY, M., *La régionalisation de l'agriculture* dans *Courrier hebdomadaire du CRISP*, 1992/8 (n° 1353), p. 27.

⁵⁸ <http://www.favv-afscab.be/quefaiton/> (Consulté le 3 mars 2016)

tout ce qui concerne la sécurité alimentaire des filières de production agricoles (intrants, production, transformation, commercialisation) ». ⁵⁹

Suite aux accords du Lambermont⁶⁰ d'octobre 2000, l'agriculture est définitivement et complètement régionalisée, excepté pour le Bureau d'Intervention et de Restitution Belge⁶¹ et l'AFSCA : « les compétences en matière de définition et ensuite de mise en œuvre de la politique agricole ainsi que l'ensemble de la recherche agricole ont été transférées aux régions. »⁶² La Belgique garde tout de même un Ministre Fédéral de l'Agriculture⁶³ chargé de représenter les positions belges à l'international. L'existence du Ministère fédéral est notamment préconisée par le *Boerenbond* qui explique dans un de ses communiqués à quel point il est important pour garder un certain pouvoir de négociation au sein d'une Europe au sein de laquelle l'agriculture belge ne pèse plus bien lourd.⁶⁴ Le Ministère Wallon de l'Agriculture est définitivement instauré avec le transfert du reste des compétences agricoles aux régions en 2002 et la dissolution du Ministère de l'Agriculture et des Petites Entreprises.⁶⁵ Suite à cette fragmentation finale, de nombreuses institutions parastatales seront également scindées, excepté celles qui relèvent de la sécurité alimentaire, de la sécurité sociale, du Service Public Fédéral Economie et des PME. D'un point de vue historique, ses grandes orientations sont caractérisées par différentes *Directions Générales*. A partir de 2002, la DGA (Direction Générale de l'Agriculture) est divisée en quatre subdivisions. A partir de 2007, le Ministère de l'Agriculture s'organise en DGO3⁶⁶, soulignant une « évolution vers un concept plus intégré d'agriculture durable dans le sens de l'histoire »⁶⁷.

Deuxièmement, en ce qui concerne le cadre législatif et réglementaire de l'agriculture en Belgique, nous ne pouvons que souligner la pluralité des niveaux. En effet, si elle n'est pas la seule, la PAC est la principale politique agricole mise en

⁵⁹ OECD, *Politiques agricoles dans les pays de l'OCDE 2003*, Suivi et évaluation, 2003, p. 168.

⁶⁰ Accords sur la régionalisation de l'agriculture, du commerce extérieur et de certaines taxes. Discussions et mouvement qui étaient déjà entamée depuis le début des années 1990 avec l'accroissement du rôle des communautés et des régions. (BITSCH, M.-TH., *Histoire de la Belgique : de l'Antiquité à nos jours*, Bruxelles, 2004, p. 266.)

⁶¹ Celui-ci sera dissout en 2014 et ses compétences seront transférées aux Ministères régionaux.

⁶² OECD, *Politiques agricoles dans les pays de l'OCDE 2003*, Suivi et évaluation, 2003, p. 168.

⁶³ Qui bien souvent cumule ce poste avec de nombreuses autres compétences.

⁶⁴ « La politique agricole est déterminée en première instance au niveau européen. Pour ce faire, il est indispensable d'avoir un département national et un ministre national compétent. Les négociations européennes demandent une préparation; de même, les décisions prises doivent être exécutées. Cela touche des matières complexes et très différentes (...) qui requièrent une solide formation du personnel pour que la Belgique dispose d'un représentant compétent par section partielle dans les groupes de travail et autres, et lors des négociations avec l'administration européenne. (...) Ces rapports ne sont possibles que s'ils sont subordonnés à une seule autorité centrale ». (*Le Boerenbond belge et la régionalisation de l'agriculture dans L'AgriCulteur*, n°24, 15 juin 1990, p.6.)

⁶⁵ Malgré que subsiste un Ministre Fédéral de l'Agriculture agissant pour la représentation extérieure et cumulant de nombreux autres postes. Ce Ministre Fédéral est placé sous la direction de SPF Economie, des PME et de l'Energie.

⁶⁶ Direction Générale Opérationnelle de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et de l'Environnement.

⁶⁷ *Nouvelles de l'Hiver*, 1^e trimestriel 2008, p. 7.

place en Belgique et depuis la principale mission des Ministères fédéraux et régionaux belges et depuis 2002 pour les Ministères régionaux, est la traduction des décisions prises au niveau européen ainsi que la gestion administrative des dossiers.⁶⁸

Il nous semble important dès lors de préciser quelque peu ce qu'est la *Politique Agricole Commune* et quels sont ses objectifs et mécanismes de base. La *Politique Agricole Commune* trouve ses origines dans l'immédiat après-guerre et tend à résoudre une situation économique désastreuse en Europe. En effet, avec la baisse des investissements et les difficultés de production en temps de guerre et donc la stagnation de la production, l'offre de biens agricoles ne suffit plus à combler la demande., particulièrement en céréales, viande bovine et sucre. L'Europe est devenue dépendante des importations, mais celles-ci coûtent cher et la question du ravitaillement inquiète. De plus, il faut soit soutenir soit encourager les reconversions d'une large part de la population⁶⁹ qui vit encore de l'agriculture. Le but premier de la PAC est donc la recherche de l'autosuffisance alimentaire. Pour atteindre cet objectif d'autosuffisance, les pays européens se penchent dès lors sur la question de la productivité des denrées agricoles et de la modernisation du secteur. De plus, en isolant l'agriculture du marché économique mondial⁷⁰ et en soutenant les prix à l'exportation, on espère ainsi rattraper le retard accumulé du point de vue des techniques et technologies agricoles.

Penchons-nous maintenant sur les outils dont elle dispose. Premièrement, l'idée centrale de la PAC se trouvait dans la constitution de marchés communs, les OMC (Organisation de marché commune). Le principe de ces OMC est de prévoir, pour chaque produit ou groupe de produits⁷¹ une organisation de marché soit la libre-circulation des biens suivant des fonctionnements qui lui sont propres, mais également de fixer un prix indicatif ou d'orientation.⁷² Ce sont notamment ces prix qui vont permettre d'assurer une certaine protection des producteurs puisque, s'ils ne trouvent pas acquéreurs, la PAC s'engage à racheter aux agriculteurs ces denrées à ce prix minimum fixé. Deuxièmement, le principe de la solidarité financière est organisé grâce à la création du FEOGA. Celui-ci est directement alimenté par des contributions nationales jusqu'en 1965 avant de recevoir son budget directement de l'Union Européenne par l'allocation de ressources propres prises sur le budget de la communauté en général. Troisièmement, la PAC peut agir non seulement par le versement d'aides directes aux producteurs, mais également par le biais d'actions

⁶⁸ Et dans une situation de régionalisation de l'agriculture, peut se poser la question de la responsabilité et de la représentativité de la Belgique comme l'a pointé le Boerenbond : « Le problème de la responsabilité de la Belgique en cas de manquement dans l'application de la législation européenne et celui de la capacité des régions à être représentés auprès des institutions européennes sont au centre des difficultés inhérentes à une plus ample régionalisation du secteur. » (BOVY, M., *La régionalisation de l'agriculture* dans *Courrier hebdomadaire du CRISP*, 1992/8 (n° 1353), p. 1.)

⁶⁹ Près de 20% de la population européenne vit encore de l'agriculture.

⁷⁰ BOUSSARD, J.-M., *Une brève histoire de la PAC* dans *Revue Agronomie, environnement et société*, vol. 3, n°1, p. 1.

⁷¹ Par exemple les produits laitiers, la viande bovine, le froment, etc.

⁷² MORHAIN, S., *La PAC : son histoire, ses réformes*, Dijon, 2002, p. 27.

socio-structurelles telles que la création d'indemnités compensatoires pour les handicaps naturels à partir de 1975 ou encore les aides à la cessation d'activités et à l'installation à partir de 1985.⁷³

Dans l'histoire de la PAC, nous pouvons pointer différentes périodes qui relèvent de différentes orientations choisies.⁷⁴ Une première période de la PAC peut être découpée depuis ses origines jusqu'en 1992. Il s'agit de la période de mise en place des différents marchés communs, et ce sur base d'un principe d'aide par un soutien aux prix. Mais la productivité ne cesse d'augmenter⁷⁵ et dès le début des années 1980 on arrive à une situation d'excédents qui s'avère problématique. En effet, l'offre augmente alors que la demande elle stagne. Les productions agricoles européennes s'orientent donc de plus en plus vers le marché mondial.⁷⁶ Or les prélèvements douaniers ne couvrent pas du tout les frais liés aux aides aux exportations et la PAC coûte de plus en plus cher, elle doit se redéfinir. A partir de 1988 la décision est prise de limiter les dépenses de la FEOGA en imposant des plafonds aux aides, en élargissant les débouchés industriels des produits agricoles et en mettant en place des stabilisateurs budgétaires divers avec deux mesures d'accompagnement : le gel volontaire des terres et les incitations financières à la diversification⁷⁷. La réforme de 1992 marque le début d'une seconde période qui s'étend jusqu'en 2003. Le but de cette première réforme est de faire baisser les prix d'intervention par la diminution des dépenses de garantie afin de réduire l'augmentation de la production et l'encouragement aux exportations.⁷⁸ Elle marque la fin de l'aide par le soutien des prix et le début des aides directes aux agriculteurs ainsi que le début des encouragements à la production d'une agriculture de qualité, en intégrant notamment le concept de développement durable. Mais la réforme de 1992 ne suffit toujours pas à stabiliser les coûts de la PAC et à encourager une agriculture de qualité et de nouvelles mesures doivent toujours être prises. L'année 2003 avec l'accueil de dix nouveaux pays membres au sein de l'Union Européenne est l'occasion d'un nouveau remaniement de la PAC. La nouvelle devise de la PAC sera la suivante : « découplage des aides et réorientation des budgets vers les fonctions sociales de l'agriculture »⁷⁹. Ainsi, on passe à un système d'aides à l'hectare qui permet de découpler les aides compensatoires du rendement⁸⁰ tout en imposant aux exploitants pour ce paiement de base le respect de certaines mesures

⁷³ BUTAULT, J.-P., *Les soutiens à l'agriculture : théorie, histoire, mesure*, Paris, 2004, p. 98.

⁷⁴ Notons qu'en ce qui concerne les orientations de la PAC, la prise de décision revient au Conseil Européen, tandis que pour la gestion et le financement de la PAC, c'est la Commission Européenne qui est aux commandes.

⁷⁵ Entre 1970 et 1980, la productivité continue d'augmenter de 2% par an. (BUTAULT, J.-P., *Les soutiens à l'agriculture : théorie, histoire, mesure*, Paris, 2004, p. 92.)

⁷⁶ La situation est bénéfique pour les consommateurs européens puisqu'en situation d'excédents, les prix du marché intérieur baissent. Mais les producteurs eux n'y trouvent pas leur compte puisqu'ils n'arrivent plus à écouler l'ensemble de leur marchandise, malgré les bas prix, et tendent dès lors d'écouler leurs marchandises sur le marché extérieur.

⁷⁷ MORHAIN, S., *La PAC : son histoire, ses réformes*, Dijon, 2002, p. 32.

⁷⁸ BITSCH, M.-TH., *Histoire de la construction européenne de 1945 à nos jours*, Paris, 2004, p. 225.

⁷⁹ BUTAULT, J.-P., *Les soutiens à l'agriculture : théorie, histoire, mesure*, Paris, 2004, p. 316.

⁸⁰ Site internet du CAPEye : <https://www.supagro.fr/capeye/> (consulté le 15 janvier 2015).

liées au développement durable : « désormais les aides directes ne sont plus liées à la production, mais conditionnées par le respect des normes en matière de sécurité alimentaire, de préservation de l'environnement, de conservation du patrimoine rural »⁸¹. Désormais, la PAC est donc divisée en deux piliers. D'un côté subsistent les aides directes ainsi que les interventions sur le marché qui si elles sont allégées s'en retrouvent plus réactives.⁸² De l'autre, nous retrouvons des aides à la mise en valeur du territoire rural dans un pilier consacré au développement rural avec la création du programme *Leader*⁸³ comme agent de liaison entre les différentes initiatives et actions.⁸⁴

Notons également que si la PAC reste la politique principale, d'autres outils restent au pouvoir régional et fédéral pour influencer ces politiques. Premièrement, dans leur rôle de l'interprétation et de la traduction des directives européennes, les états membres gardent une légère marge de manœuvre. Ensuite, la PAC n'est bien entendu pas la seule *politique agricole* mise en œuvre dans les pays de l'Union qui gardent la possibilité d'appliquer des législations plus « personnalisées » selon ses propres spécificités culturelles, environnementales, sociales, etc. Par exemple, la France met en place dès 1960 une loi favorisant la cessation d'activité des agriculteurs⁸⁵, en Belgique est créé en 1965 le *Fonds d'Assainissement agricole* dédié à l'octroi des pré-retraites ainsi qu'à la restructuration et à la modernisation des exploitations.⁸⁶ Ces interventions du politique sont particulièrement justifiées en ce qui concerne le secteur agricole, car les prix agricoles dépendent très fortement de l'offre et ne permettent pas une concurrence parfaite. Le but du politique est ainsi de coordonner les différents acteurs du secteur et d'ainsi viser à la stabilisation des marchés agricoles.⁸⁷ En Belgique, l'AFSCA impose par exemple une obligation « d'enregistrement et de déclaration lors de l'introduction de pommes de terre et d'un système de traçabilité lors de la commercialisation de plants de pommes de terre ».⁸⁸ Malgré tout, ces quelques éléments ne doivent pas nous faire surestimer l'indépendance de la législation agricole vis-à-vis du niveau européen puisque dans l'ensemble, ce sont celles-ci qui priment. S'il existe, une certaine latitude aux pouvoirs publics fédéraux et régionaux, c'est à travers l'application et le contrôle des directives européennes.

⁸¹ BITSCH, M.-TH., *Histoire de la construction européenne de 1945 à nos jours*, Paris, 2004, p. 321.

⁸² Site internet du CAPEye : <https://www.supagro.fr/capeye/> (consulté le 15 janvier 2015).

⁸³ Liaison entre actions de développement de l'économie rurale

⁸⁴ Notamment en tant que relais et soutien aux différents *Groupe d'action Local* (GAL). (Site internet du CAPEye : <https://www.supagro.fr/capeye/> (consulté le 15 janvier 2015).)

⁸⁵ BUTAULT, J.-P., *Les soutiens à l'agriculture : théorie, histoire, mesure*, Paris, 2004, p. 89.

⁸⁶ LEDENT, A. Et BURNY, PH., *La politique agricole commune des origines au 3ème millénaire*, Gembloux, 2002, p. 142.

⁸⁷ Puisque la demande elle reste plus ou moins stable.

⁸⁸ Arrêté Ministériel du 29 avril 2004, consulté en ligne : http://www.ejustice.just.fgov.be/cgi_loi/change_lg.pl?language=fr&la=F&cn=2004042933&table_na me=loi

C. EVOLUTIONS DES DYNAMIQUES AGRICOLES AU COURS DU XX^{ÈME} SIECLE

« L'agriculture est complexe et connaît de nombreuses facettes ayant trait à différents domaines de la société. Les thèmes importants changent avec le temps. L'émancipation de la classe agricole n'est plus un thème d'actualité. Ça l'a pourtant été jusque dans les années 70. Il y a cent ans, nous nous réjouissions de l'augmentation de la productivité occasionnée par la mécanisation. Dans la réalité de marché contemporain, cette production élevée représente souvent un problème. Personne n'aurait pensé qu'un jour l'agriculture serait assimilée à l'écologie, au paysage, à la gestion de l'environnement et même au tourisme. »

(*Agriculturen, Agricultures*, Filmarchief, Livret d'explication, p. 8.)

La citation précédente nous semble bien illustrer en quoi le secteur agricole a fortement évolué au cours du XX^{ème} siècle, non seulement du point de vue interne, mais également dans sa définition plus large et dans les représentations qu'il engendre dans la population. L'agriculture n'est pas un domaine coupé du reste de la société et, en tant que tel, il s'est transformé en même temps qu'elle. Or, le XX^{ème} siècle a vu un basculement radical vers une société nouvelle, et ce très rapidement.

L'agriculture au début du XX^{ème} siècle reste une activité familiale qui, si elle occupe une large part de la main-d'œuvre, produit presque exclusivement pour les marchés proches restreints. Elle ne réussit à suivre l'augmentation démographique que grâce à quelques innovations et à l'extension des terres cultivées et consacrées à l'élevage, mais elle n'est pas à l'abri de crises agricoles, résultats de guerre, du climat, etc., et qui touchent la population dans son ensemble. De plus, l'extension des terres n'est pas possible à l'infini et d'une agriculture extensive, le passage doit peu à peu se faire vers une agriculture intensive, soit produisant plus sans pour autant étendre les terres. A la fin du XIX^{ème} siècle, les crises se multiplient, confortant les autorités publiques qui dans leur volonté de prendre soin de « ce monde à part », tendent à la modernisation du secteur afin de produire plus et ainsi de prévenir les mauvaises récoltes d'une part et d'autre part de permettre l'enrichissement du pays par l'exportation de produits.

L'objectif premier est la recherche de la *sécurité alimentaire* et c'est clairement celui-ci qui justifiera également la création de la *Politique Agricole Commune* après la Seconde Guerre Mondiale : mutualisation des problèmes au niveau européen avec une politique agricole protectionniste et visant la modernisation du secteur en soutenant la production.

Modernisation, concentration-spécialisation et intégration seront les véritables maîtres-mots des évolutions qui vont suivre.

La modernisation apparaît comme double résultat d'une part d'une recherche de solutions face à une augmentation de la population à nourrir, spécialement dans les moments de crise et d'autre part d'une volonté et d'une confiance dans le progrès et dans l'industrialisation de nos pays et qui permettent un basculement de l'économie en général vers une économie qui n'est plus à proprement parlé centrée sur le monde agricole et la production de matières premières et qui profite ainsi au développement de la société de consommation. De plus, les investissements demandés par la mécanisation font basculer l'agriculteur dans un modèle capitaliste avec « l'obligation » de s'endetter financièrement pour pouvoir se moderniser et agrandir les parcelles⁸⁹ afin de ne pas être mis « hors jeu ». Ce qui semblait impensable quelques décennies auparavant seulement a permis de modeler le monde agricole tel que nous le connaissons à présent. Dorénavant l'exploitation est vue comme un véritable outil de production et non plus un patrimoine familial à préserver dans le but de le transmettre à la génération suivante. Il en résulte une agriculture intensive et productiviste.

Celle-ci est caractérisée par le couple concentration-spécialisation qui s'accompagne également d'un mouvement d'intégration accru. Avec le développement de l'industrie, la population agricole quitte les campagnes pour travailler dans le secteur qui est plus rentable et plus sécurisant. On assiste à un mouvement d'exode rural et d'urbanisation et la population active dans le secteur agricole se réduit, les terres agricoles se concentrant dans les mains de quelques-uns. La spécialisation leur permet d'investir dans un outillage spécifique sans multiplier les dépenses et d'effectuer des économies d'échelle afin de rester compétitifs sur le marché.⁹⁰ Marché qui impose de plus en plus ses desideratas en matière de volumes, qualité et caractéristiques spécifiques des produits agricoles, ce qui explique d'autre part le développement de la contractualisation en agriculture entre des entreprises de transformations ou des groupes de distribution et les exploitants agricoles. L'agriculture se spécialise, car elle doit s'intégrer dans des réseaux de transformation et de distribution plus larges. On assiste à une division des tâches, verticales et horizontales ou l'agriculture n'est plus un « secteur à part », mais est intégrée à l'ensemble de l'économie.⁹¹ Les marchés influencent fortement la pratique et le choix des cultures de l'agriculture actuelle. En effet, la pression des marchés pousse les agriculteurs à produire à moindres coûts, mais également, les prix sont extrêmement fluctuants et l'agriculteur doit aujourd'hui s'intéresser à ceux-ci afin de réaliser une plus-value suffisante par rapport à son investissement.

⁸⁹ Bert Woestenborghs

⁹⁰ On remarque que la spécialisation est moins forte dans les secteurs qui sont directement liés au sol et particulièrement prépondérante en ce qui concerne l'élevage, les hydrocultures, etc. Et ce parce que l'outillage nécessaire est devenu très spécifique. Et pour les produits pour lesquels les débouchés industriels existent, c'est-à-dire qui nécessitent pour leur commercialisation une certaine complémentarité agriculture-industrie. (VAN HECKE, E., *Évolution de l'agriculture en Belgique* dans *Courrier hebdomadaire du CRISP*, 1992/1 n° 1346-1347, p. 1-80.)

⁹¹ VAN HECKE, E., *Évolution de l'agriculture en Belgique* dans *Courrier hebdomadaire du CRISP*, 1992/1 n° 1346-1347, p. 1-80.

Ce changement de la place relative de l'agriculture dans l'ensemble de la société a bien entendu un impact sur le rôle de l'agriculteur en particulier. Pendant longtemps, le monde agricole, qui constituait presque l'ensemble du monde rural, était vu comme traditionaliste et relativement rigide, ne laissant que peu de place à l'innovation et aux changements. Aujourd'hui, l'agriculture est presque considérée comme un métier comme un autre, contrairement à un mode de vie comme auparavant. Le choix même du métier ne se fait plus automatiquement héréditairement et la transmission filiale des exploitations n'est plus automatique. La nature même de l'activité a changé. D'un métier solidaire, l'agriculteur est passé à un travail solitaire, effectuant le travail auparavant réalisé par plusieurs hommes en un minimum de temps, sur de très grandes surfaces et ce grâce à la motorisation de l'outillage. « Les agriculteurs sont devenus des travailleurs indépendants qui contrairement aux autres n'ont pas la possibilité de valoriser leur production par un contact humain ». ⁹² La famille représentait l'unité centrale du travail à la ferme, aujourd'hui, il n'est pas rare que le chef d'exploitation ne soit plus assisté « que » par des ouvriers agricoles extérieurs au cercle familial, quand les autres membres de la famille exercent un métier en dehors de la ferme.

Egalement, le rôle que l'on donne à l'agriculteur s'est modifié. D'une activité de production, on lui assigne aujourd'hui des responsabilités environnementales, dans la gestion des paysages et des ressources. Les activités qui permettent à une exploitation de rester rentable d'une part se spécialisent, mais également se diversifient avec l'intégration du tourisme à la ferme, des classes vertes, etc. La ferme n'est plus un petit monde tourné vers l'auto-subsistance mais un métier qui s'ouvre vers la société et de nouvelles fonctions sociales. Ses dépendances ont également évolué et si elle semble aujourd'hui se libérer quelque peu des problèmes d'épidémies et des destructions par les nuisibles par exemple, elle est plus que jamais dépendante des marchés et de la demande de la population pour leurs produits.

Comment une telle modification du secteur en un si court laps de temps a-t-elle été possible ? Dresser une histoire de l'agriculture supposerait d'étudier en profondeur les divers domaines qui touchent, de près ou de loin, l'agriculture. Or, ceux-ci sont aussi divers que nombreux, passant des conditions atmosphériques aux lois, des avancées techniques aux transformations économiques, des facteurs environnementaux aux restructurations sociales. Une telle étude nous semble impossible dans le cadre du présent travail et la présentation qui va suivre se résume plutôt à une des grandes orientations modifiant le monde agricole depuis 1950 jusqu'au passage au troisième millénaire.

⁹² VAN MOL, J.-J., *Le paysan et la machine, Innovations techniques en agriculture en Belgique aux 19^{ème} et 20^{ème} siècles*, Treignes-Viroinval, 1998. P. 295.

Nous l'avons souligné, dès l'après-guerre la modernisation de l'agriculture bat son plein en suivant le modèle de concentration-spécialisation et la Période de 1945 à 1975 représentera l'âge d'or de la modernisation de l'agriculture.⁹³

Les années 1950 voient une évolution paradoxale puisque d'une part la croissance et l'intégration de nouvelles techniques et technologies permettent une hausse de productivité comme il n'en a jamais été observé auparavant, mais que d'autre part l'agriculture perd définitivement sa position économique dominante. Malgré une très forte hausse de la productivité, le métier d'agriculteur requiert une production de plus en plus importante en quantité pour que ceux qui s'y emploient puissent en vivre. En effet, avec la quantité importante que l'on retrouve sur les marchés désormais ouverts, les prix stagnent voir s'écroulent. Les agriculteurs ne sont plus en mesure d'influencer la valeur de leur production qui dépend bien souvent des marchés internationaux et subit une pression de la part du secteur de la grande distribution qui s'impose peu à peu comme le presque unique mode de distribution de la production agricole. C'est ce que Mougenot et Mormont appellent dans leur ouvrage sur les mouvements ruraux le *changement agricole*.⁹⁴ Jamais l'agriculture n'a été autant intégrée au reste de l'économie et jamais elle n'y a été autant subordonnée. C'est dans ce cadre qu'il faut comprendre le mouvement de spécialisation des productions agricoles. En Belgique on l'observe surtout dans les grandes cultures (céréales, betteraves, pommes de terre) et dans le secteur laitier. Les années 1960 particulièrement sont un véritable basculement pour l'agriculture en Belgique.⁹⁵ En effet, à présent les exploitations agricoles prennent le dessus sur les petites fermes familiales, l'agriculture s'ouvre totalement aux marchés, les coopératives se développent et l'on assiste à un accroissement général de la taille des parcelles travaillées. Cette évolution se traduit notamment par un changement important en termes de main-d'œuvre employée par le secteur. En effet, si aujourd'hui, une très faible part de la population belge travaille dans le secteur agricole alors qu'au début du XX^{ème} siècle, l'agriculture en occupait encore près de 22%.⁹⁶ Le nombre d'exploitations diminue très rapidement, mais la chute de la main-d'œuvre est encore plus impressionnante. La tendance est à la concentration des terres dans les mains de quelques-uns qui exploitent une surface toujours plus importante grâce à des techniques et du matériel de plus en plus important.⁹⁷ Particulièrement les années soixante voient une « concentration des structures agraires et industrialisation du secteur », avec entre 1960 et 1972 une baisse de

⁹³ MORHAIN, S., *La PAC : son histoire, ses réformes*, Dijon, 2002, p. 21.

⁹⁴ MOUGENOT, C. et MORMONT, M., *L'invention du rural, L'héritage des mouvements ruraux (de 1930 à nos jours)*, Bruxelles, 1988., p. 20.

⁹⁵ BITSCH, M.-TH., *Histoire de la Belgique : de l'Antiquité à nos jours*, Bruxelles, 2004, p. 241.

⁹⁶ MOUGENOT, C. et MORMONT, M., *L'invention du rural, L'héritage des mouvements ruraux (de 1930 à nos jours)*, Bruxelles, 1988., p. 17.

⁹⁷ La superficie moyenne d'une exploitation était de 6,2 ha en 1959, de 8,4 en 1970 et atteint 15,6 dès 1990. (VAN HECKE, E., *Évolution de l'agriculture en Belgique* dans *Courrier hebdomadaire du CRISP*, 1992/1 n° 1346-1347, p. 1-80, p. 6.)

moitié du nombre d'agriculteurs.⁹⁸ Mais après encore, cette concentration s'accélère.⁹⁹ La « nature » de la main-d'œuvre agricole change également. La main-d'œuvre familiale est peu à peu remplacée par des ouvriers et des employés agricoles venus de l'extérieur et qui ont décidé d'en faire leur métier, sans pour autant devenir chefs d'exploitation. Notons également que cette évolution ne s'effectue pas à la même vitesse en Wallonie qu'en Flandres où le nombre d'exploitations de départ plus important accomplit une chute encore plus rapide, mais où la main-d'œuvre utilisée se réduit moins comparativement à la Wallonie. Etienne Van Hecke pointe comme facteur explicatif des différences spatiales en termes de concentration et de diminution des terres agricoles la question de l'urbanisation, plus importante en Flandres qu'en Wallonie, mais qui reste toutefois à nuancer.¹⁰⁰

Les années 1970 voient, elles, l'introduction de l'informatique dans les pratiques agricoles.¹⁰¹ Cette pratique timide a ses débuts, surtout parce qu'elle demande un certain temps d'appropriation et des changements dans la gestion d'une exploitation, va être à l'origine d'une seconde *révolution agricole*. En effet, dans les exploitations agricoles, l'informatique est principalement utilisée comme un outil de gestion de comptabilité¹⁰². Or, la gestion des comptes représente une part de plus en plus importante du travail de l'agriculteur. Mais plus encore, l'informatique permet aujourd'hui de doser les aliments et produits chimiques, de gérer des cheptels ou des cultures grâce à différents logiciels développés, etc.

Durant les années 1980, la baisse de la main-d'œuvre agricole continue, mais est compensée par une agriculture de plus en plus intensive permise par des progrès techniques de plus en plus importants.¹⁰³ C'est cette augmentation de la productivité qui permet au revenu moyen des exploitants de s'élever et à leur niveau de vie de se maintenir, et ce malgré une certaine constance des prix agricoles, excepté dans des périodes de crises agricoles fortes.¹⁰⁴

C'est dans un but de sécurisation de leur revenu que l'on assiste dès les années 1980 au développement de la contractualisation. Les agriculteurs s'engagent à fournir, bien souvent à une entreprise de transformation, une quantité donnée d'un

⁹⁸ REYNEBEAU, M., *Histoire belge : 1830-2005*, Bruxelles, 2005, p. 250.

⁹⁹ Voir en annexe l'évolution comparative de la surface agricole utile, du nombre d'exploitations et de la superficie des exploitations en Wallonie et en Flandre entre 1980 et 2010.

¹⁰⁰ Le facteur dominant qui permet d'expliquer les différentes évolutions spatiales semble être le rythme de la diminution de la main-d'œuvre: si la main d'œuvre agricole diminue rapidement, un accroissement de la superficie moyenne des exploitations augmente plus rapidement que si la main-d'œuvre agricole diminue lentement. Dans ce dernier cas, l'agriculteur n'a qu'un moyen d'augmenter son volume de production: intensifier. (VAN HECKE, E., *Évolution de l'agriculture en Belgique* dans *Courrier hebdomadaire du CRISP*, 1992/1 n° 1346-1347, p. 1-80, p. 10.)

¹⁰¹ *Agriculturen, Agriculures*, Filmarchief.

¹⁰² BAGES, R., Pratiques de l'informatique chez les agriculteurs et degrés d'appropriation. Une enquête dans la région Midi-Pyrénées dans *Economie rurale*, 1992, vol. 10, n°1, p. 10-16, p. 14.

¹⁰³ Van Hecke, E., *Évolution de l'agriculture en Belgique* dans *Courrier hebdomadaire du CRISP*, 1992/1, n° 1346-1347, p. 79.

¹⁰⁴ JESSENNE, J.-P. et ROSSELLE, D., *L'histoire rurale de la France du Nord de la fin du Moyen Âge au XXe siècle* dans *Revue du Nord*, 2008/2, n°375-376, p. 328.

produit, possédant des caractéristiques prédéfinies. S'il s'agit d'une certaine contrainte, il s'agit également d'une sorte de filet de sécurité pour les producteurs qui sont ainsi sûrs d'écouler leur marchandise et reçoivent même souvent des avances. Ces contrats se développent selon une logique d'intégration verticale¹⁰⁵ : chaque entreprise agricole se spécialise dans un type de produits et en abandonne d'une certaine manière la transformation et la commercialisation pour se concentrer uniquement sur la production. Cette logique permet de faire d'importantes économies d'échelle, mais place également les agriculteurs dans une dépendance vis-à-vis des entreprises de transformation qui « obligent généralement l'agriculteur à respecter des normes de qualité et de quantités »¹⁰⁶. Toutefois, une intégration totale reste chose rare et la contractualisation concerne principalement les récoltes « qui n'ont qu'un seul débouché et doivent en totalité être transformées ».¹⁰⁷

L'agriculture des années 1990 est complètement intégrée à l'économie de marché¹⁰⁸. Qu'il s'agisse de la chaîne de production, de la transformation, etc. Or, comparativement aux industries de transformation, le secteur agricole reste un secteur où la valeur ajoutée reste relativement faible. Les matières premières agricoles sont également de plus en plus souvent transformées avant d'être distribuées au consommateur et les agriculteurs sont donc largement dépendants des prix imposés par l'industrie agro-alimentaire. Dans ce cadre, les contrats en agriculture sont soutenus par la majorité des agriculteurs qui doivent toutefois pour se protéger des abus et de la pression du monde industriel s'organiser en coopératives¹⁰⁹, apprendre à signer des contrats en collectif ou encore inciter les pouvoirs publics à faire des lois protégeant les agriculteurs.¹¹⁰ Une nouvelle piste que donne ce développement récent du monde agricole serait également la négociation de contrats par les pouvoirs publics pour la prise en compte de certains paramètres de protection de l'environnement, du patrimoine, des paysages.¹¹¹ La population

¹⁰⁵ « Une ou plusieurs étapes de la production sont placées sous une gestion dans une large mesure unifiée. » (KING, D., *L'intégration verticale et les intérêts des agriculteurs* dans *Economie rurale*, n°132, 1979, p. 37-38, p. 37.)

¹⁰⁶ KING, D., *L'intégration verticale et les intérêts des agriculteurs* dans *Economie rurale*, n°132, 1979, p. 37-38, p. 37.

¹⁰⁷ KING, D., *L'intégration verticale et les intérêts des agriculteurs* dans *Economie rurale*, n°132, 1979, p. 37-38, p. 37.

¹⁰⁸ ACADEMIE ROYALE DE BELGIQUE, *La politique agricole commune, pilier de la construction européenne : des origines aux perspectives futures : cycle de conférences de Philippe Burny et José Renard*, 2011, en ligne : <http://www.academieroyale.be/cgi?lg=fr&pag=1026&tab=146&rec=11100&frm=0&par=secorig1561&par2=-1#detail> (Consulté le 4 février 2016)

¹⁰⁹ Comme c'est déjà le cas dans les pays scandinaves.

¹¹⁰ Par exemple en Belgique, loi du 1^{er} avril 1976 qui impose la signature d'un contrat écrit pour les contrats concernant les productions animales et requérant certaines clauses minimales. (KING, D., *L'intégration verticale et les intérêts des agriculteurs* dans *Economie rurale*, n°132, 1979, p. 37-38, p. 38.)

¹¹¹ « Ils consistent essentiellement en des contrats passés soit entre un agriculteur et l'État, soit entre un agriculteur et une institution chargée de la gestion des espaces naturels. Par ces contrats, les agriculteurs acceptent d'adopter des pratiques que l'on juge bénéfiques à la conservation des milieux naturels (fauche tardive, réduction des intrants...) et qui correspondent de fait à des pratiques « extensives » comparées au modèle agricole dominant. En contrepartie, les agriculteurs reçoivent des

agricole est de plus en plus vieillissante et nombreux sont les héritiers d'exploitation à se tourner vers d'autres activités qui apportent moins d'incertitude et demandent un investissement, en temps et en moyens, moins important. En effet, beaucoup d'agriculteurs ont fait de gros investissements et sont maintenant prisonniers du système. Le surendettement dans des fermes suréquipées est à l'origine de nombreuses faillites et de l'abandon de la profession pour certains. N'étant plus suffisamment compétitifs, ils disparaissent et leurs terres sont récupérées par les gros producteurs qui s'agrandissent inexorablement. C'est ainsi qu'on arrive au XXIème siècle à un véritable modèle *d'agro-business*¹¹².

Aujourd'hui, les défis auxquels sont confrontés les exploitants agricoles sont nombreux, ils trouvent leurs origines dans les évolutions récentes du secteur et relèvent principalement de quatre ordres. Premièrement, la question de l'objectif principal de l'agriculture, soit la souveraineté alimentaire. Celle-ci n'est possible que via la mise en place d'un système de production durable, qui en mobilisant les outils¹¹³ à sa disposition, permet à la population de bénéficier d'une alimentation saine et de ne pas dépendre uniquement des exportations. Deuxièmement se pose la question de la gestion des ressources naturelles, de la pollution et de la conservation de la biodiversité. En effet, à l'heure actuelle, l'agriculture est bien souvent pointée du doigt pour son impact négatif sur l'environnement, notamment en ce qui concerne l'utilisation des pesticides et engrais chimiques, mais également au regard de la préservation des sols, des cours d'eau, des nappes phréatiques ou encore de la forêt et des autres écosystèmes particuliers¹¹⁴. Troisièmement, se pose la question de l'importance économique du secteur. Comment assurer la compétitivité du secteur et des moyens de vie décents pour les personnes qui en vivent dans un système de marchés mondiaux ? Quatrièmement, se pose la question de l'aménagement du territoire. D'une part, la pression croissante de l'urbanisation pose défi dans l'organisation des voiries, des réseaux de distribution, mais également pose la question de la cohabitation. D'autre part, la spécialisation progressive de certaines zones productives alors que des zones défavorisées sont peu à peu désertées pose effectivement question. Ainsi, pour le meilleur et pour le pire, « le dynamisme des agriculteurs encouragés ou contraints par une politique des marchés et des prix stables et séduisants, le progrès scientifique, l'application de formes multiples du progrès technique se manifestant dans les domaines biologique et biotechnologique, mécanique, électronique, chimique, de l'information, de la gestion et de l'organisation ainsi que l'évolution économique et sociale générale firent glisser peu

primes ou divers autres avantages en nature (...) afin de compenser le manque à gagner que ces changements de pratiques pourraient leur causer. » (ANFRIE, M.-N. et ROUSSEL, L., *La contractualisation avec les agriculteurs en France et en Région Wallonne (Belgique) : Possible complémentarité de l'agriculture et de la conservation de la nature* dans AUCLAIR, L., *Le retour des paysans ? : A l'heure du développement durable*, s.l., 2006, p. 319.)

¹¹² *Agriculturen, Agricultures*, Filmarchief, Livret d'explication, p. 32.

¹¹³ Non seulement au sens des outils techniques mais également en soulevant la question de la résilience des agroécosystèmes.

¹¹⁴ Marécages et tourbières par exemple.

à peu l'agriculture paysanne et artisanale vers l'agriculture d'entreprise qui substitue le capital au travail. »¹¹⁵

Ces défis issus de la mise en place du système productiviste actuel ont montré ses limites. Quel est donc l'avenir de l'agriculture wallonne aujourd'hui ? Cette question nous semble cruciale, car elle touche non seulement les agriculteurs, mais également la société dans son ensemble et ce à tous les niveaux : besoins primaires de l'homme, aménagement du territoire, relations sociales, considérations environnementales, etc. Ainsi, la question du futur de l'agriculture ne peut être évacuée des préoccupations de tout un chacun.

« On notera d'ailleurs l'hétérogénéité des nouvelles demandes adressées aux agriculteurs : *le consommateur*, soucieux de sa santé, attend de l'exploitant qu'il soit un « jardinier de la nature » ; *le « résident »*, soucieux de son cadre de vie, attend de son « voisin agricole » qu'il se comporte en « citoyen du monde rural » ; *le politique*, soucieux de sa compétitivité sur le marché mondial, attend que l'entrepreneur rural soit un « agri-manager » ; *l'ingénierie écologique*, soucieuse de l'avenir de notre planète, attend de l'agriculteur qu'il se comporte en « jardinier du monde » : mesures agri-environnementales, code des bonnes pratiques agricoles, gestion agricole intégrée et agriculture biologique déplacent ainsi les repères établis par des décennies de développement intensif. »

(DEBOIS, M., *Quand rural ne veut plus dire agricole*, Etude ACRF 2010.)

¹¹⁵ LEDENT, A. Et BURNY, PH., *La politique agricole commune des origines au 3ème millénaire*, Gembloux, 2002, p. 20-21.

III. LE *SILLON BELGE*, TEMOIN DE L'AGRICULTURE DU SIECLE DERNIER

Comme nous l'avons annoncé, la source que nous avons décidé d'exploiter est un journal agricole : *Le Sillon Belge*. Avant de nous lancer à proprement parler dans l'étude de notre problématique, il nous a semblé pertinent d'étudier notre source d'un peu plus près. En effet, le *Sillon Belge* est un journal dédié aux matières agricole qui paraît depuis 1932. A ce titre, il a lui-même dû évoluer en parallèle du secteur agricole. Il s'agit donc d'un témoin direct au même titre que les agriculteurs. Nous allons donc nous pencher sur son histoire mais également sur ses modalités de fonctionnement. Ensuite, et il s'agira là d'une première approche de la question des représentations en agriculture, nous intéresserons au public qu'il vise et aux sujets qu'il traite. En effet, comment a-t-il réussi à s'adapter aux changements qui se produisent dans le monde agricole au XX^{ème} siècle afin de rester pertinent et en adéquation avec ce que vivent et ce qui intéresse ses lecteurs ?

A. LE SILLON, UNE IDEE ET UNE HISTOIRE ORIGINALE

Né en 1932, le *Sillon Belge* est une revue agricole fondée par Roger de Marneffe¹¹⁶.

L'idée de base des premiers membres de la rédaction du Sillon est la suivante : l'agriculture est un domaine nécessaire et important pour la nation. Quoiqu'il arrive, la Belgique doit compter avec et ce d'autant plus dans la configuration de l'époque qui veut qu'une large part de la population dépende encore du secteur. Afin d'améliorer leur situation les agriculteurs doivent s'instruire sur les avancées techniques et pratiques du secteur car ce n'est qu'en s'ouvrant à la modernité qu'ils pourront adapter leur production à un monde en mutation. Or, les choix que les agriculteurs doivent poser nécessitent une information complète et une prise en compte des différentes possibilités, débouchés, nouveautés, configurations d'exploitations agricoles, etc. Ces informations, les agriculteurs n'y ont pas toujours facilement accès. Faciliter cet accès, c'est le but de la revue agricole *Le Sillon Belge* qui entend apporter aux agriculteurs une information claire et précise sur les nouveautés, les marchés et les techniques et dans une moindre mesure sur les actualités du secteur agricole.

Le Sillon se donne également comme mission la « défense » du monde agricole. Cela ne signifie pas que les rédacteurs soient aveugles aux « tares » du monde rural et le leitmotiv de la revue sera la modernisation du secteur, ce qui passe obligatoirement par des remises en question de certaines pratiques et habitudes, mais qui n'induit pas que « tout soit à jeter ».

¹¹⁶ Né en 1901, ingénieur agronome et journaliste pour *La Libre Belgique*.

Le premier numéro de ce *Mensuel*¹¹⁷ de *Vulgarisation Scientifique*, édité à La Hulpe¹¹⁸ paraît le 20 mars 1932. Ne comportant que deux pages, il est principalement composé de quatre grands titres¹¹⁹ plus une sorte de manifeste¹²⁰ intitulé « Instruire pour servir »¹²¹ dans lequel les fondateurs du journal tentent d'expliquer leurs intentions. Ce slogan simple mais efficace démontre bien la double mission que se sont donnés les rédacteurs de la Revue, soit la distribution d'informations techniques ainsi que la défense du secteur agricole. Nous retrouvons également quelques éléments qui explicitent très clairement la vision de l'agriculture qu'ils soutiennent.

Ainsi, ils critiquent le libre-échange qui ne protège pas les agriculteurs et les soumet à un marché volatil. De facto, est pointée une opposition dans les intérêts des industriels et du secteur agricole, les premiers réclamant une ouverture des marchés et les seconds devant au contraire être protégés des agricultures voisines qui, très performantes, inondent le marché belge de leur production. D'autre part puisque, c'est un fait, le marché agricole intérieur est intégré à un marché plus large, il est nécessaire d'évoluer avec la société et de se rendre plus compétitifs. Cette vision protectionniste est celle de la défense de l'agriculture belge face aux marchés et donc aux autres agricultures européennes.

Ensuite, même si le *Sillon Belge* entend défendre le secteur agricole, le regard porté sur celui-ci n'est en rien passéiste ou résolument béat. Au contraire, la croyance dans le futur et dans les nouvelles techniques culturales et d'élevage est bien présente, mais pas à tout prix. Cette vision progressiste prône la modernisation du secteur.

Finalement, le journal s'inscrit dans une évolution de la société de consommation. Le but de la modernisation est de sécuriser les agriculteurs. En effet, face aux crises, on cherche à permettre aux agriculteurs de continuer à pratiquer leur activité tout en s'adaptant aux changements de société afin de s'assurer un revenu convenable et de se protéger des aléas de la production. Pour ce faire, il faut apprendre à produire plus pour conserver la « suprématie » de l'agriculture belge. Il s'agit d'une vision productiviste.

Si les rédacteurs continuent à chercher leurs marques et à optimiser au maximum leur publication par de petits changements de présentation¹²². La machine

¹¹⁷ Le journal restera un mensuel jusqu'en 1940.

¹¹⁸ Qui restera le siège du journal jusqu'à son déménagement en septembre 1934 à Bruxelles, le journal ne fait pas mention d'une adresse exacte. (Une liste des adresses successives des bureaux du *Sillon Belge* se trouve en annexe.)

¹¹⁹ *Nos enquêtes* ; *Questions de droit rural* ; *Travaux du mois à la ferme* ; *Mercuriales agricoles* qui préfigurent la continuité du *Sillon* puisqu'ils seront par la suite érigés en véritables rubriques.

¹²⁰ Voir une copie en annexe.

¹²¹ « Instruire pour servir la cause de l'agriculture qui se confond avec celle du pays ».

¹²² Notamment l'intitulé du bandeau ou encore police de caractère de celui-ci qui varie jusqu'à adopter dès décembre 1934 la physionomie qu'on lui connaît encore aujourd'hui.

semble lancée¹²³, et ce suivant une ligne éditoriale qui restera relativement inchangée.

Le 2 juin 1934, le *Sillon* fusionne avec le journal « Le Cheval de Trait Belge »¹²⁴ édité par Arnold Van Broekuyzen¹²⁵ depuis début 1912. La fusion est présentée par ce dernier comme l'occasion de combiner les forces des deux publications en simplifiant les tâches administratives et en mêlant leur lectorat. En effet, il considère¹²⁶ que la question du cheval de trait est une question pleinement intégrée à l'agriculture dans son ensemble puisque sa principale force motrice à l'époque.¹²⁷ Le fond de ses écrits reste identique, mais ses écrits sont dès lors publiés au sein d'une rubrique particulière consacrée au cheval de trait et qui subsistera dans le *Sillon Belge* jusque fin 1956.

A partir de 1940, les publications du *Sillon Belge* se font moins régulières. Les problèmes d'approvisionnement en matériel¹²⁸ entraînent une pause entre les numéros 102 du 14 mai 1940 et 103 du 6 octobre 1940. Le problème de l'approvisionnement en matériaux de base n'est pas neuf et la fréquence d'une part, mais également l'aspect général du journal en dépendra plus d'une fois.¹²⁹ Cette pause est également due au début du Second conflit mondial qui a mobilisé l'équipe de rédaction dont certains ont été appelés au front.

Le 6 octobre 1940, un changement de sous-titre¹³⁰ et un encart annoncent le passage à 24 numéros par an. Moins d'un an plus tard, le journal devient définitivement un hebdomadaire¹³¹ sous-titré *Hebdomadaire d'informations et de techniques agricoles*. La publication se déroule « normalement » jusqu'au 7 juin 1942 où, elle sera contrainte par la censure et la pression mise sur les épaules des auteurs d'articles¹³² par l'autorité en charge sur le territoire belge, ainsi que par les

¹²³ Un nouveau numéro paraissant tous les 20 du mois.

¹²⁴ Journal reconnu consacré au Cheval de trait et largement distribuée à travers le globe, là où on retrouve des Chevaux de trait belges.

¹²⁵ Hippologue, spécialiste du cheval de trait, reconnu en Belgique.

¹²⁶ Il intervient dans le numéro du 2 juin 1934 pour expliquer la fusion.

¹²⁷ Sa volonté était de peu à peu, intégrer à son journal d'autres thématiques agricoles afin de toucher un plus large public. Toutefois, cette évolution ne s'étant pas réalisée faute de temps et de moyens investis, il considère que le *Sillon Belge*, à l'époque en pleine ascension représente le support idéal afin de diffuser ses écrits lui laissant ainsi tout le loisir de se consacrer à la rédaction sans devoir appréhender l'aspect administratif de la publication.

¹²⁸ Comme on nous l'explique dès la reprise dans le numéro 103.

¹²⁹ A titre d'exemple : A ses débuts très épais, le papier du journal s'affine peu à peu ; Au cours de l'année 1942, un seul exemplaire par mois conserve le format A3, les autres sont plus petits ; Par la suite, la disponibilité d'encres de couleur change l'aspect général du journal à de multiples reprises.

¹³⁰ Revue de Technique agricole paraissant deux fois par mois

¹³¹ A partir de 5 janvier 1941.

¹³² Et ce notamment en raison de leur opposition ouverte avec le Boerenbond et avec la Corporation Nationale des Agriculteurs et de l'Alimentation, organisation compétente en matière d'alimentation et d'industrie alimentaire, créée en août 1940 en raison des problèmes d'approvisionnement en Belgique durant le Second Conflit Mondial, qui elle aussi publie durant la guerre une publication concurrente au *Sillon*. Pour plus d'informations sur le C.N.A.A., voir l'ouvrage suivant : DUMOULIN, M.,

conditions matérielles¹³³, à stopper la parution du journal et ce jusqu'en janvier 1946.¹³⁴

Le 11 janvier 1946, après quatre ans d'absence, le *Sillon Belge* reprend ses activités, avec des changements de prix, d'adresse, de format, de titre et de jour de parution¹³⁵, mais la confirmation qu'il s'agira toujours d'un hebdomadaire. En raison des difficultés pour acheminer du papier, cette reprise peut sembler prématurée¹³⁶, mais est justifiée par les rédacteurs par la prise de décisions gouvernementales, notamment dans le domaine de la fiscalité, dont les lecteurs du journal doivent être avertis au plus vite. Très vite, des ajustements sont réalisés, notamment dans les titres et la physionomie du journal. La rédaction est alors installée au domicile d'un des collaborateurs, le personnel administratif à Bruxelles dans des « bureaux » très rudimentaires et le journal imprimé par une société externe¹³⁷. C'est cette situation qui va pousser Roger De Marneffe, toujours rédacteur en chef, à créer une imprimerie indépendante, *Les Imprimeries du Sillon* s'installe à partir de 1947 Boulevard du Général Henri à Etterbeek où l'ensemble des collaborateurs l'y rejoignent. Mais le journal est alors menacé d'expropriation au profit de la création d'une plaine de jeux. Afin de trouver de nouveaux locaux, Roger De Marneffe rachète la *Société Belge des Levures*, société en difficulté avec laquelle il fusionne les *Imprimeries du Sillon* et ils partent s'installer dans les locaux de la première rue Baron Dhanis, toujours à Etterbeek.¹³⁸ De plus, le *Sillon* qui était propriété uniquement de Roger De Marneffe et lancé à ses frais est constitué le 31 juillet 1948 en deux sociétés : *Les Editions Rurales* et les *Editions du Sillon*. Le titre du *Sillon Belge* est cédé en 1950 aux *Editions Rurales*.

En 1951, devant le succès remporté par le *Sillon Belge*, ses éditeurs décident de lancer une version destinée au public néerlandophone. De Landbouwleven dont le premier numéro, un mensuel, est publié avec la devise « Lire, c'est apprendre ». Son succès est immédiat et il devient un hebdomadaire en 1956. C'est également à cette époque que les *Imprimeries du Sillon* deviennent les *Imprimeries des Editeurs* et acquièrent une rotative. Cette rotative a son importance, car, tournant la nuit, elle émet un bruit certain. Or, le mur mitoyen du siège du *Sillon* est partagé avec un

EMMANUEL, G., DUJARDIN, V. et VAN DEN WIJNGAERT, M., *Nouvelle histoire de Belgique*, vol. 2, Bruxelles, 2006, p. 55-58.)

Sillon Belge n° 185, 11 janvier 1946, « Après quatre années de silence ».

¹³³ Principalement le coût du papier.

¹³⁴ Pendant la guerre et en vue de la publication de nouveaux numéros, les auteurs du journal ont tout de même tenté d'amasser petit à petit du papier mais celui-ci leur a été subtilisé à la fin du conflit.

¹³⁵ 1,6 fr, format 14, parution le samedi, adresse : 10 rue de l'Apleit à Huy, sous-titre « Informations et Techniques Agricoles ».

¹³⁶ D'ailleurs les numéros suivants seront relativement courts et le prochain ne paraîtra pas avant le 26 janvier.

¹³⁷ *Le groupe Vlan, De 1932 à aujourd'hui*, s.l., 2002, p. 8.

¹³⁸ *Ibidem*.

échevin qui, profitant de son influence politique, va tenter de faire arrêter la publication du journal. Devant les pressions exercées, Roger De Marneffe fait publier une « réponse » dans laquelle il raconte ses déboires à ses lecteurs. C'est dans cette publication qui sera distribuée en « toutes boîtes » à plus de 20.000 habitants de la commune qu'apparaît l'interjection *Vlan* ! pour la première fois. En misant sur les fonds récoltés par la publicité et la publication de petites annonces, Roger De Marneffe lance alors sous ce nom un nouveau journal qui intégré aux *Editions Urbaines* nouvellement créées, connaît un rapide succès et ne tarde pas à s'étendre aux autres communes.¹³⁹

Mis à part deux épisodes de « pause » en 1940 puis entre 1942 et 1946 pour les raisons que nous avons évoquées, nous devons constater que la publication réussit à se maintenir et ce jusqu'à aujourd'hui, sans changer énormément de ligne éditoriale¹⁴⁰. Ceci prouve qu'il a d'une part réussi à séduire un public relativement conséquent, mais également qu'il a jusqu'à présent réussi à retenir son intérêt, et ce malgré le profond bouleversement dont a été victime le secteur agricole au cours du XX^{ème} siècle. Nous avons constaté que le Sillon a connu une histoire mouvementée, notamment avec de nombreux changements d'adresse, de jour de parution¹⁴¹, de variation de prix, de nombre de pages, de fréquence¹⁴², d'esthétique,¹⁴³ etc. Toutefois, en parallèle de ces changements, nous retrouvons une certaine stabilité. Non seulement dans la ligne éditoriale comme signalé mais également dans la façon de présenter les informations et dans le mode de fonctionnement du journal sur lequel nous allons maintenant nous pencher.

¹³⁹ *Le groupe Vlan, De 1932 à aujourd'hui*, s.l., 2002, p. 12.

¹⁴⁰ Notons toutefois qu'un glissement s'est bel et bien produit entre les informations techniques, vocation première du mensuel, et les actualités du monde agricole, qui vont lentement prendre de plus en plus d'importance, jusqu'à suppléer la fonction « d'organe technique ».

¹⁴¹ Originellement distribué le vendredi, il sera par la suite distribué le dimanche, le samedi et enfin jusqu'à aujourd'hui le vendredi à nouveau.

¹⁴² Mensuel à l'origine puis paraissant deux fois le mois avant de devenir un hebdomadaire.

¹⁴³ Refontes petit à petit ou plus importantes comme en 1973 et 1995 par exemple. Nous reviendrons plus en détail sur ceux-ci dans une partie consacrée à la forme du journal.

B. DU COTE DE LA REDACTION

L'objectif des rédacteurs du *Sillon* était, nous l'avons dit, de fournir au monde agricole une information détaillée sur les outils et les techniques, afin de permettre la modernisation des exploitations. Il semble aujourd'hui qu'en ayant su s'adapter aux changements de mentalité et à l'évolution de leur public, mais également du secteur agricole lui-même, leur mission ait été un succès. Comment y sont-ils, d'un point de vue pratique, parvenus ?

Les auteurs

une question primordiale est jusqu'à présent restée en suspens : qui sont les rédacteurs qui se cachent derrière le journal et comment sont prises les décisions ? En effet, dès les premiers numéros du journal, son attribution à « La Rédaction » n'apporte aucun éclairage sur la composition de celle-ci et très peu d'articles sont signés. Quand ils le sont, c'est souvent avec les initiales de leur auteur, ce qui leur permet de garder un certain anonymat, et parfois en y ajoutant une courte information sur sa formation ou sa position comme justification de son intervention.¹⁴⁴ Il faut attendre le 14 septembre 1935 pour observer une première mention au fondateur du journal¹⁴⁵. Toutefois, un journal de cette ambition ne se lance pas seul.¹⁴⁶

Depuis les origines et jusqu'à aujourd'hui, le comité de rédaction est relativement restreint. Pendant longtemps, trois personnes composaient le Comité de rédaction du *Sillon* et trois autres celui du *Landbouwleven*. Aujourd'hui quatre personnes composent chacun des comités.¹⁴⁷ Lors de sa création en 1932, le comité est composé d'un ingénieur agronome, d'un ingénieur agricole, d'un maître en droit et d'un sénateur. Le comité actuel est lui composé de deux ingénieurs agronomes, d'un ingénieur industriel en agronomie et d'un gradué en agronomie. Nous observons donc que les rédacteurs du *Sillon* ne sont pas directement des exploitants agricoles, mais plutôt des spécialistes du sujet ou de formations qui gravitent autour de l'agriculture. Cette composition est en adéquation avec la vision du journal qui est

¹⁴⁴ Par exemple, dans l'édition du 14 novembre 1936, un article est signé J.D., Professeur à l'école de Culture et d'Elevage d'Ath.

¹⁴⁵ Bandeau du 14 septembre 1935 : Directeur-Fondateur : Roger de Marneffe, Ingénieur Agronome.

¹⁴⁶ En annexe, l'historique des éditeurs responsables, directeurs et rédacteurs en chef. Liste que nous avons tenté de rendre la plus exhaustive possible mais qui reste malgré tout incomplète.

¹⁴⁷ Si au lancement de *De Landbouwleven*, celui-ci pouvait être considéré comme le jumeau du *Sillon Belge*, très vite les deux publications se démarquent. En effet, particulièrement depuis la régionalisation de l'agriculture, mais déjà auparavant, les agricultures wallonne et flamande n'ont que très peu en commun. Ainsi donc, non seulement les sujets diffèrent mais également les moyens financiers, l'origine des contributeurs ainsi que la sensibilité du public. Evidemment, les comités de rédaction des deux journaux se concertent mais au final, les seuls articles qu'ils peuvent encore réaliser en commun concernent les « Nouvelles de l'Industrie » ainsi que les articles consacrés aux directives européennes.

« Instruire pour servir ». Car en s'appuyant ainsi sur des spécialistes de diverses matières, on cherche à apporter aux agriculteurs une information la plus pointue possible.¹⁴⁸

Les membres du comité de rédaction assurent eux-mêmes la plus grande partie de la rédaction : choix des sujets, des événements à couvrir et, particularité du *Sillon Belge*, ils dirigent la maquette du journal. Ils sont également épaulés par une dizaine de collaborateurs extérieurs plus ou moins réguliers, spécialistes dans des sujets variés.¹⁴⁹ Parmi ces collaborateurs, certains entretiennent des rubriques spécifiques¹⁵⁰ et d'autres interviennent plus ponctuellement notamment par rapport à l'actualité.¹⁵¹ Ils disposent aussi de quelques correspondants à l'étranger qui traitent des actualités internationales. Particulièrement dans le cas du *Sillon Belge*, nous devons pointer l'importance de l'expérience journalistique. En effet, la direction générale du groupe n'intervient que très peu au niveau de la rédaction, laissant le choix des sujets et de la ligne éditoriale à la direction rédactionnelle, car le domaine agricole est considéré comme un secteur extrêmement spécifique. Ainsi donc, « aucune structure n'a été mise en place pour garantir l'autonomie de la rédaction. C'est la spécificité du métier de journaliste agricole qui en est le meilleur garant. Au niveau belge, le journaliste agricole doit nécessairement être un généraliste. On ne peut le devenir qu'après quelques années de métier ».¹⁵²

Notons que les membres de la rédaction revendiquent très clairement leur indépendance vis-à-vis des organisations agricoles et des politiques. Cette volonté se manifeste¹⁵³ dès le second numéro dans lequel ils réaffirment leur but de ne s'attacher qu'aux questions techniques et à l'information, et ce tout en s'interdisant « toute immixtion dans le domaine politique, tant sur le terrain économique que confessionnel ».¹⁵⁴

¹⁴⁸ En témoigne l'éditorial du 11 janvier 1946, date de reprise de la publication après-guerre : « Nous solliciterons chaque fois que nous le pourrons, c'est-à-dire le plus souvent possible, les avis des sommités ou des praticiens les plus autorisés. Nous ne prétendons nullement faire de cette revue un organe scientifique ; nous la voulons au contraire à la portée du plus grand nombre ; mais nous désirons autant INSTRUIRE notre lecteur et éclairer son jugement que le guider dans la pratique quotidienne de son métier. »

¹⁴⁹ Par exemple un vétérinaire, un juriste, un professeur d'école agricole, etc.

¹⁵⁰ Par exemple Arnold Van Broekhuizen sur le cheval de trait ou de M. Fagot pour la chronique vétérinaire.

¹⁵¹ C'est par exemple le cas de Marthe Hagnoul, d'Albin Sanglier ou encore de « Nestor » qui interviennent régulièrement à titre privé dans le courrier des lecteurs avant d'être sollicités par la rédaction pour écrire des articles particuliers.

¹⁵² *Historique*, document interne au *Sillon Belge*, auteur inconnu.

¹⁵³ Et peut très simplement être illustrée par le changement de l'intitulé du journal du 23 janvier 1937, passant de *Journal agricole indépendant* à *Journal agricole strictement indépendant*.

¹⁵⁴ Editorial du *Sillon Belge* du 20 novembre 1932, en annexe.

Financement

Malgré toute la motivation dont elle peut faire preuve, une rédaction a besoin d'argent pour faire fonctionner une publication. Lors de son lancement, le *Sillon Belge* est financé par Roger de Marneffe sur fonds propres. C'est également le cas lors de sa reprise après-guerre. Toutefois, un tel mode de financement n'étant pas viable. C'est donc la publicité qui permet au journal d'être publié. En effet, la politique de financement du *Sillon*, et ensuite des autres publications du groupe *Vlan*, repose pour une large part sur les revenus émanant de la publicité et la publication de petites annonces. Dans le cas des autres journaux du groupe, ces fonds se révèlent suffisants à la distribution d'une information gratuite, mais le *Sillon* avec ses besoins d'expertise et de reportages plus techniques nécessite tout de même une « modeste » contribution de la part de ses abonnés. C'est donc en consacrant une part non négligeable de ses pages à de la publicité, le *Sillon belge* s'assure une rentrée d'argent qui, combinée au prix de ses abonnements, s'avère rentable. Plus encore, c'est en partie grâce à la publicité que le *Sillon* réussit à maintenir de bas prix¹⁵⁵ et donc en partie à se répandre dans une large part de la population agricole. Il verra par la suite la grande majorité de ses concurrents disparaître¹⁵⁶ et le nombre de ses abonnés croître.

Jusqu'à aujourd'hui, le *Sillon Belge* reste le seul journal du groupe *Vlan* à être payant¹⁵⁷. Mais la logique de l'ensemble des publications du groupe reste la même et toutes sont composées de quatre mêmes éléments. Des petites annonces, insérées, commandées ou rédigées par des particuliers ou des professionnels ; des publicités commerciales, commandées par un annonceur local, national ou une agence de communication voire une centrale d'achat ; des annonces classées, soit des publicités placées dans la rubrique des petites annonces et ayant un rapport avec le secteur ; et enfin du rédactionnel. Cette partie rédactionnelle représente en général 30 à 40%¹⁵⁸ de la publication, dans le cas du *Sillon Belge* elle est plus importante puisqu'elle atteint les 50%. Notamment, les rédacteurs du *Sillon*, aux yeux de la mission qu'ils se sont donnée, pointent la nécessité que « le lecteur ne soit pas égaré par des textes qu'il croit être des articles techniques et qui ne seraient en fait que la réclame en faveur de l'un ou l'autre annonceur ». Toutefois, c'est bien grâce à cette source de financement particulier que le *Sillon* peut revendiquer son indépendance vis-à-vis de l'Etat, des groupes politiques, des syndicats ou des organisations agricoles qui financent d'autres publications.

¹⁵⁵ Le maintien du prix des abonnements bas est un élément essentiel pour la rédaction. A chaque augmentation de prix, les rédacteurs s'excusent d'avance auprès de leurs lecteurs et exposent leurs justifications.

¹⁵⁶ La majorité des associations agricoles possédant leur propre publication.

¹⁵⁷ Il ne fonctionne d'ailleurs que par abonnement payant.

¹⁵⁸ Ce chiffre n'est pas anodin puisqu'il représente la limite minimale pour que la publication ne soit pas considérée comme un folder commercial et donc frappée de taxes supplémentaires.

Aspect physique

Quels sont les changements physionomiques du journal ? En effet, le design du journal est un élément important ne serait-ce que parce que c'est par lui que le lecteur « perçoit » dans un premier temps la publication. Les rédacteurs l'ont d'ailleurs bien compris lorsqu'ils décrètent : « Nous veillerons surtout à ce que les matières exposées dans le *Sillon Belge* soient avenantes. Par l'illustration notamment qui abondera dans ses pages, nous ferons en sorte que la vulgarisation atteigne ses pleins effets et que l'information jouisse d'un maximum d'attrait. »¹⁵⁹ Or, si nous avons déjà pointé la particularité de la typographie du nom du journal, inchangée depuis 1933, celui-ci n'en a pas moins évolué au cours des ans.

La majorité des changements dans la présentation du *Sillon* sont dus à des contraintes d'ordre techniques d'une part, et à la disponibilité des matériaux d'autre part¹⁶⁰. En effet qu'il s'agisse du format, de l'encre, du papier ou encore de la présentation en colonnes, de la présence de photographies ou encore de l'apparition de la couleur, les rédacteurs du *Sillon* sont bien souvent tributaires des possibilités techniques et principalement de leur arsenal d'imprimerie. Ils tiennent d'ailleurs à justifier tout changement auprès de leurs lecteurs, leur rappelant par exemple en 1949¹⁶¹ que « c'est toujours VOTRE vieux « *Sillon* », mais son visage a quelque peu changé », car devant s'adapter aux progrès de l'imprimerie. En 1973, une complète refonte de la présentation du journal a lieu. En se mettant au pas de la modernité, les titres de rubrique intègre notamment des photographies. Une fois de plus, les rédacteurs pointent les contraintes de l'impression qui se fait désormais avec un « système dit « offset », essentiellement fondé sur la photographie »¹⁶² et qui nécessite donc des changements dans la mise en page. Un dernier grand changement physique intervient en 1995. La présentation des rubriques redevient plus épurée en n'affichant plus à nouveau que les titres. Le côté graphique, plus attractif, passe dans le bandeau du journal et dans les en-têtes qui sont illustrés¹⁶³, notamment avec l'apparition d'un logo en rouge, vert, noir et blanc représentant une exploitation vue de loin qui est ajouté au titre à la police inchangée depuis les origines.

Toute en maintenant sa volonté de conserver le « visage qui fut le sien pendant tant d'années, parce que l'on aime les traits familiers »¹⁶⁴, le *Sillon Belge* a dû s'adapter aux évolutions extrêmement importantes du monde agricole au cours du XX^{ème} siècle. Comme la volonté des rédacteurs du *Sillon* est de procurer à son public, de la manière la plus compréhensive possible, des informations sur les techniques qui se développent dans le monde agricole, la composition du journal va également évoluer.

¹⁵⁹ Editorial du *Sillon Belge* du 11 janvier 1946.

¹⁶⁰ Par exemple les couleurs d'encre ou l'épaisseur du papier.

¹⁶¹ A l'époque en raison de l'agrandissement du format du *Sillon*.

¹⁶² Editorial du *Sillon Belge* du 11 août 1973.

¹⁶³ Evolution du graphisme de différentes rubriques disponible en annexe.

¹⁶⁴ Editorial du *Sillon Belge* du 11 août 1973.

Evolution des rubriques

Comme nous l'avons évoqué, le premier numéro du *Sillon Belge* est composé de plusieurs dossiers qui, s'ils ne sont pas encore considérés comme des rubriques ne vont pas tarder à revenir régulièrement : « Nos enquêtes » ; « Mercuriales agricoles » ; « Question de droit rural » et « Travaux du mois à la ferme ». A côté de ces grandes rubriques, on en retrouve également des plus modestes : « Chronique vétérinaire »¹⁶⁵ ; « Le potager à la ferme ». Ces quelques rubriques de base seront par la suite présentes dans tous les prochains numéros, à l'exception de la rubrique « Travaux du mois à la ferme »¹⁶⁶ qui ne reviendra que mensuellement.

A côté de celles-ci, nous notons qu'un espace est réservé aux *Nouvelles Brèves*. Il s'agit d'une série d'informations présentées de manière très succincte qui concernent le monde agricole et les campagnes, principalement les événements se déroulant en Belgique mais parfois également à l'étranger. Cette rubrique préfigure la création en 1935 d'une rubrique particulière consacrée aux *Actualités*. Ce cas illustre bien que si le *Sillon* se présente avant tout comme un outil technique, il lui est également nécessaire de dépasser cette fonction première et de tenir informés les agriculteurs de ce qui se déroule dans le monde et qui pourrait influencer le contexte dans lequel ils pratiquent leur métier. On y retrouve également des annonces et comptes-rendus de concours, foires et autres événements relatifs a monde agricole.

A partir de juin 1935 s'installe la tradition de publier des numéros spéciaux. Ceux-ci peuvent prendre la forme de numéros plus conséquents, sont consacrés à une thématique unique ou de numéros « normaux », complétés par des suppléments thématiques séparés de la publication de base. C'est ainsi que, dès novembre 1935 un supplément intitulé *Pour vous... madame* s'adresse directement aux femmes d'agriculteurs. Ce supplément est définitivement intégré au journal sous forme de rubrique le 18 avril 1936. Dans cette rubrique, on retrouve des recettes, des patrons de couture, des conseils pour tenir un ménage, sur l'éducation des enfants, mais également des suggestions de livres, des dictons, etc. Le ton adopté y est particulièrement familier et ses articles sont signés *L'amie* ou par le simple prénom de ses rédactrices et un courrier des lectrices très actif permet de donner le sentiment d'une véritable relation entre les femmes d'agriculteurs qui partagent leurs expériences.

Courrier des lectrices qui vient d'une certaine manière compléter le courrier des lecteurs en s'attachant aux discussions d'ordre privé, quand le premier s'intéresse à la pratique de l'agriculture à proprement parler. Celui-ci est présent depuis 1936 et, avec l'espace réservé aux petites annonces entre particuliers, il témoigne du désir de

¹⁶⁵ Cette rubrique changera quelques fois de dénomination mais ce point ne nous semble pas particulièrement pertinent. (Avis du Vétérinaire) Notons toutefois qu'elle s'attache aussi bien aux animaux d'élevage qu'aux animaux domestiques.

¹⁶⁶ Rubrique présente en début de mois qui rappelle quels sont les travaux à effectuer à la ferme au vu du calendrier agricole, des conditions météorologiques, etc.

communication des rédacteurs du Sillon envers leur public, mais également de leur volonté d'ouvrir un espace de dialogue pour que les agriculteurs communiquent entre eux.

Finalement, notons que le monde agricole ne vit pas en vase clos et que les rubriques évoluent également en fonction de la société. Ainsi, en 1974, un espace est consacré à la *Semaine économique et sociale* et à partir de 1981 une rubrique présente les *Nouvelles de l'industrie*, preuve des liens qui unissent les deux secteurs et dépendants l'un de l'autre¹⁶⁷. Depuis 1996, le *Sillon Belge* fait son entrée dans un monde complètement informatisé avec une nouvelle rubrique consacrée à l'informatique à la ferme, la mise à jour d'un site internet flambant neuf en 2013 et cette année même l'accès aux actualités du Sillon en direct sur les tablettes et autres supports électroniques.

¹⁶⁷ Déjà avant quelques articles ponctuels pointaient ces liens, notamment vis-à-vis de productions particulières : industrie laitière, industrie bovine, etc.

C. SON CONTENU ET LE PUBLIC CIBLE

Afin de comprendre comment le *Sillon Belge* a réussi à adapter suffisamment son contenu pour rester pertinent aux évolutions du monde rural. Nous allons maintenant nous pencher de plus près sur les thématiques présentées dans le journal agricole et le public auquel elles s'adressent.

Public cible

Premièrement, en ce qui concerne le public visé, il s'agit très clairement des agriculteurs eux-mêmes. Ce choix est directement énoncé et justifié par la rédaction dès le premier numéro du journal. En effet, en annonçant que leur but est de délivrer aux exploitants belges les informations techniques nécessaires au fonctionnement de leur exploitation dans un monde en mutation, les auteurs peuvent difficilement être plus clairs. Cette intention est également démontrée par la différence tarifaire qui existe de 1932 à 1940 entre les agriculteurs et les non-agriculteurs, les premiers bénéficiant d'un tarif plus avantageux¹⁶⁸. Même si dans l'ensemble, la ligne tarifaire reste l'abonnement peu coûteux afin que le prix ne soit pas un obstacle et qu'ainsi, le journal touche un public le plus large possible.

Un élément qui est régulièrement mis en avant par la rédaction du *Sillon* est la nécessité d'expansion du journal. En effet, ils cherchent à toucher l'ensemble des agriculteurs et pour se faire, ils misent énormément sur leurs lecteurs pour qu'ils fassent la « publicité » du journal. Leur argumentation est que plus le journal sera largement diffusé, plus les moyens financiers disponibles seront importants et donc plus les articles pourront être pointus tout en restant à un prix raisonnable. Ce faisant, nous pourrions donc penser qu'ils tentent de toucher un public de plus en plus étendu, plus que les agriculteurs eux-mêmes et ce d'autant plus que le nombre d'exploitants en Belgique se réduit peu à peu. En effet, s'il s'adresse avant tout aux professionnels de l'agriculture, le *Sillon* vise également le public plus large de toute personne qui porte un intérêt, de près ou de loin, au domaine de l'agriculture, qu'il s'agisse de son activité, de celle de ses prochains, de ses voisins ou pas. Mais, son but premier reste avant « d'être présent dans toutes les fermes » et c'est à ce public particulier qu'il adapte son contenu et sa forme. Et les indices de cette volonté se retrouvent dans la publication tout au cours du XX^{ème} siècle. Par exemple, en 1940 ils demandent aux agriculteurs de « continuer la confiance qu'ils nous témoignent ». En 1946, le *Sillon* réitère sa volonté de demeurer aux côtés du paysan et « d'instruire notre lecteur et éclairer son jugement et le guider dans la pratique quotidienne de son métier ». En 1949 il se vante de son indépendance vis-à-vis de l'état, des syndicats et

¹⁶⁸ Pour le premier numéro, le prix est par exemple fixé à 5 francs pour les agriculteurs et 10 francs pour les non-agriculteurs. Une distinction dans le prix des abonnements destinés aux professionnels du secteur et aux curieux se maintiendra quelques années, la différence de tarif ne sera abolie que fin 1940.

du monde industriel, ce qui justifie son succès « auprès du monde agricole ». En constatant son succès en 1970 et ce malgré une baisse significative du nombre d'agriculteurs, il réaffirme par la diversité et sûreté de son information, l'aide qu'il apporte ainsi à tous les exploitants grands et moins grands et par la chaleur et la sincérité dont il fait preuve dans la défense de l'exploitation familiale menacée. En 1990, après une mauvaise année agricole, il souhaite à ses lecteurs et lectrices le courage et les moyens nécessaires pour relever les défis propres à l'agriculture du moment.

En nous interrogeant sur le public auquel le *Sillon Belge* est destiné, nous pouvons nous poser une première question par rapport aux représentations : qui est considéré comme agriculteur ? Quelles sont les caractéristiques de l'agriculteur auxquelles on s'adresse ici ? Nous constatons que dans sa volonté de toucher un plus grand nombre, la rédaction du *Sillon* adopte un point de vue très large sur l'agriculture. En effet, certains critères qui peuvent nous sembler pertinents dans la définition du métier d'agriculteur ne sont pas définis clairement ici. Par exemple, on ne s'attarde pas sur les différences entre les individus dont l'agriculture représente une activité principale ou une activité secondaire. On s'adresse à tous les exploitants, aidants et ouvriers agricoles, qu'ils possèdent ou travaillent dans de petites, moyennes ou grandes exploitations. Par rapport aux activités agricoles elles-mêmes les thématiques sont très larges puisqu'elles englobent des grandes cultures, traditionnelles de nos régions ou non (blé, quinoa, betteraves, pommes de terre) et des questions d'horticulture et même de jardinage ; des actualités des grandes exploitations laitières ou d'élevages de viande, on arrive aux questions posées aux vétérinaires par rapport aux animaux domestiques et ce en passant par les petits animaux d'élevage (lapins, faisans) ; parfois même les questions de la pêche, de la chasse et de la colombophilie sont abordées. On voit donc que la définition d'agriculture ici ne passe pas nécessairement par le type, la taille ou l'intensivité de l'activité pratiquée.

Même si ce n'est pas clairement énoncé, nous constatons que la définition des intérêts agricoles que le *Sillon* se targue de défendre passe par certaines valeurs et oppositions au reste de la société. Ainsi, à de multiples reprises, on insiste sur les intérêts divergeant des mondes agricole et industriel. C'est par exemple la critique du libre-échange qui est faite aux origines du journal. Toutefois, au fur et à mesure que l'agriculture s'industrialise, cette opposition se réduit, le *Sillon* allant même jusqu'à présenter une nouvelle rubrique consacrée aux « Nouvelles de l'Industrie » à partir du milieu des années 1980. Un autre fossé pointé du doigt par les rédacteurs du *Sillon* est l'écart qui se creuse entre les penseurs, intellectuels, universitaires qui jouent un rôle fondamental dans les choix d'orientation, notamment dans la recherche et en politique, et la population agricole qui effectue réellement le travail sur le terrain. En effet, on reproche ici à l'*intelligentsia* d'être complètement coupée des réalités du monde agricole et de vouloir imposer des décisions aux agriculteurs. Le *Sillon* lui, s'adresse directement à eux, aux hommes d'action, aux praticiens.

D'où cette volonté de ne pas être une revue scientifique, mais une revue de vulgarisation des techniques et pratiques agricoles. Ainsi, sont considérés comme public visé les acteurs de terrain et non les intellectuels ou spécialistes « extérieurs » au terrain. D'ailleurs, ces intellectuels sont eux souvent mobilisés pour s'exprimer, de manière intelligible pour un public non initié, sur des matières agricoles, ils se trouvent dès lors de l'autre côté de la publication. Mais en s'adaptant au langage¹⁶⁹ des agriculteurs, ils cherchent réellement à « parfaire les connaissances de nos agriculteurs par la vulgarisation. »¹⁷⁰ Une autre opposition est celle qui se manifeste entre les habitudes de la vie rurale et les habitudes de vie prises par les citadins. Le fossé qui sépare ces catégories de Belges vivant dans des cadres de vie distincts semble impossible à combler, et ce non seulement au regard des mentalités, croyance, mais également en termes de valeur du travail et surtout en ce qui concerne les habitudes de consommation. Nous verrons plus en détail comment les agriculteurs eux-mêmes se positionnent vis-à-vis de ces trois catégories : industriels, intellectuels, citadins, dans la troisième partie de ce travail.

Surtout, nous devons noter que le monde agricole auquel le Sillon s'adresse en priorité est celui de l'agriculture familiale. Cette ligne directrice reste inchangée depuis. Cette volonté se manifeste notamment constamment lors du souhait des vœux de l'an à venir qui paraît chaque année dans le dernier numéro de l'année du Sillon. On peut invariablement y lire des vœux de « santé, prospérité et bonheur familial »¹⁷¹. Ainsi, plus encore que s'adresser directement aux chefs d'exploitation et vaguement chercher l'adhésion de ceux sensibilisés à la thématique agricole, la rédaction du journal va faire preuve d'inventivité en s'attelant à fidéliser directement les proches des agriculteurs. Cette volonté se traduira notamment par la création, dès 1935, d'une « Page de la Femme » destinée aux épouses et prodiguant des conseils quant à la tenue du ménage familial. Et d'une autre intitulée « écoliers en vacances » qui s'adresse directement aux enfants d'agriculteurs. Ces rubriques et dossiers s'adressent directement et très clairement à un public particulier, sans pour autant s'éloigner du monde agricole. Dans ce cadre-là, nous devons également noter l'importance de la religion catholique qui reste au travers des pages du Sillon une référence centrale, en ce qui concerne les usages, non seulement dans les dictons et le calendrier agricole, mais également dans la vie quotidienne, notamment dans les relations à avoir, vis-à-vis de l'éducation des enfants, de la façon appropriée de tenir un ménage, des liens mari et femme, etc.

¹⁶⁹ Par langage nous ne signifions pas niveau de langue ou dialecte particulier mais plutôt propos plus terre à terre, évitant les démonstrations scientifiques, les chiffres alambiqués, etc.

¹⁷⁰ Sillon Belge, 1948.

¹⁷¹ Sillon Belge, Vœux, décembre 1947.

Et mots pour mots Sillon Belge, Joyeux Noël et Heureuse année, décembre 1990.

De cette volonté de s'adresser à la famille agricole, découle également une manière de considérer ses propres lecteurs comme « la grande famille du *Sillon Belge* ». Cette expression revient en effet à plus d'une reprise¹⁷² et, combinée à un ton direct et familier, elle témoigne des liens étroits de la rédaction du *Sillon* avec le monde agricole. Véritablement, le *Sillon* se présente comme le confident direct des agriculteurs, le seul journal digne de confiance qui défende véritablement leurs intérêts. De plus, les agriculteurs ne sont eux-mêmes pas passifs vis-à-vis du *Sillon*. En effet, dès les origines, le *Sillon* les investit d'une mission de propagation du journal auprès de leurs voisins et de leurs proches¹⁷³, n'ayant pas d'hésitation à leur demander sans détour de l'aide en vue d'augmenter le nombre d'abonnés. Ensuite, le courrier des lecteurs se montrera très dynamique et même, différents articles seront rédigés directement en réaction à des remarques d'abonnés, ce qui démontre une réelle synergie entre le journal et son public. Cette politique paye puisqu'aujourd'hui, une grande majorité des agriculteurs belges reste abonnée soit au *Sillon Belge* soit au *Landbouwleven*.¹⁷⁴

Thématiques

Observons maintenant comment les thématiques traitées par le *Sillon Belge* se sont peu à peu élargies pour couvrir l'ensemble des facettes du monde agricole en constante évolution. En effet, le but du journal est la propagation des techniques et des informations en vue de l'amélioration de la production agricole dans notre pays. Or, pour que « la vulgarisation atteigne ses pleins effets et que l'information jouisse d'un maximum d'attrait »¹⁷⁵, une constante évolution des thématiques en fonction des évolutions du monde agricole et de l'engouement que celles-ci suscitent auprès des lecteurs du *Sillon* est nécessaire.

Les Unes

Lorsque l'on étudie les Unes du *Sillon*, un premier élément saute aux yeux. C'est le nombre important de premières de couverture consacrées aux problèmes rencontrés par le métier. Par « problème », nous entendons un large éventail d'événements, de situation, de décisions, etc. qui touchent directement le secteur agricole. Il peut s'agir aussi bien de catastrophes naturelles¹⁷⁶ dans lesquelles les

¹⁷² *Sillon Belge*, Octobre 1949 : « A ces vieux de la veille nous n'aurions rien à dire car l'amitié dépasse la parole » ; « entrer dans le grand cercle de la famille du *Sillon* »

¹⁷³ Ici on voit que l'univers de référence est bel et bien la famille ainsi que le village.

¹⁷⁴ En ce qui concerne le *Sillon Belge* seul, la majorité des abonnés résident à Bruxelles ou en Wallonie, mais quelques uns également en France, au Grand-Duché du Luxembourg ou encore au Québec.

¹⁷⁵ *Sillon Belge*, janvier 1946.

¹⁷⁶ Pluie, sécheresse, inondations qui entraînent des dégâts dans les champs ou une mauvaise moisson.

épidémies sont particulièrement représentées¹⁷⁷ ; que de situations de crise, notamment de surproduction ou sous-production agricole¹⁷⁸. Dans tous les cas, il s'agit d'évènements catastrophiques pour l'ensemble ou une partie du monde agricole. Il s'agit d'actualités d'évènements négatifs qui impactent l'agriculture belge au même moment.

Ensuite, ce sont plus généralement les grandes actualités du secteur qui sont présentées. D'une part, les différentes décisions politiques¹⁷⁹ et économiques¹⁸⁰ qui touchent les exploitations et leurs finances. Ces nombreuses Unes dédiées au politique et à l'économie sont bien la preuve que l'agriculture n'évolue pas en vase clos et que ces deux domaines jouent un rôle important sur l'évolution du secteur agricole lui-même et sur la façon dont les agriculteurs vivent leur métier. D'autre part on retrouve également les évènements ponctuels dédiés au monde agricole tels que les Foires, les Concours, les Salons.¹⁸¹

Enfin¹⁸², notons également que des origines aux années 1960, on retrouve encore régulièrement en première page la volonté propre au Sillon « d'informer ses lecteurs sur les méthodes et techniques ». En effet, certaines Unes illustrent clairement la volonté de la rédaction d'informer ses lecteurs sur les aspects positifs et négatifs de différentes techniques et nouveautés, mais également en intégrant la question de la fiscalité et de la gestion des exploitations agricoles.¹⁸³ Toutefois ces couvertures, parfois très techniques, se font plus rares au fur et à mesure que le Sillon touche un public plus large et présente donc en première page des sujets plus propices à attirer l'attention d'un plus grand nombre de lecteurs, et ce souvent au regard de l'actualité. Ces différentes thématiques présentées en première page prennent souvent la forme de « dossiers » qui se poursuivent dans le reste du journal et également parfois dans les numéros suivants. Leur représentation en couverture suit en toute logique l'importance avec laquelle elles concernent le monde agricole : réactions face aux évènements et aux crises, changements qui touchent directement et indirectement les agriculteurs et enfin informations sur l'agriculture en général.

¹⁷⁷ probablement parce qu'elles ont un fort potentiel de propagation : Pneumonie infectieuse, bronchite vermineuse, germe de la tuberculose, le charbon... on ne les compte plus.

¹⁷⁸ 1935 *Lutte contre la crise* ; 1989 *Revoir les quotas laitiers*, etc.

¹⁷⁹ Aspects politiques des grands accords (*Accords d'Oslo*) ; Comptes-rendus des *Comices agricoles* ; *Restructuration du Ministère de l'Agriculture* ; *Création de la FAO*.

¹⁸⁰ *Les quarts provisionnels sur les impôts* ; *Fiscalité paralysante* ; *Question des droits de fermage* ; *Budget présenté au Sénat*.

¹⁸¹ Salon de Paris 1963 ; 80^e Concours des chevaux de trait belges 1975 ; Agribex 1998.

¹⁸² Il ne s'agit pas d'un recensement exhaustif des types d'informations auxquelles sont consacrées les Unes mais d'un classement personnel de celles qui nous ont parus les plus importantes. Par exemple, ponctuellement il n'est pas rare de voir la première page du journal consacrée uniquement à une publicité (5 février 1949 *Protector*, 12 février 1949 *Sandoz*, 19 février *Massey Harris*, juin-juillet 1966 *Zetor*,...). Autre exemple à partir des années 1960 les premières pages consacrées aux dossiers des *travaux du mois à la ferme* ou encore les rétrospectives présentées en fin d'année.

¹⁸³ *Comment conserver de vieilles pommes de terre jusqu'à la prochaine récolte* (1941) ; *Peut-on juger une truie d'après sa première portée ?* (1942) ; *Nourrir à bon marchés pour vendre avec bénéfices* (1956) ; *Faut-il ajouter de la craie aux collets et pulpes ensilés au bétail* (1957) ; *Bien utiliser les tables de composition des aliments de la ferme* (1961).

Matières abordées

Penchons-nous à présent sur les sujets traités dans le *Sillon Belge*. Cette analyse nous semble particulièrement importante, car elle témoigne des sujets que les rédacteurs du journal estiment faire directement partie ou au minimum influencer le monde agricole. Les thématiques traitées nous donnent donc une première idée des représentations de ce qu'englobe le monde agricole ainsi que de ses relations avec l'extérieur.

Agriculture dichotomique

Dès les premières années du *Sillon*, les deux thèmes principaux sont les grandes cultures et les élevages traditionnels. D'un côté, la culture concerne principalement les grandes cultures telles que celles des betteraves, du blé, du froment, de la pomme de terre, etc. Lorsqu'elle est abordée, la culture est déclinée selon plusieurs sous-thématiques liées à cette première grande catégorie. Premièrement, la question du sol est centrale. Lorsqu'elle est considérée, elle concerne tant les engrais et la composition en minéraux que l'étude de la rotation des cultures et des plans à long terme. Vient ensuite la question des variétés cultivées. Celles-ci sont appréhendées selon leur rendement et leur qualité, mais également selon les soins qu'elles nécessitent, les hybridations possibles et plus tard avec la question des O.G.M. (Organismes Génétiquement Modifiés). Enfin, ce sont les éléments dont dépendent la culture et sur lesquels le cultivateur n'a pas ou peu de prise qui sont abordés : la problématique des nuisibles ainsi que les pertes ou gains dus aux conditions météorologiques. Ce n'est que plus tard, à partir des années 1970 que s'ajoutent aux grandes cultures les questions du jardinage et de l'horticulture. De l'autre côté, la thématique de l'élevage est principalement consacrée aux bovins (viande et lait) et aux porcins et n'aborde que plus tard la question des petits animaux, principalement les chèvres et les moutons, mais également des élevages particuliers tels que l'aviculture, la cuniculture ou la colombophilie¹⁸⁴. La thématique de l'élevage, tout comme celle de la culture, est abordée sous plusieurs aspects. D'une part la question de l'alimentation, de l'hygiène et des conditions de vie des animaux élevés. Et d'autre part celle des espèces et de leurs améliorations, principalement par le croisement des meilleurs spécimens.

A côté des grandes cultures et des grands élevages, il ne faut pas oublier que l'agriculture du milieu du vingtième siècle était principalement composée d'exploitations familiales. Dès lors, de nombreux exploitants, en plus de ces activités qui se tournent essentiellement vers la revente ou même à défaut de celles-ci, possèdent un potager familial ainsi que quelques bêtes pour leur production

¹⁸⁴ Cette question, ainsi que celle du cheval de trait, va peu à peu se perdre en même temps que les agriculteurs délaissent cette tradition rurale.

personnelle : souvent une vache, quelques poules, etc. Ces sujets sont donc également traités. Sont donc considérés comme *agriculteurs* les cultivateurs et éleveurs qui fournissent en grande quantité le marché extérieur, mais également les plus petits paysans qui, en se diversifiant, vivent directement de leur production et n'en revendent qu'une petite partie. Ce type d'exploitation est particulièrement visé avec une rubrique telle que *Travaux du Mois à la Ferme* qui présente les travaux de jardinage et de petit élevage en fonction du calendrier annuel. Nous devons également noter l'importance du cheval de trait. Non seulement de nombreuses pages lui sont consacrées en tant qu'outil de travail, mais plus encore, les lecteurs s'intéressent à sa reproduction, à sa diffusion à l'étranger, à ses performances, etc. Après la disparition de la rubrique *Le Cheval de Trait Belge*, la thématique perd peu à peu de son importance et est finalement remplacée à partir de 1974 par une rubrique consacrée au *Cheval et Sports Equestres*, preuve que les activités à la ferme se diversifient et que des activités pouvant attirer des personnes extérieures à l'exploitation, et notamment les néo-ruraux, s'installent à la ferme.

Thématiques transversales

Après cette première grande distinction entre les deux principaux pans qui composent le secteur agricole, nous retrouvons également des thématiques transversales. C'est par exemple la question de l'outillage. Particulièrement, présente en ce qui concerne les grandes cultures, elle ne s'y réduit toutefois pas, et concerne également l'industrie laitière par exemple. Les avantages, inconvénients et l'efficacité des nouvelles technologies sont présentés et analysés sous toutes les coutures, rejoignant la vocation première du journal « d'organe technique ». Une autre thématique transversale primordiale est la question du travail en tant qu'activité et moyen de vie. En parallèle du développement du salariat, de la question du pouvoir d'achat et de l'essor de la société de consommation, la question de la rémunération des agriculteurs eux-mêmes se pose également. Dès la reprise du journal après la Seconde Guerre Mondiale, s'ajoutent les questions liées aux droits sociaux et aux taxes nombreuses qui servent à financer ceux-ci. On retrouve par exemple une très forte opposition au chômage en général et au faible montant des retraites et des allocations familiales liées au statut d'indépendant des agriculteurs. Liée à cette première thématique, c'est la question du fisc et du régime fiscal des agriculteurs qui est également fort débattue dans le journal.

Si les deux pendants de l'agriculture sont généralement traités de manière distincte, une thématique récurrente du *Sillon Belge* est l'économie du secteur agricole et lié à celle-ci l'étude de la structure et de la compétitivité de l'agriculture belge. Ces questions généralement traitées par secteur peuvent parfois être présentées de façon plus globale, notamment lorsqu'elles se basent sur les recensements statistiques agricoles annuels.

Un autre sujet transversal et qui gagne en importance concerne les techniques de transformation et les réseaux de distribution des produits de la ferme, en aval, mais également en amont. De l'industrie laitière au meunier, en passant par les bouchers ou les industries productrices d'engrais azoté, ces sujets sont généralement abordés en termes techniques ou économiques. Ils concernent non seulement les industries, mais également les exploitations agricoles elles-mêmes. En effet, jusque dans les années 1970, il n'est pas rare de voir les éleveurs transformer et distribuer leur beurre directement à la ferme. Cette approche disparaît ensuite pour réapparaître au début des années 1990.

D'un point de vue global, la ferme est avant tout approchée d'un point de vue technique et économique. Quels sont les éléments sur lesquels l'exploitant a une influence et peut jouer afin d'améliorer sa productivité tout en réduisant ses coûts et son temps de travail, afin de pouvoir vivre de son activité? Dès le, l'agriculture est également abordée du point de vue économique et financier. Non seulement des marchés « réels » et des prix, mais également de la spéculation boursière. Finalement, le secteur agricole est également souvent abordé par le récit des événements qui lui sont consacrés (foires, salons) ou des décisions qui le concerne (décisions de Fédérations d'Agriculteurs, rassemblement des UPA) ainsi que par la présentation de personnalités liées au secteur.

Monde rural

On retrouve aussi dans le journal des thématiques qui concernent plus généralement la campagne et le monde rural. Par exemple, la question de la gestion des eaux et des forêts revient très régulièrement, non seulement à travers les thématiques de l'affectation des sols, de l'importance de l'économie forestière, de l'irrigation, mais également sur la relation avec les chasseurs, la météo ou la pollution des nappes. Ainsi, les questions liées à la biodiversité et à l'équilibre de la nature apparaissent dès le début des années 1960.¹⁸⁵ L'approche de cette thématique n'est pas une approche scientifique, mais une approche pratique, qui se base principalement sur les observations faites par les agriculteurs ou qui leur ont été transmises par leurs prédécesseurs. Par exemple, on vante régulièrement les oiseaux mangeurs de nuisibles, ou encore les abeilles qui permettent la pollinisation. Mais l'écosystème n'a pas pour l'agriculteur que des avantages et d'autres éléments

¹⁸⁵ Déjà auparavant quelques articles ponctuels sur la manière de produire des engrais verts, sur la gestion de la terre sur le long terme, sur les nuisibles, etc. mais pas directement sur les liens entre le milieu et l'ensemble des organismes vivants (plantes, animaux et micro-organismes) qui y vivent. Comme limite de début quant à l'intérêt accordé à l'écosystème, nous avons pointé l'article du 12 décembre 1959 : « La terre comme milieu vivant », mais la thématique apparaît petit à petit.

souvent traités sont par exemple les dégâts dus au gibier, aux nuisibles ou encore aux conditions météorologiques.

A côté de ces thématiques nous retrouvons également des sujets plus généraux qui concernent la société : romans, tendances du moment, tourisme, etc. Mais également des articles consacrés à la pratique de l'agriculture dans le reste du monde, et ce avec un rapport particulier pour les agricultures congolaise et européennes, ainsi qu'une certaine curiosité pour le développement du modèle des grands domaines agricoles aux Etats-Unis et en Amérique du Sud, puis à partir des années 1970 du modèle d'agriculture dirigiste de l'U.R.S.S..

Nouveaux sujets d'intérêt

Effectuons finalement un très rapide historique des apparitions de thématiques nouvelles.

Premièrement dès les années 1930, à travers la *Page de la Femme*, mais également dans le reste du journal, on aborde la question du budget à la ferme. Il a ceci de particulier que l'économie domestique et l'économie de l'exploitation ne sont pas séparées mais intrinsèquement liées. La planification est le maître-mot. Il concerne non seulement la prévision de la demande sur les marchés, mais également la nécessité d'obtenir des prix fixes de la part des industries de transformation et des organismes de distribution, afin de pouvoir prévoir leur budget et ainsi voir les moyens dont ils disposent pour investir dans l'amélioration de leur matériel et de leurs techniques.

A partir des années 1940, une question qui semble fortement agiter le monde rural est celle de la propriété de la terre, de sa location et donc de tout l'appareil qui y est lié : bail, droits des uns et des autres, tarifs, droits de fermage, durée de la location, transmission aux descendants, etc. A la même époque commencent également à apparaître les thématiques de l'enseignement et de la formation agricole.

A la fin des années 1940, l'attention se porte de plus en plus sur le crédit qui devient véritablement un moyen d'amélioration et de modernisation des exploitations, en vue d'augmenter sa productivité et ainsi son revenu.

Après la Seconde Guerre Mondiale¹⁸⁶, on observe un regain d'intérêt pour tout ce qui touche à la politique agricole.¹⁸⁷ Tout d'abord d'un point de vue national, on s'intéresse au budget et aux inclinaisons prises par le Ministère de l'Agriculture. Du point de vue international ensuite, l'intérêt de la population agricole se porte

¹⁸⁶ Une autre thématique récurrente concerne la dénonciation des collaborateurs au CNAA.

¹⁸⁷ Auparavant, le Sillon se mêlait très peu de politique, se contentant plutôt presque exclusivement d'un point de vue technique. A partir des années 1960, il n'hésite pas à ouvertement critiquer certaines politiques ou hommes politiques, principalement belges mais également européens.

évidemment sur les négociations politiques, d'une part le Plan Marshall et les relations avec les Etats-Unis et d'autre part, les discussions autour du Benelux¹⁸⁸, de la future Union Européenne ainsi que sur les tractations qui se forment autour de la *Politique Agricole Commune*. Fin des années 1950 se manifestent des inquiétudes par rapport au futur global de l'agriculture, notamment en raison de l'exode rural qui est très important et de la baisse drastique du nombre d'exploitants. Des questions telles que celle de la surproduction, des quotas, des aides aux agriculteurs et des débouchés côtoient des historiques des productions locales. La question des prix et des débouchés devient particulièrement centrale. Certains articles présentent des innovations et des pistes pour améliorer la compétitivité et la production des exploitations et d'autres s'attardent sur les problèmes structurels de certains secteurs de l'agriculture en termes économiques, commerciaux et politiques.

Au milieu des années 1960, c'est la question du temps de travail de l'agriculteur en tant que membre de la société de consommation qui est pointé. Congés payés, vacances, loisirs et pénibilité du travail sont interrogés. C'est également le cas du rôle de la femme dans l'exploitation.

Durant les années 1970, on redécouvre l'importance du folklore, notamment à travers les grandes fêtes traditionnelles chrétiennes d'une part ; et d'autre part de la conservation des paysages, notamment à travers la question des haies. C'est également le moment des premières réflexions sur le concept d'agriculture biologique.¹⁸⁹ Cet aspect durable interroge aussi la dépendance de l'agriculture face aux énergies, et ce d'autant plus après le choc pétrolier de 1973.

Dans les années 1980, ce sont les premiers questionnements sur le fonctionnement du commerce¹⁹⁰, sur la possibilité de développer des circuits courts et sur la vente directe à la ferme. Ceux-ci concernent particulièrement le secteur laitier en crise. En parallèle, commence à se poser la question de la pollution causée par le secteur agricole. Cette question est souvent abordée en réponse aux accusations faites par les autres ruraux et les pouvoirs publics aux agriculteurs.

Dans les années 1990, les thématiques des OGM, mais également d'autres expérimentations et champs d'essai s'invitent sur la place publique. Il est également question de développer à la ferme de nouvelles activités autres que la production. On se pose la question du tourisme à la ferme, du développement des fermes pédagogiques ainsi que de la fonction sociale de la ferme. De plus, un besoin de diversifier les productions dans une seule et même exploitation se fait sentir, alors

¹⁸⁸ Celui-ci inquiète les agriculteurs, qui craignent notamment dans les années 1950 l'invasion du marché belge par les produits d'une agriculture hollandaise plus performante. Inquiétude qui se retrouve face au Marché Commun préconisé par la PAC.

¹⁸⁹ « Agriculture biologique : entre mythes et réalité », titre qui démontre bien qu'on se trouve au début d'un questionnement.

¹⁹⁰ Certains préconisent ainsi de ne plus livrer leur lait à la laiterie qui en donne un prix insuffisant, mais de le transformer et de le vendre avec sa valeur ajoutée, directement au consommateur.

qu'avant étaient plutôt mises en avant les questions de rendements et d'écoulement d'une grande production sur le marché.¹⁹¹

Concluons en pointant qu'à travers de très nombreux articles techniques, le *Sillon* remplit sa vocation première d'outil technique destiné à la classe agricole. De plus, il allie des articles très pointus avec des visions plus globales de secteurs ou d'activités agricoles particuliers. L'agriculture est ici prise au sens large puisque les activités traitées dans le journal vont des grandes cultures et des grands élevages aux activités périphériques voir extérieures à l'exploitation agricole à proprement parler avec des informations techniques et générales sur l'apiculture et le jardinage par exemple. Ces thèmes sont majoritairement abordés du point de vue technique, des pratiques et économique.¹⁹² Parfois également, les rédacteurs en profitent pour interroger les lois juridiques et sociales du pays. On y traite avant tout de ce qui se fait dans l'agriculture belge et européenne, ce tout en privilégiant l'échelle locale¹⁹³.

¹⁹¹ C'est toujours bien entendu le cas, mais la question de la diversification des exploitations est tout de même posée.

¹⁹² Il arrive que soient publiées des rétrospectives historiques qui s'attachent principalement à mettre en vis-à-vis ce qui s'est fait par le passé au regard de ce qui se fait à l'époque de la parution de l'article.

¹⁹³ Par la présentation d'initiatives ou d'entreprises locales. Par exemple, dans les années 1950, chaque semaine se trouvait en début de journal une présentation d'une exploitation différente.

D. CONCLUSION

Le Sillon entend s'intéresser aux questions techniques et aux actualités du secteur agricole. Cette idée qui peut sembler simple va pourtant assurer un franc succès au journal dès son lancement. S'il se répand facilement, c'est que la démarche des premiers rédacteurs rencontre une aspiration, non seulement de la part des agriculteurs, mais également chez d'autres membres de la communauté rurale. A l'époque de son lancement, les évolutions techniques vont bon train et les changements se succèdent. Afin de rester viables, les exploitations agricoles doivent être adaptées et la transmission des savoirs techniques et des informations dans le monde agricole est un véritable enjeu. Le journal réussit à captiver son public en lui apportant une information pour laquelle il existe une réelle demande. De plus, en permettant la mise en réseau de ses abonnés via son courrier des lecteurs ou a rubrique des petites annonces, le *Sillon Belge* joue sur l'existence d'un sentiment de communauté rurale. Ainsi, il réussit à attirer et à conserver son lectorat en lui apportant des informations qui l'intéressent, voir qui lui sont nécessaires et il le fait de manière à être pleinement compris. En effet, il s'agit d'une publication qui, s'adressant directement au monde agricole en adopte les codes : vocabulaire, références, traditions ... Et cette adéquation au public visé, les équipes de rédaction du Sillon ont su l'entretenir jusqu'à aujourd'hui. Cela ne signifie en rien que le journal soit resté figé. Au contraire, celui-ci a réussi à trouver le bon équilibre entre permanence et changement pour évoluer peu à peu tout en maintenant une certaine continuité dans le design, dans les rubriques présentées, dans les thématiques traitées. Sans faire fuir ses abonnés avec des changements trop brusques, le journal a su s'adapter au monde extérieur, aux changements dans les mentalités, dans les modes de vie et dans les enjeux du secteur en intégrant de nouvelles dimensions du monde agricole.¹⁹⁴

Cette analyse de l'histoire, du fonctionnement et du contenu du Sillon nous a permis d'approcher d'un peu plus près ce qui le monde agricole. Nous avons ainsi pu observer qui étaient les agriculteurs visés et quels étaient les sujets qui les touchaient. Mais comme nous l'avions annoncé, ce sont les représentations du secteur agricole lui-même qui nous intéressent. Afin d'approcher celles-ci, nous avons décidé de récolter dans le Sillon, les témoignages des acteurs eux-mêmes. Nous allons pour ce faire étudier les représentations que les agriculteurs ont de leur métier et d'eux-mêmes à travers le courrier des lecteurs¹⁹⁵. Afin d'effectuer un tel travail, nous devons rester très prudents quant à nos interprétations, mais devons également souligner qu'il n'aura guère de portée généralisante puisque la catégorie des

¹⁹⁴ En général les changements se font graduellement, à l'exception de quelques « remises au goût du jour » plus radicales qui nous présenteront plus tard.

¹⁹⁵ Nous avons fait le choix de ne pas tenir compte du courrier des lectrices, surtout consacré à l'économie domestique ; ni de la rubrique *Nos abonnés nous questionnent*, rubrique technico-pratique.

agriculteurs est une catégorie très large¹⁹⁶, très hétérogène et que notre travail dépend donc de ceux qui s'expriment et de ceux qui se taisent. De plus, il nous semble nécessaire d'insister sur le fait qu'il existe une large distinction à faire entre les représentations du métier d'agriculteur et la réalité du terrain. En effet, ce qui nous intéresse ici est d'étudier l'idée que les acteurs se font de l'agriculture, soit une reconstitution mentale¹⁹⁷ et non de dresser une histoire de l'agriculture à travers leurs témoignages.

Finalement, notons que, comme les autres rubriques, le courrier des lecteurs change de forme. En effet, avant 1947 cette rubrique est composée de courrier que les lecteurs adressent directement aux membres de la rédaction, comme l'indique d'ailleurs le titre de la rubrique : *On nous écrit*.¹⁹⁸ Dans cette rubrique, on retrouve des lettres de lecteurs, mais également d'associations de professionnels, de fédération d'agriculteurs et même d'hommes politiques, généralement en réaction aux articles précédents du *Sillon*. A partir de 1947, la correspondance que le *Sillon* reçoit est ensuite triée dans deux rubriques distinctes. D'une part une rubrique *Nos abonnées nous questionnent*, successeur des rubriques *Nos expertises* et *On nous écrit*. Et d'autre part un *Courrier des lecteurs*¹⁹⁹ à proprement parler dans lequel les correspondants ne s'adressent plus uniquement à la rédaction, mais font parvenir leurs remarques, idées et réflexions à leurs pairs et à l'ensemble des lecteurs du *Sillon*. A partir de 1972, une partie de ce courrier est également directement présenté comme la « correspondance locale », preuve de l'importance de cet échelon.

¹⁹⁶ Nous avons d'ailleurs décidé de sélectionner les documents produits par les agriculteurs dans un sens très large puisqu'en incluant les femmes et les enfants d'exploitants. Nous en profitons pour pointer qu'il faut également rester prudent puisque certains des lecteurs qui s'exprimeront ne seront probablement pas agriculteurs eux-mêmes, nous avons toutefois retenu l'ensemble des textes signifiants, à moins qu'il ne soit clairement explicité dans ceux-ci que la profession de leur auteur n'est pas directement liée au domaine agricole.

¹⁹⁷ Nous nous basons sur la définition suivante : « Les représentations sociales sont des systèmes d'interprétation régissant notre relation au monde et aux autres qui, orientent et organisent les conduites et les communications sociales. Les représentations sociales sont des phénomènes cognitifs engageant l'appartenance sociale des individus par l'intériorisation de pratiques et d'expériences, de modèles de conduites et de pensée » (JODELET, D., *Folies et représentations sociales*, Paris, 1989.)

¹⁹⁸ Comme il n'existe pas de « Courrier des lecteurs » à proprement parler avant cette date, nous avons décidé d'analyser tous les textes présentés dans le *Sillon* comme lettre ou remarque d'un lecteur.

¹⁹⁹ Qui deviendra la *Voix de la Terre* en 1968.

IV. L'AGRICULTURE ET L'AGRICULTEUR VUS PAR LUI-MEME

Nous allons à présent nous pencher sur les représentation du monde agricole au travers des témoignages laissés par ses acteurs dans le courrier des lecteurs du Sillon Belge. Nous avons décidé d'aborder la question des représentations en trois temps. Premièrement nous verrons ce que représente l'activité agricole pour les agriculteurs. Deuxièmement nous nous pencherons sur les conditions de la pratique du métier d'agriculteur. Troisièmement nous questionnerons les relations de l'agriculture avec le reste de la société.

A. L'ACTIVITE AGRICOLE : SA FINALITE, SON ENVIRONNEMENT ET SON HISTOIRE

Dans cette partie, nous allons tout d'abord tenter de dégager ce qu'on cache derrière le titre d'agriculteur au fil du temps. Quelle est sa mission, quel est son rôle, les responsabilités qui lui incombent, etc. L'évolution de sa position vis-à-vis du reste de la société est par exemple explicitée par le glissement du terme paysan vers celui d'agriculteur ou encore d'exploitant agricole. Nous sommes passés d'un mode de vie à un métier à part entière, comment ce passage s'est-il effectué dans les mentalités ? De plus, nous avons vu que dorénavant, on tient les agriculteurs comme responsables non plus uniquement de l'approvisionnement en culture et en élevage, mais également de la préservation du paysage, de la dégradation des sols, de la conservation de la biodiversité, etc. Comment ces différents angles d'approche du métier d'agriculteur apparaissent-ils et sont-ils présentés ? Et comment les agriculteurs se représentent-ils eux-mêmes l'évolution de leur métier ? En effet, tout être humain est un être social, il se définit notamment par rapport aux autres, soit en s'identifiant à un groupe avec lequel il partage des caractéristiques communes, soit en se distinguant d'autres groupes sociaux. Or, avec l'évolution du secteur agricole, c'est toute la représentation du groupe social des agriculteurs qui évolue et qui les pousse à se redéfinir et à redéfinir ses relations avec les autres groupes sociaux.

La profession agricole

Premièrement, posons-nous la question du *comment l'agriculteur définit-il sa propre activité* ? Quelle est la finalité de l'activité agricole, quelles sont ses fonctions et ses responsabilités vis-à-vis de la société dans son ensemble ?

Tout d'abord, quelle est la définition du métier d'agriculteur que privilégient ceux-ci ? Une constance semble être le rapport à la terre. Cette référence reste

inchangée au cours du XX^{ème} siècle, si bien que les paroles d'un lecteur de 1947 définissant l'agriculteur comme « celui qui arrache par son travail le maximum que la terre peut produire » rejoignent par exemple celles d'un autre en 1994 définissant l'agriculture comme le résultat « des fruits de la terre et du travail des hommes ». On voit donc que malgré l'évolution de la motorisation des pratiques et la spécialisation des secteurs qui fait que certains agriculteurs ne sont dès lors plus en contact direct avec celle-ci, la référence à la terre reste omniprésente. La seconde partie de cette définition de l'agriculture concerne le *travail* et plus encore, le souci du travail bien fait (1968). C'est la valeur centrale qui est mise en avant par les acteurs du secteur. La définition de l'agriculture est donc à trouver dans l'utilisation de la terre comme outil, permettant grâce au travail de l'homme de produire des biens particuliers²⁰⁰. Ainsi, l'agriculture « met en valeur des impondérables comme le climat, les radiations, la pluie, le vent et comme laboratoire le sol avec les infiniment petits, les microbes et transforment ces divers éléments en nourriture pour les hommes et les animaux » (1955). En ce qui concerne les biens ainsi produits, la vision de l'agriculture reste très large concernant aussi bien le « travail dans les champs et dans les étables » (1959) voir les productions fruitières (1958). Toutefois, on comprend que les réalités vécues par les agriculteurs diffèrent fortement en fonction de la production dans laquelle ils sont spécialisés, et ce dès les années 1960. S'ils continuent à se considérer comme un groupe relativement homogène, une distinction se produit toutefois en fonction des réalités vécues dans tel ou tel secteur.²⁰¹ Et dans les années 1970, quelques-uns critiquent les agriculteurs qui cherchent leurs activités en dehors de l'agriculture à proprement parler. »²⁰²

Si certains agriculteurs semblent pratiquer l'agriculture par « obligation » comme métier pour vivre, d'autres leur reprochent cet état de fait et n'hésitent pas à parler de « passion pour les choses de la terre en général » (1930) voir d'*amour*²⁰³, ce qui leur fait dire que leur métier²⁰⁴, malgré ses difficultés, sera toujours pratiqué par une « élite, les Amoureux de la terre, qui ne craint pas la lutte et continuera à servir sa cause noble et juste » (1962). C'est que les qualités multiples de l'agriculteur sont pointées : tenace et libre (1954), dévoué à son travail²⁰⁵ et capable de discernement dans la pratique de celui-ci (1994). Deux éléments auxquels les acteurs semblent

²⁰⁰ Et les exemples ne manquent pas : (1952) « travailleurs de la terre ; (1953) « cette terre qu'ils ont arrosée de leur sueur et fécondée de leur travail » ; (1957) « union de ceux qui travaillent la terre » ; (1971) « nous les gens de la terre » ; (1976) « ouvriers de la terre » ; (1994) « ceux qui ont passé leur vie au service de la terre », (1999) « les paysans, les praticiens de la terre ».

²⁰¹ « Si ce sont les betteraviers qui discutent en même temps du prix du lait » « chacun ses oignons ». (1965)

²⁰² Référence notamment aux activités de transformation ou au développement du tourisme à la ferme. (1974)

²⁰³ « Mon amour de l'agriculture et ma volonté d'y arriver » (1958).

²⁰⁴ « La principale qualité d'un bon fermier est l'amour de son métier » (1958)

« L'agriculteur est un amoureux de la nature. » (1998)

²⁰⁵ « Je parle du véritable agriculteur, celui qui consacre tout son temps à la culture » (1959)

particulièrement tenir sont le travail et l'indépendance²⁰⁶. Ainsi ils ne cessent de revendiquer ces qualités, notamment pour se démarquer, nous allons le voir au travers de leur relation et de leur vision des autres groupes sociaux.

Cette fierté de pratiquer le métier d'agriculteur se retrouve également tout au cours du XX^{ème} siècle. Ainsi, ils ne cessent de pointer l'importance de leur activité pour le reste de la société. Non seulement cette activité est « indispensable » (1956) pour la société qui sans elle n'est rien (1965)²⁰⁷, car sa mission est de « nourrir l'humanité » (1951). « Quel métier est plus noble que de travailler pour nourrir les hommes ? » (1971) A ce sujet, ils insistent sur la nécessité de faire comprendre au reste de la société, et particulièrement aux jeunes, que l'agriculture est essentielle. (1993) Plus encore, l'agriculture est une formidable productrice de richesses pour l'ensemble de la société²⁰⁸ et plus particulièrement pour la Belgique dans les années 1950 et 1960.²⁰⁹ Certains vont même jusqu'à parler de noblesse du métier et à insister sur ce point avec éloquence : « Celui qui fait pousser deux grains de blé là où il n'en poussait qu'un fait plus pour l'humanité que le conquérant qui a gagné cent batailles ». (1952) Eux qui ont donc une telle estime de leur activité ne comprennent dès lors pas qu'on ne leur accorde pas l'importance qu'ils méritent.²¹⁰

Ses fonctions secondaires

Qu'en est-il ensuite des différentes fonctions, autres que la seule production de denrées alimentaires, que les agriculteurs s'attribuent ?²¹¹

Chronologiquement, la question du tourisme à la ferme qui est d'abord abordée et cela d'un point de vue négatif par les agriculteurs qui considèrent qu'il fausse la vision que les gens se font de l'agriculture. En effet, on considère qu'en venant visiter les fermes en été, ils se font une fausse image de rentabilité et de prospérité de celle-ci (1951). De plus, le touriste n'a que peu d'intérêt pour les bons produits de la ferme (1954) et ne représente donc qu'un intérêt limité pour l'exploitant. Egalement, l'accueil de touristes représente un danger puisqu'il faut faire attention à ces personnes extérieures qui ne sont pas habituées à évoluer dans

²⁰⁶ « Perpétuer une tradition et faire un métier avec l'amour que les gens de la terre ont toujours mis à faire les choses. » (1991)

²⁰⁷ « Sans les gens de la terre nous ne sommes rien, encore plus les bureaucrates »

²⁰⁸ « Le paysan est fabricant de dollars parce que seul il crée une ou plusieurs matières indispensables à la vie et qui ne s'acquièrent au dehors que contre des dollars ». (1952)

²⁰⁹ Les références à la patrie (1951), au service du pays (1953), au soutien à la Nation (1965) apparaît effectivement dans les textes durant ces deux décennies mais ne seront plus évoquées par la suite.

²¹⁰ « L'agriculture est l'affaire de tous. La défendre est un choix de société. » (1993)

²¹¹ La problématique de la qualité des produits agricoles et des standards exigés par les consommateurs qui apparaît dès le milieu des années 1960 sera développée dans la troisième partie de ce chapitre.

une exploitation agricole avec tous les dangers qu'elle comprend. (1970) Cette vision va quelque peu évoluer dès la fin des années 1960, lorsque justement on commence à voir dans le tourisme l'opportunité de développer de nouveaux réseaux de distribution, notamment dans les régions plus reculées et plus touristiques telles que les Ardennes (1959). Certains agriculteurs soulignent également la nécessité d'embellir les villages afin d'attirer les touristes à qui ils peuvent ainsi louer des gîtes ou « appartements ». (1969) Mais les réticences subsistent, notamment de la part d'agriculteurs qui redoutent de « devenir les esclaves du citadin » (1974) et regrettent que « les cultivateurs amusent les touristes » (1978). Ce sentiment perdure chez certains agriculteurs jusqu'en 2000, ils considèrent le tourisme comme « une forme avilissante d'exploitation de la naïveté humaine, indigne de la fonction noble de l'état d'agriculteur et qui débouchera à long terme sur la dérive. » (1997) On se méfie également du tourisme de masse (1976) et de la préservation des paysages. En effet, la préoccupation esthétique apparaît dès 1955, mais elle concerne principalement la nécessité de conserver le caractère rural des campagnes et de les empêcher de devenir de simples « banlieues » de la ville. Déjà dans les années 1970, la question de la conservation de l'environnement commence à pointer son nez. Les agriculteurs se plaignent que « l'on exige du paysan et de sa famille l'entretien de l'environnement » (1974), même si on ne les tient pas encore comme responsables de sa dégradation. Mais déjà, les agriculteurs se plaignent qu'on leur assigne de multiples fonctions sociales, de responsabilité, mais qu'au lieu d'en tirer les conséquences, « les citadins refusent de payer le prix adéquat. » (1974) Alors même qu'en ce qui concerne la protection de l'environnement, « l'agriculteur n'est-il pas un pion majeur ? » (1976) Il faut attendre les années 1990 pour que la question de la pollution agricole devienne centrale. Déjà en ce qui concerne des produits « naturels » produits en grande quantité tels que le lisier ou la terre laissée sur les routes, les agriculteurs déplorent l'incompréhension du grand public, mais plus encore, la critique les touche de « s'entendre appeler empoisonneur et pollueur » (1990). Face à ces accusations, leur réaction première est de se défendre, notamment en relevant que s'ils polluent, ils sont également loin d'être les seuls. D'autres reconnaissent que l'agriculture est un secteur polluant et demandent alors qu'on leur propose des solutions à la place de les accuser à tort et à travers (1996). En général, ils déplorent que tout le monde se sente concerné par l'agriculture parce qu'ils la « considèrent comme responsable de maux que la communauté voudrait voir réglés sans frais. » (1999)

Relations sociales de l'agriculteur

Voyons maintenant comment les agriculteurs se définissent par leur représentation des autres groupes sociaux.²¹² Comme nous l'avons pointé, la valeur du travail est centrale pour l'agriculteur. De ce fait, il ne peut que négativement considérer toute personne qui vit du chômage. Toutefois, cette position va légèrement évoluer au cours du temps. Dans l'immédiat après-guerre, ce qui inquiète c'est la perte de la main-d'œuvre. Or, celle-ci est considérée comme favorisée par l'aide au chômage²¹³. Les agriculteurs ne comprennent donc tout simplement pas que l'on puisse favoriser celui qui ne travaille pas au détriment de celui qui travaille alors que la main-d'œuvre manque.²¹⁴ Très vite, les chômeurs sont considérés comme profitant d'un système qui leur permet de paresser²¹⁵ ou de gagner de l'argent sur le dos de l'Etat²¹⁶. Lorsque peu à peu, l'idée d'un système de sécurité sociale est intégrée²¹⁷, ce qui est pointé du doigt est le montant des indemnités (1959) qui crée une injustice. Plus tard, c'est la comparaison de ce montant avec la pension des travailleurs qui est dénoncée, avec toujours cette idée centrale que le travail doit être récompensé (1993).

Ensuite, l'agriculteur est très critique envers les salariés en général et plus particulièrement envers les fonctionnaires. L'agriculteur se considère comme lésé face à des salariés qui prestent des journées de 8h de travail et après ne sont plus concernés par celui-ci alors même que l'agriculteur investit non seulement de son temps, mais également son argent et donc sa propre sécurité pour un salaire bien souvent moindre et surtout pour un travail dont l'importance n'est pas reconnue par le reste de la société. Ce sont particulièrement les fonctionnaires qui cristallisent la rancœur des agriculteurs qui vont jusqu'à les considérer, tout comme les chômeurs, comme des « parasites de l'Etat » (1965) et qui malgré qu'ils possèdent tous les avantages : journées de travail à heures fixes, sécurité de l'emploi et salaire ; « pleurnichent encore » (1962).

En ce qui concerne les ouvriers, la position de l'agriculteur est plus ambivalente. D'un côté, les agriculteurs dénoncent ceux qu'ils considèrent comme ayant laissé tomber le travail agricole surtout par appât du gain (1958). Ils sont vus

²¹² Notons que la question des métiers industriels et de hommes politiques sera étudiée dans la troisième partie de ce chapitre.

²¹³ « Des chômeurs là où il y a tant à faire. » (1969)

²¹⁴ « L'agriculture manque de bras, le fermier, la fermière et leurs enfants travaillent 12 heures à 14 heures par jour. Que fera le gouvernement pour que notre besogne s'achève ? Favoriser les chômeurs ? » (1947)

²¹⁵ Scandale de la main-d'œuvre agricole « quand elle est fatiguée elle se réfugie dans le chômage, nous ne pouvons tirer notre plan, les lois sociales donnent lieu à beaucoup d'abus ». (1952)

²¹⁶ Notamment en 1953 par la critique des femmes qui parce qu'elles ont travaillé quelques temps touchent un droit au chômage alors qu'elles pratiquent au final la même activité de « femme au foyer » que les agricultrices.

²¹⁷ Même s'il ne sera jamais réellement accepté, nous nous pencherons sur la question dans la troisième partie de ce chapitre.

comme des salariés comme les autres, possèdent des avantages qui manquent cruellement aux agriculteurs et particulièrement un salaire décent. Mais surtout, eux qui, contrairement aux cultivateurs, développent des besoins plus luxueux (1958), sont soutenus et écoutés par le gouvernement qui pour maintenir leur pouvoir d'achat²¹⁸ n'hésite pas à maintenir les salaires des agriculteurs au plus bas.²¹⁹ Mais d'autre part, les conditions de vie des ouvriers ne sont pas enviées et la similitude dans le traitement accordé aux deux catégories professionnelles est pointée, notamment en ce qui concerne le salaire versé en contrepartie du travail fourni.²²⁰ En 1962 un agriculteur n'hésite d'ailleurs pas à les défendre, en pointant que le vrai ennemi est commun : le capitalisme.²²¹ Un autre souligne l'importance de la lutte ouvrière, faisant remarquer que si on a bien souvent critiqué les droits obtenus par le biais des grèves et autres manifestations, ce sont ces avancées sociales qui ont fait prendre conscience à l'agriculteur de l'état de délaissement dans lequel il se trouvait lui-même.

Finalement, les agriculteurs pointent l'existence d'un véritable fossé qui se creuse entre eux et le reste de la société. Qu'il s'agisse de la considération du travail fourni, du soutien politique, des revenus, de la sécurité sociale ou du régime d'imposition, les causes sont nombreuses. Le point principal mis en avant est la différence de traitement entre les salariés et les indépendants. Cette différence de régime qui joue non seulement un rôle au niveau des salaires et du taux d'imposition, sera de plus en plus souvent pointée du doigt avec l'avènement des différents piliers de la Sécurité Sociale. En effet, comment justifier que les allocations familiales diffèrent pour un enfant de salarié ou un enfant d'indépendant ? (1959) (1963) De plus, on dénonce le fait que les femmes d'indépendants n'aient pas droit à une allocation de femme au foyer, car « celles-ci ne sont vérifiables ». (1976) Ensuite, il s'agit de la non-protection de leur activité. En effet, régulièrement les agriculteurs se plaignent que les fonctionnaires et les ouvriers continuent à élever une ou deux vaches et à cultiver leur potager, les privant dès lors de parts de marché importantes, surtout dans le contexte de la surproduction des années 1950²²², certains n'hésitant pas à appeler à la réduction de leur cheptel plutôt que de sanctionner une fois de plus ceux qui pratiquent l'agriculture comme activité principale.²²³ C'est surtout le

²¹⁸ Un agriculteur se plaint qu'on ne cesse de leur retirer afin de donner aux classes moyennes, aux ouvriers et aux chômeurs. (1961)

²¹⁹ « Nous sommes les ouvriers des ouvriers ». (1958)

²²⁰ Sur les ouvriers et les agriculteurs : « : « Il y a deux catégories de belges : ceux qui doivent bien vivre et ceux-là qu'on aide ; et ceux qui vivent comme des bêtes de somme, ceux-là qu'on ne veut pas aider ». (1960)

²²¹ « Le jour n'est pas loin où unis comme des frères, les travailleurs des villes et les travailleurs des champs descendront dans la rue pour lutter contre leur ennemi commun qui est le capitalisme ». (1963)

²²² On leur reproche notamment de vouloir compléter leur salaire (1953) par la petite culture et le petit élevage, alors que d'une part le poids de la surproduction sur les prix agricoles se fait déjà ressentir et d'autre part la pression foncière joue également sur les prix de revient du secteur. (1955)

²²³ « Parce que surplus de viande, si besoin est de réduire les cheptels, ce sont ceux-là que devraient commencer ». (1958)

véritable désintéressement du politique pour le monde agricole qui est dénoncé. Alors que l'époque est au développement industriel soutenu pour cela par les politiques gouvernementales, on déplore la non-prise en compte des intérêts de la population agricole qui reste tout de même importante et qui n'est pas consultée²²⁴, si ce n'est au moment des élections. Ils déplorent également le regard négatif de la population qui les considère comme des « arriérés » (1989).

Par contre, il semble exister une sorte d'impression d'appartenance à la paysannerie mondiale (1949), mais celle-ci coexiste avec un fort sentiment nationaliste et bientôt avec la revendication de devoir protéger son marché des importations étrangères et de favoriser les produits indigènes, surtout à la fin des années 1950 avec la peur que représentent les marchés français et hollandais et l'avènement du Benelux pour les débouchés agricoles.

Monde rural et monde urbain

Deuxièmement, le monde agricole a bien longtemps correspondu au monde rural. Mais avec la réduction de son effectif par dix en cent ans, cette position a radicalement changé au cours du siècle dernier. Comment les agriculteurs voient-ils donc ce changement en minorité au sein du monde rural ? Quel est l'impact de ce glissement sur leurs relations sociales dans leur propre « environnement » ? Quelles sont les valeurs et la culture particulière qu'ils revendiquent comme leurs ?

Tout d'abord, nous devons pointer les rapports problématiques qui existent entre les agriculteurs et les citadins. Avant la Seconde Guerre Mondiale, ces deux catégories ne partagent pas le même cadre de vie et ne se comprennent tout simplement pas. Ils vivent des réalités tellement différentes qu'au final ce qui les sépare est un mode de vie et une perception des faits différents.²²⁵ Ainsi, les agriculteurs reprochent particulièrement aux citadins d'être coupés de la réalité de la vie et qu'il faille « descendre sur Bruxelles pour faire valoir ses droits. » (1971) Plus qu'ils ne déplorent « l'incompréhension et la passivité » (1932) de ceux-ci face à leurs conditions de vie, ils considèrent que si les citadins les accusent d'être responsables de la cherté de la vie, ce n'est pas intentionnellement, mais parce qu'ils ne sont pas bien informés sur les réalités de la vie rurale.²²⁶ A ce sujet, on souligne que pour les citadins « en quête de dépaysement » qui viennent à la campagne une fois l'an, « le mode de vie des agriculteurs, leur travail et leurs préoccupations sont une curiosité » (1974). La question de l'exode rural est primordiale pour les agriculteurs qui ne comprennent pas l'attrait que la ville peut représenter et le

²²⁴ Notamment en 1958 lors des discussions sur les prix et salaire entre les syndicats ouvriers et de la fédération des industriels.

²²⁵ Certains rapprochements sont toutefois possibles et souhaitables comme par exemple les concours qui captivent aussi bien les citadins que les cultivateurs (1936).

²²⁶ « Il n'est pas au courant des problèmes qui touchent la population rurale ». (1951)

déplorent.²²⁷ En effet, pour eux ceux qui s'y installent espèrent ainsi une vie de paresse alors que le bonheur même réside justement dans le travail aux champs.²²⁸

Tout juste après le conflit, c'est un véritable ressentiment à l'égard des citadins qui se manifeste. On les accuse d'avoir « profité de notre charité durant la guerre » (1947), de s'être « dit nos amis » (1952) afin de profiter des biens agricoles et de la sécurité des campagnes. Toutefois, cette rancœur n'est que de courte durée et dès les années 1950, c'est à nouveau l'ignorance de ceux-ci qui est désignée comme responsable de l'écart qui subsiste entre le monde rural et le monde urbain. Ignorance qui n'en est pas moins grave et pour certains va jusqu'à en être méprisable.²²⁹ Les années 1950 sont également les années durant lesquelles commence à se poser la question de l'influence de la publicité (1951) et de la presse²³⁰ (1955) sur la compréhension du grand public. A partir des années 1980, c'est la question de la cohabitation qui est pointée. Notamment, les agriculteurs réagissent vivement aux critiques des néo-ruraux qui se plaignent de la propreté des routes après le passage des tracteurs (1986) sans chercher à comprendre que ceux-ci n'ont pas le choix d'utiliser les voies publiques²³¹. En retour, les agriculteurs dénoncent le comportement de ces nouveaux campagnards qui jettent leur détritrus le long des routes et dans les champs (1987). En effet, avec l'arrivée des néo-ruraux, les deux modes de vie doivent coexister dans un même environnement, qualité de vie et environnement se retrouvent liés (1989), mais les rapports ne sont pas toujours faciles²³² et certains agriculteurs les justifient par le relâchement des « attaches rurales de nos concitoyens au fil du temps à cause de l'urbanisation ». (1988)

Mais qu'est-ce qui distingue si fortement les ruraux des citadins ? Vivant dans un cadre naturel, les ruraux se considèrent comme « plus conformes aux exigences tant morales que physiques de la nature humaine » (1956). Cette idée de valeur morale du petit et moyen paysan (1952) se retrouve à de nombreuses reprises au cours des années 1950, mais elle n'est jamais définie explicitement. Le village est considéré comme « une communauté idéale » (1965) où contrairement aux villes, la solidarité règne et le bien commun est l'affaire de tous²³³. Non seulement il s'agit d'un choix, mais plus encore, la bonne entente avec ses voisins est une condition nécessaire à la vie rurale.²³⁴ Si cette idée de solidarité peut paraître contradictoire

²²⁷ Certains parlent même de leur *détresse* face à celui-ci (1934) et de la nécessité d'éduquer les jeunes filles à être fermières (1934) afin de les maintenir à la campagne.

²²⁸ « Plus on travaille et plus on est heureux. Et mon bonheur actuel n'a d'autre source que cela ». (1935)

²²⁹ « Nos beaux Monsieur de Bruxelles savent-ils que... ». (1956)

²³⁰ « Est-ce là la presse qui instruit le public là où il est ignorant ? »

²³¹ « Comment nos collègues de chez vous doivent-ils quitter leurs terres pour rentrer chez eux ? » (1989)

²³² « Pourquoi ceux qui s'en prennent aux agriculteurs ne vont-ils pas habiter la ville, respirer les pots d'échappement et marcher dans les excréments de chiens ? » (1987)

²³³ « Dans les villages chacun a conscience de l'intérêt commun tandis que dans les villes c'est à qui attirera à lui le plus grand morceau de la couverture ». (1952)

²³⁴ « Vous avez la loi pour vous faire respecter. Non ! Entre voisins, on doit s'entendre avant tout ! » (1953)

avec l'esprit d'indépendance extrêmement poussé qui anime les ruraux, ils ne sont pourtant pas complètement opposés puisque ce que l'agriculteur défend avant tout c'est son indépendance au niveau de la gestion de son exploitation.²³⁵

Une classe agricole ?

Ils semblent ainsi s'accorder sur l'existence d'une véritable classe agricole qui, malgré de très grandes différences, doit s'organiser afin de défendre ses intérêts communs et qui se base justement sur le fort sentiment de solidarité présenté précédemment, mais également sur des intérêts communs. Les appels à la solidarité de classe²³⁶ et à l'union face au reste de la société se multiplient afin d'améliorer les conditions de vie des agriculteurs et de se faire entendre tout simplement. Cette solidarité du groupe agricole reste très importante tout au cours du siècle et se manifeste principalement lors des moments de crise²³⁷ et lorsque l'avenir de l'agriculture semble mis en péril²³⁸. Toutefois, certains dénoncent déjà l'indifférence de leurs confrères face aux luttes de la classe agricole.²³⁹ Au moment du changement de millénaire, la signature du livre d'or de la paysannerie de l'an 2000 leur permet également de réaffirmer cette solidarité, ainsi que la nécessité de renouer le dialogue entre les différents secteurs agricoles. (1999)

Dès l'immédiat après-guerre, les agriculteurs sont ainsi très nombreux à s'exprimer sur la nécessité de s'organiser (1947) et sur l'importance de l'Union de la classe agricole comme « seul moyen de sauver l'agriculture » (1951). Toutefois, les modalités proposées de cette union diffèrent. Certains soulignent le « besoin d'indépendance et l'esprit d'entreprise » des agriculteurs (1954) pour préconiser la coopération dans l'achat de matériel commun (1955), d'autres appellent à la création d'un grand syndicat agricole d'union nationale, en profitant pour préciser que, s'ils n'ont rien contre leurs confrères flamands, ils ne font pas du tout confiance au Boerenbond (1964). Certains agriculteurs n'hésitent également pas à décréter que cette union doit se faire à tout prix, et ce malgré le paysan lui-même (1953). Un grand débat qui anime la population agricole dans les années 1950 est la question de la création d'un parti agraire. Toutefois, si nombreux sont ceux qui se déclarent en

²³⁵ « J'estime que chaque fermier a le droit de conduire son exploitation comme il l'entend ». (1953)

²³⁶ C'est un peuple de travailleurs et chrétien dans sa grande majorité, qui repoussait toute forme de solidarité dans la crainte de perdre son indépendance. Seulement cette mentalité ne pouvait perdurer et nous devons la rejeter car elle est dépassée ». (1963)

²³⁷ Solidarité face à la crise laitière, avec les multiples opération escargot des années 1980, solidarité face à la brucellose (1993), etc.

²³⁸ « Cultivateurs et éleveurs tous ensemble, tendez-vous la main pour vous défendre et faire valoir vos droits car l'heure est grave sinon c'est la ruine ou la mort. » (1969)

²³⁹ Par rapport à l'opération escargot : « Qu'en est-il de ceux qui manquaient à l'appel ? Sont-ils satisfaits des mesures prises contre leur profession ? Est-ce de l'indifférence ? Il est triste d'entendre certaines réflexions : Manifester ? Pour qui ? Pourquoi ? L'agriculteur serait-il à la tâche au point de se désintéresser de son avenir ? » (1986)

faveur d'un tel projet, la majorité des agriculteurs est sceptiques quant à sa possibilité. Ainsi, si certains se posent juste la question des modalités d'union possibles²⁴⁰, d'autres soulignent que la classe agricole n'est pas une classe homogène (1951) ainsi, certains imputent l'échec de tous les efforts tendant à l'union de la paysannerie aux « intérêts contradictoires et même parfois diamétralement opposés qui surgissent entre les différentes spéculations agricoles. Comment concilier les intérêts d'un fermier hesbignon avec l'herbager par exemple. » (1951) De plus, l'agriculteur conserve malgré tout un caractère beaucoup trop individualiste²⁴¹ pour mettre de côté ses intérêts personnels²⁴², et ce notamment à cause de sa méfiance naturelle (1959). Ils n'hésitent pas à parler de la non-implication concrète des agriculteurs, dont « la majorité se contente de travailler, voter et de rouspéter. Le cycle est perpétuel » (1959). Si certains croient que le temps est venu pour l'union de la classe agricole et que d'autres la considèrent comme un simple idéal (1956), tous n'en déplorent pas moins cet individualisme et ce traditionalisme qui figent la société agricole²⁴³.

« Chers compatriotes paysans, nos pères nous ont inspiré de leur foi chrétienne, de leur amour du travail et de la patrie ; nous éveillerons chez nos fils les mêmes sentiments de grandeur, nous les doterons d'une formation professionnelle solide, nous inculquerons à nos élites le sens de la solidarité paysanne, de l'idéal démocratique, par-là, elles auront le courage et la force de porter devant la nation le message d'une agriculture qui se veut libre, indépendante et prospère » (1953)

Si la religion fédère justement la population rurale jusque dans les années 1950²⁴⁴, sa centralité est quelque peu remise en question.²⁴⁵ Ainsi, dès 1959 un agriculteur regrette de « voir ainsi mêlé religion et politique » et à partir du début des années 1960, les appels à l'ouverture religieuse²⁴⁶ sont lancés, principalement par les jeunes²⁴⁷. Cette position s'explique principalement par un découragement face aux politiques des gouvernements et des associations agricoles catholiques dont les discours et les actions ne semblent plus correspondre.

²⁴⁰ « Devant ces diversités que malgré tout nous devons unir, que pouvons-nous faire ? » (1952)

²⁴¹ « Esprit d'indépendance trop poussé qui peut avoir des conséquences auxquelles on ne semble pas attacher l'importance voulue ». (1954)

²⁴² En 1956 un agriculteur prend l'exemple du remembrement et du sentiment naturel de chaque agriculteur de voir sa terre comme meilleure que celle de son voisin.

²⁴³ « Je pense que le seul moyen efficace de sauver l'agriculture est de rompre avec l'individualisme et avoir l'énergie nécessaire pour nous libérer de la tradition et créer une représentation agricole ». (1951)

²⁴⁴ Témoignages de pèlerinage à Maredsous (1951), exemples tirés de la vie de Saint-Thomas (1950), mariage civil considéré comme une formalité après le mariage religieux (1955), etc.

²⁴⁵ Toutefois la religion catholique reste très importante dans les campagnes. Ce que les agriculteurs rejettent ici, c'est le monopole de celle-ci sur leur choix de représentation.

²⁴⁶ « Nous sommes au XXe siècle et à moins de rester coupés du reste du monde, nous sommes amenés à confronter notre foi, nos opinions à celles des autres ». (1961)

²⁴⁷ Nombreux appels pour l'entente entre les jeunes chrétiens et les jeunes non-chrétiens. Cette position est considérée comme primordiale pour préserver sa foi de la haine des incroyants. (1962)

Conflits de voisinage

Ruralité ne signifie pas qu'il n'existe aucun conflit d'intérêts et aucune différence de vue entre les habitants d'un même environnement. Ainsi, deux grands conflits opposent les agriculteurs à d'autres membres de la société rurale. D'une part, les chasseurs sont mal vus, particulièrement ceux des bois.²⁴⁸ On leur reproche d'entretenir un gibier qui est destructeur pour les cultures²⁴⁹, mais plus encore de ne rien respecter et d'abattre « des oiseaux et des animaux qui faisaient la variété de notre faune naturelle ». (1970) L'opposition est d'autant plus forte dans les années 1950 et 1960 que la chasse est vue comme une activité pratiquée par des élites²⁵⁰, le coût d'un permis de chasse étant trop élevé pour un agriculteur qui pourrait pourtant bénéficier de celui-ci pour se débarrasser en toute légalité de certains nuisibles.²⁵¹ Cette problématique va très rapidement disparaître du courrier des lecteurs, les dégâts causés par le gibier diminuant au fil du temps et de plus en plus d'agriculteurs s'adonnant à cette activité.

D'autre part, nous pouvons pointer la problématique de l'accès à la terre qui oppose bien souvent les agriculteurs, locataires de leurs terres, aux petits et grands propriétaires. Ceux-ci s'opposent notamment sur la question du remembrement (1948) alors que celui-ci est vu comme avantageux pour le cultivateur. Or, dans les années 1950, un grand nombre d'agriculteurs ne sont pas propriétaires de leur terre et sans spécialement souhaiter la posséder²⁵². En effet, il s'agirait ainsi d'un capital gelé (1948) et certains ne comprennent pas qu'en payant une telle somme, il soit encore possible de parvenir à une bonne gestion de la ferme (1969). Surtout, ils réclament une sécurisation du bail²⁵³, critiquant notamment les loyers trop élevés (1952) qui désavantagent une fois de plus les petits cultivateurs qui ne peuvent pas les suivre et sont obligés d'abandonner leur activité²⁵⁴ au profit des plus gros exploitants.

Notons également que comme nous l'avons déjà remarqué, les agriculteurs tendent à se plaindre de la survivance de petites cultures et de petits élevages chez d'autres membres de la société rurale et qui les mettent en compétition sur les marchés.

²⁴⁸ Certains agriculteurs pratiquant eux-mêmes la chasse en plaine.

²⁴⁹ « Les chasseurs qui pour leurs plaisirs laissent des animaux qui détruisent les cultures ». (1952)

²⁵⁰ « Que voulez-vous, pour faire plaisir à quelques grosses familles qui voudraient faire revenir l'esclavagisme chez les cultivateurs ». (1960), Critique de la chasse car « payé par les riches sur base d'un impôt au gouvernement mais dont les dégâts sont subis par les pauvres ». (1951)

²⁵¹ « Notre opinion est que le permis de chasse devrait être octroyé d'office au paysan sans qu'il ait à payer ». (1955)

²⁵² Car il s'agirait d'un capital gelé (1948).

²⁵³ « Nous demandons la sécurité dans nos fermes. » (1959)

²⁵⁴ Un agriculteur les rend même en partie responsables de l'exode rural. (1955)

Evolution et perspectives du métier

Troisièmement, comment l'agriculteur se représente-t-il l'évolution de son métier au cours de l'histoire ? Voit-il son évolution avec un œil optimiste, croit-il au progrès ou au contraire, pense-t-il avec nostalgie que « c'était mieux avant » ? Et à travers cette question, quel est le type d'agriculture auquel les agriculteurs aspirent ?

Si nous avons vu que les années d'après-guerre constituaient l'apogée d'un mouvement de concentration-modernisation-spécialisation, ces changements ne vont pas sans résistance. Ainsi, dès les années 1940, les critiques des mesures qui favorisent les grandes exploitations au détriment de plus petites se multiplient. L'attachement à l'exploitation familiale reste très fort. Ce qui est principalement mis en avant, ce sont les désavantages de l'agrandissement des fermes en termes de production insuffisante d'intrants et donc de la nécessité de se fournir à l'extérieur et de la dépendance aux prix pratiqués sur les marchés. (1947) La monoculture également est dénoncée, car elle oblige par exemple l'éleveur à se fournir « presque exclusivement de produits achetés » en hiver (1952). Les appels à limiter la taille des exploitations se basent également sur l'idée de la nécessité du maintien d'un maximum de fermes (1949) afin de contenir l'exode rural²⁵⁵ en occupant au mieux la main-d'œuvre disponible.²⁵⁶

Toutefois, les agriculteurs commencent à se poser la question de la modernisation de leurs exploitations. Par exemple, si dans les années 1940 les exploitations restent encore principalement mixtes, un jeune s'interroge sur l'option même de réduire la surface des terres cultivées afin de se consacrer pleinement à l'élevage (1946). D'un autre côté, certains soulèvent l'idée que l'arrivée de l'électricité à la ferme peut justement s'avérer un moyen de diversifier les activités de transformation afin de notamment concurrencer avantageusement certaines grosses entreprises (1950). C'est que l'époque est à la recherche de productivité, afin notamment « d'assurer le pain de la nation en toute circonstance » (1951). Pour certains les rendements agricoles sont à augmenter coûte que coûte alors que pour d'autres il est nécessaire « d'en entretenir la productivité et même l'accroître par des soins appropriés » (1951) tout en restant prudent.

Toutefois, quelques sceptiques s'interrogent d'ores et déjà sur la viabilité d'un tel système puisque l'augmentation de la production aura pour sûr comme premier impact la baisse des prix (1949) et d'autres dénoncent les marchés, rappelant que ce qui permet principalement au fermier de vivre c'est de produire assez pour subvenir à ses propres besoins ainsi qu'à ceux de sa famille, la production de surplus en vue de gagner de l'argent n'étant dès lors que « miroir aux alouettes » (1950)

²⁵⁵ Certains développent également l'idée de nouveaux métiers à la campagne dus à l'arrivée des nouvelles technologies : mécanisation, artisanat...

²⁵⁶ « Trop de betteraves, ci-gît l'erreur. Mieux voudrait moins de superficie et plus de soins à cette superficie, la main-d'œuvre étant ainsi plus productive ». (1952)

A l'époque, deux points de vue s'opposent en ce qui concerne l'avenir de l'agriculture. D'un côté les « anciens » parlent d'un « temps heureux d'une jeunesse élevée dans le respect des traditions et dont les exigences ne portaient pas au-delà de ce que la vie pouvait leur donner » (1951). De l'autre côté, les jeunes revendiquent « leur tour » : « Je sais parmi les agriculteurs, il y a les anciens, ceux qui ont trimé, qui ont subi les corvées, les ironies du sort et le mépris des bourgeois pantouflards et qui peureux de leur ombre s'inquiètent du qu'en-dira-t-on. Et bien on dira ce qu'on voudra, mais notre tour est arrivé. Il ne sera pas vrai que l'on sera toujours les fils déchus de nos sociétés, les hommes qu'on accable d'impôts, les hommes dont on met les revendications « au bac à papier ». Et ces anciens dont je vous parlais, la vieillesse agricole, qu'elle laisse le champ libre aux jeunes, nous avons un idéal, vous n'êtes plus capables de le défendre, laissez aux jeunes la possibilité de se défendre. » (1950) L'air du temps est à l'optimisme et à la croyance dans les nouvelles technologies et de nombreux agriculteurs témoignent (1950) dans le *Courrier des Lecteurs* d'essais fructueux dont ils se vantent, désirant également que tous suivent leur exemple.²⁵⁷ Le but des nouveautés dont ils se vantent est avant d'augmenter la production. Les questions de pénibilité du travail, de confort ou encore de baisse des coûts de revient ne sont pas encore évoquées.

Elles le seront pourtant dès la fin des années 1950. Face à l'augmentation des coûts et à des prix agricoles qui stagnent, les agriculteurs commencent à se poser la question du prix de revient de leur production (1959), critiquant notamment le type d'exploitation intensif qui nécessite d'incorporer « des éléments chers venant d'autre part, de vendre la matière première sans la transformer ou encore de chercher à produire toujours plus. » (1964) Toutefois la simplification des tâches qu'implique la monoculture est vue comme un progrès par certains (1954). En fait, dès les années 1950 commencent à se distinguer deux parties dans la classe agricole. D'une part un dixième des cultivateurs représentent les plus riches et les plus influents. Ce sont les plus instruits et ceux qui investissent dans les nouvelles technologies et sont ainsi capables d'augmenter leurs rendements pour survivre sur les marchés. D'autre part, une masse d'innombrables petits paysans destinés à s'agrandir ou à disparaître face à la concurrence. Cette dichotomie est pointée par les agriculteurs eux-mêmes qui dénoncent que « la grosse culture (soit) avantagée au détriment de la petite » (1953) et ce parce que « l'élite agricole elle possède non seulement des exploitations rentables, mais occupe de bonnes positions dans toutes les industries, surtout agricoles, et même dans la conduite du pays d'où elle fait la pluie et le beau temps et d'où elle tient à sa merci la classe agricole moins favorisée. » (1953) En général, les agriculteurs dénoncent les attaques qui sont faites au mode de l'exploitation familiale, mais notons toutefois l'avis d'un agriculteur résigné qui malgré les attaques qui sont faites à la petite culture, considère que l'évolution actuelle de

²⁵⁷ « Mon but en écrivant ceci n'est pas de faire la leçon à mes compatriotes mais de les inviter à regarder mieux ce que font d'autres bons agriculteurs et éleveurs afin d'avancer avec le progrès. » (1960)

l'agriculture si elle n'est pas réalisée de gaîté de cœur, est toutefois nécessaire à l'équilibre même du pays²⁵⁸ et puis, « tout était-il mieux autrefois ? » (1967)

Toutefois, la surproduction qui concerne alors presque tous les secteurs agricoles donne raison aux sceptiques des premières heures et l'idée que la productivité à tout prix n'est pas une solution rentable commence à faire son chemin.²⁵⁹ Si les agriculteurs en reportent principalement la faute sur les politiques du gouvernement ainsi que sur les actions des associations agricoles qui ont favorisé la constitution d'exploitations toujours plus gigantesques, ils reconnaissent leur « grande responsabilité pour avoir suivi ces conseils qui les conduisaient à la surproduction. L'engrais est jeté comme si on ne devait pas le payer. Le tout acheté cher pour produire bon marché. » (1958) La technologie leur a permis de produire toujours plus, mais aucune réflexion de fond, aucune politique agraire concrète n'a permis d'en mesurer les conséquences négatives.²⁶⁰ Ainsi, un agriculteur décrète : « Il y a des leçons à méditer. Au temps pas si lointain où le cheval et l'homme étaient les seules ressources de travail, on a connu des saisons désastreuses, mais on s'en sortait quand même péniblement tandis qu'avec nos moyens de grands progrès techniques et nos plans de savants calculs prévisionnels, on reste calé dès que les conditions idéales de travail nous font défaut. » (1974)

Certains se résignent, « l'évolution actuelle de la situation en agriculture nous amène obligatoirement vers une spécialisation. » (1963) et cherchent à rester rentables dans ces conditions ou même défendent une politique plus dirigiste de l'Etat (1962).

Et d'autres cherchent des solutions alternatives. C'est ainsi qu'ils sont quelques-uns, pas encore très nombreux, à vanter les mérites de l'élevage en circuits fermés (1959) qui non seulement limite les coûts, mais également les risques de contamination ou de diffusion des maladies ; et à s'interroger sur le développement de l'agriculture biologique²⁶¹.

Dans les années 1989, les grosses exploitations ne cessent d'absorber les plus petites, ce qui est considéré par les agriculteurs comme un « grand danger pour l'avenir de l'agriculture » (1989). De fait, à partir de 1991, on s'interroge sur un possible retour en arrière, remettant en cause notamment le machinisme qui a réduit

²⁵⁸ « Je crois qu'à l'heure actuelle, Benelux doit être pour l'agriculture une dure réalité. Celui qui raisonne sans passion ni esprit politique doit reconnaître que si l'on veut se sauver et sauver l'Europe, il faudra bien faire de gros efforts économiques et militaires. L'heure n'est plus aux récriminations. D'ailleurs de quoi se plaint la petite culture, elle qui, de tout temps, éprouva bien des difficultés ? Le cultivateur averti et de bonne foi reconnaîtra que, malgré les charges des lois sociales, la situation est bien meilleure qu'elle ne l'était avant 1940 ». (1955)

²⁵⁹ A ce sujet, certaines soulignent qu'un petit cultivateur est beaucoup plus flexible et donc beaucoup plus à même de surmonter une crise et de s'adapter qu'un « écervelé qui s'est lancé dans une aventure à la fois industrielle et financière qu'il ne saura jamais surmonter. » (1970)

²⁶⁰ « Dans la technique le cultivateur belge a avancé, mais dans les idées est cent ans en retard ». (1962)

²⁶¹ Ici le froment. (1963)

la main-d'œuvre et fait peu à peu disparaître les exploitations.²⁶² Dans les années 1990, certains agriculteurs désirent encore défendre les fermes familiales et dénoncent les politiques agricoles qui au contraire soutiennent les plus grosses exploitations²⁶³ par les mesures prises : distribution des quotas, aides à l'exportation, etc. Alors même que les politiques pourraient jouer en faveur de l'agriculture et de l'environnement en favorisant une baisse de la production : produire moins, donc moins d'engrais, fermes plus petites donc travail pour tous (1995). Lors du passage au troisième millénaire, il y a les pessimistes qui considèrent que la fin de l'agriculture, « la plus utile des espèces en voie de disparition » (1997) et les optimistes qui encouragent à « dire oui à l'intégration sociale et à la dignité humaine, dire oui à l'agriculture durable, raisonnée et paysanne. » (1999)

²⁶² « Serait-il possible de diminuer le machinisme et d'occuper de la main-d'œuvre supplémentaire ? » (1991)

²⁶³ D'autres observent que l'agriculture semble se diriger vers des fermes à temps partiel, le salaire extérieur d'un des conjoints devenant nécessaire.

B. LA PRATIQUE DU METIER D'AGRICULTEUR

Dans cette seconde partie, nous allons nous pencher plus précisément sur les conditions de la pratique du métier. Premièrement le regard porté sur l'outil premier : l'environnement. Par environnement nous voulons dire le rapport aux saisons, à la météo, à la terre en tant qu'outil, mais également écosystème, aux nuisibles et autres vivants, etc. Deuxièmement, nous nous pencherons sur les représentations des évolutions des conditions matérielles. Précisons qu'il ne s'agit en rien de faire un historique des évolutions techniques de l'agriculture, mais plutôt de voir comment celles-ci sont jugées par les agriculteurs, quels sont les jugements de valeur qui accompagnent les évolutions de machines, mais également les pesticides, les OGM, etc. Troisièmement, nous nous pencherons sur l'organisation du travail au sein de l'exploitation agricole. Ce qui questionne la position de la famille, mais également la question de la rentabilité d'une exploitation et la relation au travail en tant qu'activité et mode de vie.

Ecosystème

Premièrement, comment l'agriculteur considère-t-il l'écosystème dans lequel il évolue. Nous l'avons vu, la question de la terre est centrale. Or, bien plus qu'un simple support, la terre est un écosystème complexe qu'il se doit de préserver. Quels sont les grands principes et les grandes représentations qui conditionnent la pratique de l'activité agricole dans ce cadre ?

Au fil du XX^{ème} siècle, l'agriculteur n'a cessé de voir la nature et l'écosystème avec ambivalence. En effet, d'une part elle leur fournit aide et c'est grâce au cycle naturel des plantes et des animaux qu'ils réussissent à produire les biens agricoles, mais il leur arrive également de devoir lutter contre les éléments naturels tels que les conditions météorologiques et les animaux nuisibles. Leur position se situe donc en tension entre sauvegarde de la nature qui reste leur outil de travail et protection de leurs propres cultures et de leurs élevages. Mais en général ils reconnaissent que « l'homme n'est rien à côté des forces de la nature. » (1975)

Ainsi, tous insistent sur le fait que leurs conditions de travail ne dépendent au final que peu d'eux-mêmes. En effet, « asservis aux lois naturelles » (1951) « l'agriculture est soumise à une série d'influences dont certaines échappent au contrôle de l'exploitant, telles par exemple, les conditions atmosphériques, la loi de l'offre et de la demande, etc. » (1955). Les conditions météo sont particulièrement pointées du doigt, car « les années et les jours se suivent, mais ne se ressemblent pas. Les caprices du temps sont indépendants des pouvoirs des hommes. » (1985) D'un côté l'agriculteurs redoute les fluctuations²⁶⁴ du climat, « son plus grand ennemi »

²⁶⁴ « Si le paysan n'a jamais le droit de faire grève, la terre se venge toujours ». (1949)

(1949) : inondations²⁶⁵, sécheresses (1947), surtout dans les régions où le sol ne permet pas le stockage suffisant de l'eau (1952) et donc « la récolte dépend complètement des conditions météo » (1950). Ils insistent sur l'importance du climat pour leur survie même, rappelant que « quand le climat est contre soi, on a bien des difficultés à nouer les deux bouts ». (1957) Mais d'un autre côté, ils sont tellement habitués à ces variations qu'ils insistent sur la nécessité de se protéger des « accidents annuels de la culture » (1949) par le stockage (1949) afin de pouvoir garder une influence sur les prix pratiqués. Le développement des bulletins météo dans les années 1960 en laissent de nombreux rêveurs, mais tous insistent sur la non-fiabilité de ces prévisions, malgré leur intérêt (1960).

Un outil de production : la terre

A côté des conditions climatiques, certains considèrent que le sol a encore plus d'impact sur les productions (1950) même quand d'autres insistent sur les fortes différences géographiques en la matière (1950). Sol, outil de travail qu'il faut à tout prix sauvegarder par des fumures organiques, une rotation des cultures et peu à peu par l'ajout d'engrais minéraux (1950) tout en respectant ce « véritable écosystème » (1952). On insiste également sur l'importance de tous les organismes vivants qui s'y trouvent²⁶⁶. Certains pointent les limites de la nature dès 1956, notamment l'utilisation du sol qui ne peut pas suivre l'augmentation de la productivité aussi rapidement pour certaines cultures que pour d'autres et la nécessité dès lors de pratiquer l'assolement. Les nouvelles techniques font peur, notamment car elles provoquent des changements trop brusques²⁶⁷ et qui ne respectent pas l'équilibre nécessaire en toutes choses.²⁶⁸ En 1967 un agriculteur définit bien la tension qui anime la population agricole : « Dans l'agriculture actuelle, en pleine évolution de production intensive, que ce soit en élevage ou en culture, un choix s'impose : aider la nature à produire le maximum ou bien lutter contre elle, mais dans ce cas c'est une certitude, on part perdant. » (1967)

Plus que de vouloir augmenter la productivité à l'hectare, les années 1950 sont caractérisées par la volonté de cultiver toutes les bonnes terres, « aucune ne doit être inculte ; les plus mauvaises servent à faire des bois » (1955). On insiste ici sur l'importance de la terre dans un pays où déjà la pression foncière se fait ressentir. La propriété de la terre est ainsi présentée comme une source d'opposition²⁶⁹ des

²⁶⁵ Lors desquelles on pointe l'importance de l'entraide entre voisins. (1976)

²⁶⁶ « Les bactéries mobilisent les éléments nutritifs mais ne sont pas les seuls vivants nécessaires au sol ». (1952)

²⁶⁷ « Dans le Sillon il est souvent question de cet équilibre naturel que l'on s'emploie à détruire avec tous les moyens modernes. » (1965) Il est notamment question ici de la lutte contre les toiles d'araignées qui pourtant empêchaient la prolifération des moustiques.

²⁶⁸ « La chance est indispensable pour réussir, mais il faut l'encourager à se manifester. Et le meilleur moyen de l'encourager, c'est de respecter l'équilibre en toutes choses. » (1959)

²⁶⁹ « On nous prend le meilleur, on nous rend le médiocre ». (1955)

intérêts entre les agriculteurs et le reste de la population à la recherche de terrains à bâtir (1964). Ce qui est particulièrement pointé du doigt, c'est l'utilisation de bonnes terres agricoles qu'on exproprie pour construire des routes et des zonings quand bien même des terres de qualité médiocre, voir des bois suffiraient à cet usage. (1966) Les agriculteurs dénoncent particulièrement la spéculation foncière (1962) et surtout les investisseurs étrangers qui achètent des terres et les boisent à titre d'investissement, sans prendre en compte les intérêts des cultivateurs de la région puisqu'il s'agit de terres labourables²⁷⁰. A cet égard, les régions ne sont pas égales, et les Ardennes sont particulièrement touchées par un mouvement de « récupération des terres pour la forêt » (1950) et les grandes campagnes de reboisement qui ont lieu au même moment.²⁷¹ Non seulement celles-ci réduisent les surfaces agricoles, mais elles apparaissent également comme responsables du tarissement de sources pour les agriculteurs qui les observent (1950).

Observation des conditions naturelles

L'observation des conditions naturelles est justement un élément sur lequel de nombreux acteurs insistent. « Et à travers les vicissitudes de la vie, nous n'avons cessé d'observer, d'expérimenter, de nous instruire » (1951). Ce sont ces observations qui leur permettent ainsi de s'adapter aux conditions naturelles²⁷² et de pratiquer leur métier au mieux. Grâce à leurs observations ils élaborent des règles qui restent toutefois à portée limitée pour leur propre terroir, mais leur permettent de s'éviter du travail inutile²⁷³ ou de préserver leur patrimoine²⁷⁴. Plus généralement, ils s'intéressent aux cycles annuels, notamment par l'observation des migrations animales.²⁷⁵ Dans les années 1970, les agriculteurs rappellent l'importance des abeilles pour les cultures. (1972) Et plus encore que de la simple curiosité, ils insistent sur la nécessité d'être attentif à tous les changements dans le cadre de la pratique de l'agriculture et critiquent à ce sujet les experts qui non seulement ne sont pas en contact avec les choses de la nature, mais également du point de vue de la pratique n'ont aucun sens des réalités.²⁷⁶ En ce qui concerne la conservation de

²⁷⁰ « Dans notre pays surpeuplé où chaque pouce de terre a sa valeur depuis quelques lustres, on se paie le luxe de grands bois partiellement établis sur d'anciennes terres labourées alors que les paysans sont de plus en plus à l'étroit. » (1952)

²⁷¹ Notamment sur le boisement en sapins qui se développe (1957).

²⁷² « Je crois que beaucoup de fermiers ne connaissent pas encore les finesses du métier » (1955) par rapport au bon moment pour planter.

²⁷³ Observation des grues pour savoir quand moissonner (1959) ; Par rapport à l'arrivée d'orages qui aurait pu être devinée (1952).

²⁷⁴ Contre la sécheresse dans les pâturages, un agriculteur constate que l'herbe ne se desséchait pas si vite là où il y avait de la protection. Il me semble que nos parents et grands-parents étaient plus attentifs qu'on ne l'est maintenant à planter des arbres » (1956)

²⁷⁵ Passage des hirondelles (1995), des grenouilles (1951), etc.

²⁷⁶ « De ceux-ci on ne parle guère, les journaux agricoles étant rédigés par des savants et des personnes remplies de bonne volonté, sans doute, mais qui malheureusement ne les voient pas, on ne s'en rend pas compte, ne vivant pas la vie d'agriculteur. De fait, un profond fossé s'est

l'environnement, tout comme dans les autres matières, l'agriculteur tient à son indépendance et décrète qu'il faut « à tout prix considérer les propriétaires ruraux comme des propriétaires responsables plutôt que de les asservir à des réglementations multiples qui auraient un seul effet de provoquer un désintéressement rapide de leurs biens » (1996). En effet, les agriculteurs sont conscients que la nature est leur partenaire principal (1987) et qu'ils doivent compter sur sa générosité. (1994) et ce d'autant plus que « la nature a des détours qu'il est impossible d'enrayer. » (1999)

Dans les années 1930, l'agriculture reste très fortement basée sur des techniques culturales « naturelles ». Ainsi, les agriculteurs n'hésitent pas à partager leurs expériences afin d'améliorer leurs rendements et parlent par exemple du purin pour combler le déficit des mauvaises pâtures (1932), de remèdes de grand-mères contre les mauvaises herbes (1937), etc. Dans les années 1950, l'exemple du débat concernant les ravages dus aux insectes illustre bien la tension qui anime les agriculteurs alors, entre traditions naturelles et progrès techniques. Ainsi, de nombreux témoignages soulignent l'importance des oiseaux et préconisent leur protection²⁷⁷ à la place de la pulvérisation (1957) que les experts leur soutiennent comme la solution dès 1950. Certains tiennent même la destruction des oiseaux comme responsable des invasions d'insectes qui semblent se multiplier à l'époque.²⁷⁸ Mais d'autres agriculteurs se plient à l'utilisation d'insecticides. Ils précisent que ce n'est pas de gaîté de cœur, mais que les conditions les obligent à prendre des mesures. Devant les inquiétudes liées à leur nocivité²⁷⁹, certains préconisent une utilisation prudente²⁸⁰, mais nécessaire.

Cette tension se manifeste également dans la lutte contre les nuisibles. Certains préconisent l'utilisation de prédateurs naturels²⁸¹. D'autres sont beaucoup plus excessifs et vont jusqu'à prôner la lutte directe contre certains nuisibles avec les moyens du bord : les armes contre les corbeaux (1965), les pigeons-ramiers voire les

creusé entre eux et les praticiens qui ne les lisent ou ne les écoutent qu'avec beaucoup de scepticisme et de méfiance quand ils condescendent à les lire ou à aller les écouter ». (1956)

²⁷⁷ « Les petits oiseaux, grands alliés de notre agriculture. Prenez n'importe lequel, il nous est utile. (...) Dans quelques années trouverons nous encore dans nos campagnes : perdrix, cailles, alouettes, etc. qui nous sont si utiles et combien d'autres qui nous débarrassent de nos insectes. » (1965)

²⁷⁸ « S'il est vrai que l'on détruit 20 millions d'oiseaux par ans, cette pratique c'est un vrai désastre, surtout pour l'agriculture » « tous ces volatiles qui peuplaient nos campagnes et tout en l'égayant détruisaient énormément d'insectes nuisibles aux cultures et aux forêts ». (1964)

²⁷⁹ « Comment se protéger des insectes maintenant que les insecticides sont aussi mis en cause ? » (1960)

²⁸⁰ « J'ai rencontré des gens qui prétendent que l'on devrait interdire les insecticides. Pour ma part je suis bien d'avis qu'il ne faut pas en abuser mais je ne vois pas pourquoi on devrait l'interdire. Alors qu'on interdise de rouler en auto ! Chacun doit s'adapter au mieux au nouveau mode de vie, s'organiser pour que ces poisons ne tombent pas dans les mains des enfants et même des grandes personnes qui ne savent pas ce qu'elles font ou qui sont distraites. » (1964)

²⁸¹ Les hiboux qui chassent les oiseaux diurnes des arbres fruitiers (1964), les putois qui se nourrissent des rats qui se nourrissent des œufs (1951).

sangliers (1959)²⁸² ; et produits chimiques contre les moineaux (1955). Dans les années 1990, la position des agriculteurs vis-à-vis des chasseurs a basculé et ils appellent ceux-ci à les aider à lutter contre les nuisibles tels que les corbeaux, les renards et même les lapins qui sont devenus de véritables nuisibles.

Outils et techniques

Deuxièmement, observons les représentations que les agriculteurs se font du progrès et de l'impact que les modifications des techniques et des outils ont sur la pratique de leur métier.

Entre progrès et traditionalisme

Une fois de plus, les positions de l'agriculteur se font multiples et la tension entre traditionalisme et croyance dans le progrès se fait sentir. Certains ne peuvent ainsi s'empêcher de se tourner vers le passé un regard nostalgique.²⁸³ L'exemple de l'utilisation du cheval de trait dans les années 1950 est particulièrement parlant à cet égard. Là où certains ne semblent pas encore prêts à accepter de se défaire de la tradition et insistent sur leur attachement²⁸⁴ à « notre beau cheval de trait » (1953), d'autres soulignent la nécessité d'avancer²⁸⁵ dans la modernité avec le reste de la société. Les débats sur les avantages et les inconvénients du cheval de trait, dans les petites et grandes exploitations, sur son coût relatif par rapport à celui dans l'investissement dans les tracteurs²⁸⁶ font couler beaucoup d'encre et les agriculteurs, dont les avis divergent fortement en fonction de leur situation, n'hésitent pas à commenter leur point de vue en long et en large.

S'il continue à faire peur à une part réduite des agriculteurs qui lui préfèrent la sécurité, craignant les accidents²⁸⁷ ainsi que la perte de qualité des produits (1950). A ce sujet, « on assiste à des contradictions parfois très grandes entre vieux et jeunes agriculteurs » (1958), les seconds reprochant notamment aux premiers leur

²⁸² On retrouve ici le conflit qui oppose les chasseurs et les cultivateurs qui déplorent la nécessité de posséder un permis de chasse pour simplement « se protéger ». (1960)

²⁸³ Sur la baisse du nombre de chevaux : « C'est malheureux pour les éleveurs comme c'est d'ailleurs malheureux pour ceux qui ont acheté un tracteur et qui ne peuvent pas l'amortir. Mais il faut vivre avec son temps. » (1963)

²⁸⁴ « Je tiens mes chevaux sans lesquels je pense qu'il est impossible d'achever une terre. Et puis le cheval n'est-il pas l'ami de l'homme et si nous devions tuer tout ce qui ne rapporte pas, nous aurons un jour notre tour ». (1962)

²⁸⁵ « Veut-on faire du cheval qui subsisterait dans la ferme sans salaire le symbole de la stagnation paysanne ? » (1954)

²⁸⁶ « L'invincible tracteur s'embourbe-t-il dans les champs de betteraves, c'est à nos vaillants brabançons qu'on s'adresse ». (1954)

²⁸⁷ Par rapport à l'insémination artificielle, après quelques essais infructueux : « Avouez que ce n'est pas encourageant, j'ai pour ma part pris la solution la plus sûre. » (1952)

manque d'initiative en la matière (1969). Or le progrès est généralement pointé comme nécessaire à l'amélioration de vie des agriculteurs où « plus que partout ailleurs, les besoins en machines, en instruments de progrès et en confort sont immenses ». (1957) Nécessaire, mais pas voulu pour les uns²⁸⁸ qui décrètent toutefois qu'il « faut s'adapter aux exigences de notre temps ou disparaître » (1966) quand d'autres font preuve d'un réel optimisme à ce sujet²⁸⁹.

Toutefois, les avancées technologiques présentent leurs avantages et leurs inconvénients. Et si certains dénoncent également les dépenses inutiles²⁹⁰, la majorité souligne surtout la nécessité de « rester dans les limites du raisonnable » (1970) et de s'adapter, car « les conditions d'une ferme à l'autre sont très différentes » (1958).

Avantages et inconvénients de la mécanisation

Par exemple, en ce qui concerne la mécanisation, si on lui reconnaît bien des avantages, on reproche aux machines d'être destinées uniquement à la grande culture (1951) ce qui rend le remembrement nécessaire afin de pouvoir utiliser au mieux ces technologies modernes mieux adaptées aux grands espaces (1961). De plus, le prix des machines reste important voir totalement disproportionné vis-à-vis des moyens dont les agriculteurs disposent (1955), ce qui explique qu'il y ait « beaucoup plus d'amateurs que d'acheteurs » (1957), surtout pour les machines importées des Etats-Unis (1958). Le gigantisme du machinisme en agriculture perdure depuis. Lors du Salon International de l'Agriculture, les agriculteurs sont ainsi nombreux à dénoncer le coût de machines qui ne sont de plus pas strictement nécessaires et de toute façon inadaptées aux petites cultures, puisque destinées à de véritables entreprises agricoles (1976). Encore plus dans les années 1990, des agriculteurs dénoncent après le *Mecanic Show* de la Foire de Libramont, que les machines ont atteint de telles dimensions et de tels prix qu'elles sont désormais hors de portée des agriculteurs « qui ne peuvent s'acheter du matériel spécifique à certains travaux et doivent faire appel à des entrepreneurs ». (1996)

Une autre critique est que ces outils doivent également souvent être remplacés avant d'être amortis (1955) et représentent des charges en réparation et en entretien trop importantes (1959) pour les petits cultivateurs. Au sujet de l'achat du

²⁸⁸ « Ce qui est certain, c'est que nous ne pouvons plus en agriculture en 1954, travailler comme en 1900 sans nous voir réduits à la misère. » (1954)

²⁸⁹ « Il existe des moyens modernes, pourquoi ne pas les suivre ? » (1955)

Souhait d'un lecteur pour la nouvelle année 1958 : « J'espère aussi qu'ils remplaceront leur matériel par des tracteurs nucléaires, des autos à réaction, des moissonneuses branchées sur le soleil, des charrues satellites, machines à traire actionnée par courant d'air, etc. Enfin tout ce que le ciel pourra leur envoyer pendant les 365 jours de cette année qu'on dit internationale »

²⁹⁰ Notamment ceux qui « devraient chercher à améliorer leurs conditions de vie plutôt que d'impressionner ses voisins. » (1964)

matériel, les avis sont très divergents et les solutions proposées multiples : coopératives à deux, achat de neuf pour éviter le coût des réparations, achat en seconde main pour baisser le coût ... On dénonce également le manque de suivi de ces investissements (1951) et à ce sujet les agriculteurs pointent les divergences qui existent entre les fabricants (1962) certains ne jurant que par les grandes marques, les petits importateurs²⁹¹ n'étant pas fiables (1957). A ce sujet la prudence reste de mise et les agriculteurs soulignent eux-mêmes qu'il « faut éduquer les acheteurs aussi bien que les vendeurs. Les agriculteurs devraient prendre toutes leurs machines à l'essai en stipulant par écrit qu'en cas de non-achat, la somme versée doit leur être intégralement remboursée. Cela éliminerait les fabricants médiocres avec service médiocre. Trop souvent à présent acheteur est synonyme de « courir un risque ». Et devant ce risque, on hésite » (1958), surtout si les consommateurs ne sont pas prêts à payer pour cet investissement (1961). Certains déplorent la stagnation du secteur, décrétant que « les fabricants ne font pas d'efforts pour rendre leurs machines vraiment pratiques » (1956), mais d'autres reconnaissent qu'on ne peut inventer quelque chose de neuf tous les ans et que chaque avancée doit être saluée (1960). En général, les nouveaux outils sont toutefois bien accueillis, et même certains agriculteurs dénoncent la perte de qualité des produits (1960), la majorité lui oppose que c'est à l'homme d'apprendre à se servir correctement de l'outil (1960) et que si la mécanisation a ses avantages, il faut « savoir observer et utiliser le matériel à bon escient » (1959). Mais dans les années 1970 les premières critiques face à ces machines se manifestent, rappelant que si « les techniques modernes ont fait beaucoup de bien à l'homme dans les travaux pénibles, il faut savoir les arrêter » « avant qu'il ne nous nuise » (1986). Le regard posé sur la mécanisation est désormais plus sceptique, certains n'hésitant pas à décréter que « toute cette mécanisation ne nous apporte rien de plus, il n'y a au contraire rien de bon. » (1998)

Améliorations végétales et animales

En ce qui concerne les améliorations des espèces et variétés, la nécessité d'améliorer les races animales et végétales fait l'unanimité (1947) la méthodologie fait débat. L'amélioration des races par la reproduction est totalement acceptée (1949), mais représente un certain coût (1949). C'est surtout l'importance du temps²⁹² et de la patience en la matière qui sont pointés²⁹³. L'intervention de l'Etat en la matière est de fait fortement critiquée. Notamment, les agriculteurs dénoncent

²⁹¹ On conseille surtout aux autres agriculteurs de bien se renseigner sur la disponibilité et le prix des pièces de rechange. (1997)

²⁹² On parle de l'amélioration des races peu à peu par les éleveurs (1960) parfois sur sept à huit générations (1953).

²⁹³ « La création d'un beau troupeau est l'œuvre du temps et le résultat d'une observation attentive et intelligente de la part de l'éleveur ». (1950)

les « spécialistes »²⁹⁴ qui « débattent puis essayent... » à la place d'expérimenter et dont ils subissent les erreurs²⁹⁵. De plus, certains éleveurs critiquent la « zootechnie d'Etat » (1955), car ils redoutent l'uniformisation des cheptels²⁹⁶ et la perte de qualité au bénéfice de la quantité (1951). La position des agriculteurs vis-à-vis de l'amélioration des productions végétales est identique. Si on pointe dès 1951 la nécessité d'améliorer les variétés indigènes, notamment par la sélection des semences (1952), on critique les semences « professionnelles » achetées qui sont déficientes après deux à trois ans d'utilisation (1951).

Produits chimiques

Vis-à-vis des herbicides, pesticides et engrais, le principe de précaution semble être de mis, notamment par rapport aux effets qui sont encore trop peu connus (1951) et surtout en cas de trop grande utilisation (1953). De plus leur efficacité²⁹⁷ et utilité est régulièrement remise en question²⁹⁸, tout en questionnant le rôle joué par les lobbys et la publicité dans leur propagation alors qu'ils se révèlent peu à peu indispensables dans les exploitations agricoles. Les produits chimiques continuent de faire peur par leur toxicité²⁹⁹ et cette attitude de prudence perdure jusqu'à la fin du XXème siècle (1990).

Un progrès coupé du monde agricole

Au final, ce qu'on reproche surtout au progrès, c'est l'écart qui s'agrandit entre la théorie et la pratique. Le scepticisme vis-à-vis des « spécialistes » coexiste avec l'optimisme placé dans les avancées scientifiques. Si on leur reconnaît des réussites, on reste toutefois très prudent vis-à-vis de leurs recherches³⁰⁰ et on leur

²⁹⁴ « Qu'ont-ils à leur actif ? Ni le cheval de trait, ni le porc de Piétrain ni l'indigène, ni les bovins de race pie-noir, ni même les bleus. » (1951) ; « Toutes les races pures bovines ont été créées par des éleveurs intelligents et persévérants et non par des comités. » (1953)

²⁹⁵ « Nous avons eu trop à souffrir des expérimentations de certains de ces messieurs pour leur faire confiance ». (1951)

²⁹⁶ Qui représente au contraire un avantage pour d'autres : « Aux méthodes de sélection individuelles pratiquées depuis de nombreuses années sans grande influence sur le rendement moyen du bétail pour des raisons suffisamment connues, va se joindre un nouveau mode de sélection sur la masse des vaches laitières dans un but purement économique. Eliminer les sujets non-rentables des tables est un point de départ certain vers une augmentation graduelle des rendements moyens et une diminution sensible des prix de revient ». (1947)

²⁹⁷ Mise en garde contre les minéraux vendus qui ne valent pas ce qu'ils coûtent. (1959) Dès 1955, on s'interroge sur la quantité d'engrais utilisée, décrétant qu'on pourrait la diminuer sans impacter le rendement.

²⁹⁸ « Votre article sur les « progrès » de l'alimentation animale m'a presque effrayé. Qu'est-ce qu'on ne fait pas avaler à nos animaux de nos jours ! » (1959)

²⁹⁹ Demandent « une mise au point sur les dangers des produits phytos » (1963).

³⁰⁰ « On en est toujours au stade expérimental et il faut rester prudent dans les conclusions, qu'on prenne position « pour » ou « contre ». Patience donc. Et prudence. » (1960)

reproche notamment l' « avalanche de théories contradictoires » (1959). De plus, « en ce qui concerne la vulgarisation des connaissances agricoles (...) admis à l'unanimité que, dans ce domaine plus que dans tout autre, un fossé se creuse de jour en jour plus profondément entre la théorie et la pratique. Il n'y a plus assez de contacts entre les fermiers et les chercheurs » (1951), notamment on leur reproche de ne pas se rendre sur le terrain³⁰¹ et de ne pas se pencher sur les problèmes réels de l'agriculture³⁰², mais de s'intéresser bien plus aux gains qu'ils pourraient tirer de leurs découvertes³⁰³. De plus, les agriculteurs ne peuvent souffrir de se voir imposer des techniques et des méthodes nouvelles par des théoriciens qui négligent le contact humain avec les praticiens et ne se rendent plus directement sur le terrain (1957). Ainsi, s'ils sont nombreux à reconnaître l'importance de la médecine vétérinaire (1952) ils critiquent les campagnes de vaccination obligatoires (1955), notamment celle pour la tuberculose qui devrait se faire sur base volontaire et non-obligatoire (1956).

Un progrès sur lequel tout le monde semble tout de même s'accorder est la nécessité d'améliorer les conditions d'hygiène. Ainsi dans les années 1950 les agriculteurs pointent l'importance de l'arrivée d'eau dans les campagnes (1952), de l'électricité (1955) même si en 1964 le « retard d'équipement dans nos campagnes du point de vue sanitaire » est toujours important par rapport à la ville. La question de la sécurité dans les habitations notamment avec l'apparition des services de pompiers, le placement d'extincteurs ou encore l'arrivée du téléphone rassure également (1965). En ce point comme pour tout progrès, on pointe la nécessité pour les agriculteurs d'être « organisés pour le recevoir et l'employer utilement » (1951).

La formation agricole

Dès les années 1950, certaines voix se lèvent pour dénoncer le manque de curiosité et d'effort d'apprentissage³⁰⁴ des agriculteurs face aux développements technologiques, qui leur permettraient pourtant d'améliorer leurs conditions de vie et de travail³⁰⁵. Pourtant l'agriculture gagnerait à former ses hommes intellectuellement et si quelques agriculteurs expérimentés cherchent à se former³⁰⁶, c'est surtout vers les jeunes que les espoirs se portent et ils sont poussés à poursuivre des études afin de « reprendre à bon escient la profession de leur père » (1959). On souligne

³⁰¹ « Je suis d'avis que les techniciens et politiciens agricoles devraient d'abord faire un stage de quelques mois à la ferme. » (1973)

³⁰² « Au lieu de remuer des problèmes du passé, nos chercheurs feraient mieux de... » (1958)

³⁰³ « Les plus savants n'ont pas toujours raison ; qu'ils sont souvent imprudents et on est ainsi porté à les soupçonner d'aimer trop l'argent. » (1955)

³⁰⁴ « Combien d'agriculteurs font cet effort ? » (1957)

³⁰⁵ « Ne devons-nous pas admettre que ce noble métier d'agriculteur, qui demande le plus de connaissances scientifiques, est trop souvent pour ne pas dire en général exercé par des routiniers sans connaissance, ce qui en fait un métier mal payé. » (1950)

³⁰⁶ « J'ai assisté e tant que cultivateur à des centaines de conférences. » (1958)

toutefois que « les familles agricoles ont souvent besoin de toute la main-d'œuvre familiale et trop souvent aussi, ces familles n'ont pas les possibilités financières pour permettre à leurs fils d'approfondir leurs connaissances agricoles et autres. » (1953) En ce qui concerne les matières enseignées, certains agriculteurs regrettent qu'elles ne soient pas complètement axées sur la profession et que l'on enseigne des « matières inutiles aux paysans » (1960) notamment trop théoriques, la formation devant de leur avis se dérouler sur le lieu de travail. (1973) Parfois même, la formation est également vue comme un désavantage pour ceux qui cherchent à tout prix à s'informer sur tout puisque la période est aux innovations et qu'il est bien difficile de ne pas s'y perdre.³⁰⁷ Cet engouement pour les nouvelles technologies et la formation agricole va connaître un revers dès les années 1980. En effet, devant les formations obligatoires, nombreux sont les agriculteurs qui commencent à les considérer comme inutiles (1991) et une fois de plus imposées par un extérieur qui n'y connaît rien à la réalité agricole.³⁰⁸

Division du travail à la ferme

Troisièmement, posons-nous la question de la division du travail à la ferme ? Mais voyons également comment les agriculteurs évaluent la pénibilité de leur travail et les bénéfices qu'ils en retirent.

Valeur du travail

Quelle est la valeur que les agriculteurs accordent à leur travail ? Nous l'avons vu, la classe agricole se considère comme inestimable, car sa profession consiste en nourrir l'humanité. Or, pour cette noble tâche, l'agriculteur ne « demande que le fruit de ses peines » (1956) et dans cette simple revendication ils ne sont pas entendus³⁰⁹ et en ressentent une grande frustration, car leurs « conditions de travail décourageantes » (1955) ne leur permettent pas « d'obtenir de quoi vivre dignement » (1953). Surtout, ils considèrent que le développement de la société de consommation se fait à leurs dépens³¹⁰. Et si certains pensent encore que le travail

³⁰⁷ « Est bien à plaindre aujourd'hui celui qui a assez de goût pour son métier, assez de curiosité pour vouloir s'instruire. Il est comme la girouette du clocher, folle dans la tempête. » (1959)

³⁰⁸ « Il y a 40 ans et plus, rares étaient les fils de fermiers qui avaient un diplôme en poche. A 14 ans on était dans les champs ou on trayait les vaches. Et je vois qu'on est parvenu à gagner notre vie sans avoir reçu de diplôme de la part de personnes qui ne connaissent souvent la ferme que de loin ». (1995)

³⁰⁹ « Tout travail mérite salaire, pour les hommes comme pour les femmes, pour les fermières comme pour les ouvrières. » (1956)

³¹⁰ « On nous demande de peiner sans rémunération pour nourrir les autres à bon marché. » (1953)

vaut tous les sacrifices³¹¹ et qu'il est une qualité en soi³¹², ils sont de plus en plus nombreux à dénoncer la différence de traitement qui oppose les agriculteurs au reste de la société, notamment en ce qui concerne le développement des journées salariales de 8h et des congés payés. En effet, « tous les humains aspirent à de courtes heures de travail et de hauts salaires » (1959). Or, en ce qui concerne le secteur agricole, le « paysan a payé en ne reconnaissant pas la loi des 8 heures, en faisant travailler souvent durement sa femme et ses enfants » (1950) puisqu'« il ne suffit pas de travailler toute la journée si nous voulons sauver nos récoltes » (1960). Ainsi, on dénonce l'écart en temps de travail et en salaire³¹³ qui se creuse entre les agriculteurs et le reste de la société³¹⁴ et qui ne lui permet de découvrir les loisirs que plus tard que d'autres catégories socio-professionnelles (1989), modifiant également leur point de vue sur ceux-ci³¹⁵.

La question de la rentabilité des exploitations

Il faut dire que le principal problème auquel sont confrontés les agriculteurs est la question de la rentabilité des exploitations, particulièrement pour les petites exploitations³¹⁶, et ce surtout en comparaison avec les prix généraux de la société (1950) qui sont extrêmement bas, justement parce qu'ils font pression sur les prix agricoles (1965). A cet égard, certains préconisent d'encore réduire les prix de revient (1965) alors que d'autres commencent à réclamer un soutien aux prix, justement parce qu'en tant que pays excédentaire ils pourraient alors exporter et avoir ainsi accès aux loisirs comme tout le monde (1969). Dans les années 1990, la

³¹¹ « Est-ce que notre métier nous permettra un jour de vivre comme les autres ? Probablement pas. Mais je ne suis pas le premier à dire que si on ne sait rien sacrifier à son métier alors autant ne pas le faire. » (1959)

³¹² « C'est du travail. Comme si le travail était un vice... ou une chose dépassée dans l'optique de vie des individus. Ils préfèrent sans doute disposer de trop de loisirs en ayant trop peu d'argent pour les remplir. » (1968)

³¹³ « Ajoutez-y la valeur de notre travail qui n'est pas comprise dans la comptabilité et vous admettez avec moi la perte. » (1932)

³¹⁴ « La classe la plus travailleuse, la plus méritante retourne à l'esclavage pour la plus grande honte de ses dirigeants incapables. Nous devons travailler double pour gagner moins, que dis-je, si l'on veut tenir, il faut attaquer son patrimoine. (...) L'on dit qu'il faut maintenir les hauts salaires et l'on commence par diminuer les nôtres. C'est immoral, malhonnête, l'on peut donner tous les qualificatifs les plus écœurants à des faits les plus maladroits. » (1958)

³¹⁵ Même si déjà en 1955, un témoignage cherche à montrer « ces hommes, de ces femmes, de ces animaux même qui, inlassablement travaillent » « qu'il existe autre chose que cette terre, qu'ils ont le droit de prendre du loisir, le devoir du temps à l'éducation de leur enfants » ; c'est généralement la valeur du travail une fois de plus qui est mise en avant : « Le terme même de loisirs était à cette époque (30 ans auparavant) dans les fermes souvent confondus avec oisiveté. » (1986)

³¹⁶ « Nul ne contestera les difficultés des agriculteurs pour boucler leur budget annuel. Les petits fermiers surtout arriver à peine à nouer les deux bouts et cela depuis de nombreuses années. » (1957)

nécessité de combler le déficit de l'exploitation par un salaire extérieur commence à devenir courante, supprimant dès lors les liens familiaux en la matière³¹⁷.

Le rôle de la main-d'oeuvre familiale

Nous l'avions souligné, le public du Sillon Belge est en majorité composé de petits agriculteurs possédant une exploitation familiale. De ce fait, l'importance de la famille dans la répartition des tâches à la ferme est centrale.

Tout d'abord, voyons rapidement les évolutions des mentalités en ce qui concerne la position de la femme. Dès 1952, certaines voix s'opposent au mariage de raison. Et si celui-ci semble rester la norme pour une part de la population, qui précise que « le contrat de mariage suppose que l'on a préalablement discuté de certaines questions d'intérêt entre les deux familles », les mentalités évoluent peu à peu au cours des années 1960.

Le rôle de l'épouse au sein de l'exploitation agricole est particulièrement important. Non seulement elle s'occupe du ménage (1954) et des enfants³¹⁸, mais donne également des coups de main à la traite, à la laiterie ou même aux champs³¹⁹. Certaines se plaignent ainsi d'être surmenées (1959), mais principalement, c'est le manque de reconnaissance qui leur pèse³²⁰. Elles souhaiteraient notamment ne pas être considérées uniquement comme des fermières, mais comme des femmes à part entière³²¹, état de fait dénoncé également par certains hommes qui trouvent que bien trop souvent les fermiers considèrent leurs épouses comme des servantes³²².

Il existe toutefois un débat sur ce qu'est le rôle ou non de l'épouse au sein de l'exploitation. Ainsi, certaines lectrices suggèrent que l'épouse devrait en priorité se consacrer à la tenue du ménage plutôt qu'aux activités agricoles à proprement

³¹⁷ « Le jeune qui songe à reprendre la ferme paternelle devra auparavant trouver une épouse qui travaille au dehors. La ferme permettra d'avoir l'essentiel, d'avoir une certaine qualité de vie tandis que le salaire extérieur sera mis en banque ou investi dans la reprise de terres et l'achat de matériel. » (1994)

³¹⁸ Témoignage en 1939 d'un homme qui doit s'occuper de ses enfants car sa femme est tombée malade et qui trouve qu'il leur consacre beaucoup trop de temps.

³¹⁹ « Et nous ne parlons pas encore des coups de main à donner aux champs : la fermière est présente. » (1954)

³²⁰ « Notez que je ne me plains pas d'une telle vie, je suis fière d'aider mon mari, qu'une vie bien remplie procure bien des satisfactions. Il me semble que si les fermières étaient mieux payées de leurs peines, elles parleraient comme moi, et de bonne majorité. » (1957)

³²¹ « Mais pourquoi leur dit-on lorsqu'elles sont en tenue de sortie « On ne dirais pas que vous êtes des fermières » ». (1961)

³²² « Je trouve que les cultivateurs considèrent leurs épouses plus comme des servantes que comme des femmes. Il n'est malheureusement que trop vrai que des hommes épousent une jeune fille, certes par amour, mais aussi avec au fond du cœur le désir d'être un maître souvent absolu. » (1961)

parler³²³ qui ne lui en laissent pas le temps³²⁴. C'est également l'avis de certains qui insistent sur l'allègement au maximum des tâches de l'épouse, car « son rôle est avant tout d'être femme de ménage et de veiller à l'éducation des enfants » (1961). En général, tout le monde s'accorde pour dire qu'il faut « améliorer le sort de nos femmes qui nous sont si précieuses » (1962) malheureusement cette amélioration ne dépend pas uniquement des volontés, mais de la situation particulière de chaque ferme, notamment de la présence ou non d'enfants en âge de travailler et qui peuvent ainsi aider l'exploitant dans sa tâche. Ainsi, si certaines femmes demeurent des « esclaves » c'est parce qu'elles n'ont pas le choix : « il faut payer son loyer et que son homme travaille autant. » (1962) Dans les années 1970, les idées de libération de la femme³²⁵ choquent la plupart des fermières qui rappellent que les hommes et les femmes sont très différents. Et, plutôt que de revendiquer l'égalité homme-femme, celles-ci réclament d'abord une égalité entre les femmes elles-mêmes³²⁶. (1973) Toutefois, dès 1961 déjà, certaines critiquent les partis-pris qui considèrent que la traite est un travail de femme et la récolte de betteraves un travail d'hommes par exemple. Et en 1976, une lectrice dénonce la nécessité, comme pour les femmes dans les villes, de disposer de crèches qui l'aiderait bien en tant que travailleuse. (1976)

Il faut attendre la fin des années 1980 pour entendre parler de femmes chefs d'exploitation³²⁷, mais déjà avant on souligne les difficultés pour les femmes de survivre à leur mari³²⁸, et un témoignage parle du courage d'une veuve qui continue à exploiter l'héritage de son époux décédé à l'aide de ses deux fils. (1957)

Justement en ce qui concerne le travail à la ferme, la main-d'œuvre des années d'après-guerre est avant tout familiale. Il s'agit nous l'avons vu de l'épouse, mais également des enfants. Il faut dire qu'une main-d'œuvre extérieure coûte cher (1949) et certains considèrent qu'« il faut le travail normal d'au moins deux membres de la famille pour assurer le salaire d'un simple manœuvre. » (1952) L'importance de la main-d'œuvre (1958) perdure, car il assure d'une certaine

³²³ « Mais ne serait-il pas souhaitable de voir les jeunes filles de nos fermes s'intéresser d'avantage aux questions économiques et sociales de nos exploitations et laisser aux jeunes gens le soin de pousser leurs connaissances pratiques ? » (1959) « Je me permet de rappeler que bon nombre de cours ménagers agricoles sont à la disposition des jeunes filles qui veulent parfaire leurs connaissances (...) Il serait peut-être plus heureux de faire des concours de traite manuelle que de voir des jeunes filles sur des tracteurs. » (1960)

³²⁴ En 1961 une jeune fermière qui demande à ce qu'on laisse la fermière faire ses tâches ménagères plutôt que de devoir suivre son homme aux champs.

³²⁵ Notamment nombreuses réactions de femmes après la publication dans le *Sillon Belge* d'un article consacré aux idées de Simone de Beauvoir.

³²⁶ Notamment vis-à-vis des allocations familiales et des différences de statut entre les femmes d'indépendants et de salariés.

³²⁷ Témoignage d'un homme qui travaille comme ouvrier dans une exploitation que sa femme dirige. (1989)

³²⁸ « Les femmes qui ont peiné toute leur vie et qui à la fin n'ont pas épargné et doivent compter sur les quelques bêtes et le tracteur de leur mari, ce qui ne les mets pas du tout à l'abri du besoin. » (1962)

manière la rentabilité de l'exploitation³²⁹, mais devient invivable, car elle se fait au détriment des membres aidants de la famille³³⁰ et ne va pas sans problèmes³³¹. En 1995, le travail est devenu principalement solitaire et certains idéalisent cette période³³².

Pénibilité du travail

En ce concerne la pénibilité du travail, la mécanisation est mise en avant comme outil pour améliorer les conditions de travail. Non seulement les machines facilitent le travail³³³, mais elles représentent également un gain de temps important³³⁴. Toutefois, il s'agit d'un luxe qui reste hors de portée pour de nombreux exploitants. Et c'est pourquoi la mécanisation ne peut en rien être tenue comme responsable de la baisse de la main-d'œuvre, réelle évolution du secteur dans les années 1950. En effet, les agriculteurs rappellent à ce sujet que c'est parce que « l'agriculture manque de bras et la situation est devenue telle qu'elle a conduit les exploitants à mécaniser la plupart des travaux à la ferme » (1952). Mais pourquoi une telle disparition du salariat agricole ? Dans les années 1930, le salariat agricole est encore important. Largement flexible, on peut ainsi engager plus ou moins en fonction des récoltes et des conditions météorologiques (1932). Ainsi, les ouvriers agricoles sont engagés en très grand nombre au moment des moissons (1939). Toutefois, avec le développement du salariat industriel, un exploitant ne peut pas assurer à ses ouvriers les mêmes conditions et le même salaire qu'un ouvrier d'industrie et donc les ouvriers préfèrent partir vers le secteur industriel. (1940) La main-d'œuvre devient donc plus difficile à trouver et on critique ceux qui « abandonnent les campagnes pour se calfeutrer dans les usines » (1940).

Le développement de la sécurité sociale et l'imposition d'un minimum salarial rendent encore plus difficile l'engagement de main-d'œuvre après la Seconde Guerre Mondiale. Ainsi, les agriculteurs se plaignent de devoir respecter les heures de travail comme à l'usine ou au chantier (1956) ainsi que de devoir payer des salaires et des charges sociales importants³³⁵. Certains soulignent ainsi que « les

³²⁹ « Le travail de la famille n'est pas tenu en compte dans la comptabilité d'une entreprise agricole, sinon on serait encore plus en perte. » (1933)

³³⁰ « Si l'exploitation agricole a vécu car, si les exploitants agricoles devaient payer aux membres aidants de leur famille un demi-salaire, il n'en resterait pas un seul. » (1954)

³³¹ Nous avons vu que le besoin de la main-d'œuvre familiale empêchait certains jeunes de se former. Il y a également le problème de la mobilisation militaire au moment des moissons (1952).

³³² « A l'époque toute la famille donnait un coup de main pendant la récolte et on s'amusait bien. »

³³³ « Cet avantage précieux de réduire les efforts de l'homme et de lui assurer ainsi plus de bien-être. » (1959)

³³⁴ « Il n'est nullement douteux que le tracteur est d'une utilisation très agréable et représente un gain de temps appréciable. » (1962)

³³⁵ Ils critiquent les hauts salaires et les hautes charges sociales des ouvriers agricoles en Belgique, qui « jouent le plus aux mécontents ». (1959)

fermiers qui peuvent se permettre d'accorder à leurs personnels les mêmes avantages qu'accordent à leurs ouvriers les industriels trouvent facilement la main-d'œuvre qui leur est nécessaire » et qu'il existe donc une fois de plus une injustice entre les grands et les petits exploitants puisque seuls les premiers possèdent les ressources nécessaires pour payer de la main-d'œuvre alors que les autres peinent à en trouver, notamment au moment des moissons³³⁶. De plus, avec le mouvement de la mécanisation, la main-d'œuvre se spécialise et coûte de plus en plus cher³³⁷. Dans ce contexte, on dénonce la protection du salariat alors que l'exploitant lui n'a que des devoirs et très peu de droits³³⁸. C'est dans ce contexte qu'il faut comprendre la forte critique du chômage. En effet, les exploitants agricoles n'arrivent plus à trouver la main-d'œuvre suffisante pour le travail à fournir. Le regard négatif que l'agriculteur pose sur le chômeur va perdurer au-delà, leur « fainéantise »³³⁹ étant régulièrement mise en avant.

Les agriculteurs et le développement de la Sécurité Sociale

Nous l'avons compris, les agriculteurs voient d'un très mauvais œil le développement de la sécurité sociale (chômage, charges sociales, allocations familiales), mais qu'en est-il de leur position par rapport aux pensions ?

La première réaction des agriculteurs est de critiquer le système des pensions. En effet, il s'agit une fois de plus d'une obligation contraignante non choisie librement. S'ils en comprennent l'intérêt, ils insistent toutefois sur la nécessité de laisser la liberté aux exploitants de cotiser ou non³⁴⁰ et refusent qu'on s'imisce dans leurs affaires privées³⁴¹. Sur ce point, ils insistent sur la mentalité du paysan organisé qui a lui-même souvent laissé quelques sous³⁴² de côté à destination de ses vieux jours³⁴³ et s'enorgueillissent, car, contrairement aux autres classes de la société

³³⁶ Certains n'hésitent pas à s'adresser directement aux bureaux de chômage pour combler ce manque. (1955)

³³⁷ « La main-d'œuvre doit être remplacée, vu la mécanisation actuelle, par une main-d'œuvre spécialisée. » (1951)

³³⁸ « Les employés qu'il emploient doivent avoir leur minimum vital ! Mais l'agriculteur, combien a-t-il de l'heure au prix où sont les denrées au regard des prix de sa main-d'œuvre, de ses engrais, de ses machines, allocations, lois sociales, assurances, contributions, locations ? » (1951)

« Quand nous lisons les conditions d'un contrat de travail, nous constatons que toujours on y énumère les droits du salarié et jamais les droits du patron payant. » (1956)

³³⁹ « Le travailleur est très bien exploité et le fainéant est très bien rémunéré. » (1976)

³⁴⁰ Réticences de certains face à la proposition de pensions car la pension est vue comme un nouvel impôt déguisé. (1954) On ne devrait obliger personne à cotiser, notamment car il s'agit avant tout d'une charge qui pèse sur le cultivateur. (1952)

³⁴¹ Ayant déjà mis de côté : « je ne payerais pas, je préfère la prison à l'esclavage. » (1956)

³⁴² : « Si nous n'aurons jamais besoin des pensions c'est grâce à l'esprit de travail et de sacrifice de nos parents. » (1960)

³⁴³ « Il ne faut pas perdre de vue que le mode de vie et la mentalité du paysan diffèrent totalement de celui des ouvriers : le paysan possède le sens de l'épargne à un point tel qu'il parvient souvent à s'acheter un lopin de terre et ainsi se constitue lui-même une rente pour ses vieux jours ». (1954)

ne « doivent pas avoir recours à l'assistance publique » (1956). Mais peu à peu la résistance au système des pensions va s'amoinrir et dans les années 1960 on reconnaît qu'il ne s'agit pas d'assistance, mais d'une « rente due par la société tout entière à ses membres arrivés à un âge avancé après une longue vie de travail. La pension a été payée par toute une vie de travail et dont toute la société a profité et par les impôts de toute nature perçus par l'Etat qui intervient dans une large part dans le paiement des pensions. » (1965) Toutefois, c'est désormais le montant des pensions qui fâchent³⁴⁴. Et les conséquences sont fâcheuses pour l'avenir du secteur, car, en attendant que les vieux partent à la retraite, les jeunes végètent. (1951) D'une part on s'insurge qu'on empêche les pensionnés de travailler pour gagner un pécule supplémentaire (1952) et d'autre part on considère que c'est surtout le montant de cette pension qui est problématique puisque les pensionnés devraient pouvoir se passer de ce revenu supplémentaire (1960). Au final, ce que les agriculteurs réclament, c'est un salaire qui leur permette de vivre comme toutes les autres catégories sociales (1961) et ce malgré un revenu cadastral important qui les empêche souvent d'avoir droit à une pensions suffisante, alors même qu'ils aimeraient transmettre leurs terres en héritage à leurs enfants. (1963)

³⁴⁴ « En ayant cotisé toute sa vie, on ne gagne presque rien maintenant, la fable de la cigale et la fourmi ne fonctionne plus car j'ai travaillé pour des plus fainéants. » (1959)

3. PLACE DE L'AGRICULTURE ET SOCIÉTÉ

Dans cette troisième et dernière partie, nous tenterons de relever les représentations qui animent les agriculteurs lorsqu'ils se représentent leurs liens avec le reste de la société. Comme nous l'avons vu auparavant, l'agriculture est un secteur économique particulier, mais il n'évolue pas en vase clos, il est influencé par et il influence d'autres secteurs de la société. Quelles sont les représentations qui sous-tendent les liens entre l'agriculture et l'industrie, les milieux financiers ou encore les politiques ?

Les produits de l'agriculture

Premièrement, posons-nous la question de la relation que l'agriculture entretient avec des secteurs qui lui sont directement liés : ceux de l'industrie et du commerce. Ainsi, quel est le positionnement des acteurs vis-à-vis de l'industrie agro-alimentaire et des marchés, notamment étrangers ? Comment voient-ils l'avènement de la société de consommation et le changement de la part consacrée à l'alimentation dans le panier de la ménagère et comment pensent-ils s'y adapter ?

Agriculture et para-agricole

Les relations entre l'agriculture et l'industrie évoluent au cours du temps. Après la Seconde Guerre Mondiale, les agriculteurs considèrent leurs intérêts et ceux de l'industrie comme contradictoires³⁴⁵. En effet, comme nous l'avons vu celle-ci est en partie responsable de la perte de la main-d'œuvre agricole. Mais surtout, les agriculteurs considèrent qu'ils sont négligés quand les ouvriers bénéficient eux d'une attention privilégiée de la part des autorités belges (1948). Plus encore, ils pointent la nécessité « de toute urgence rétablir l'équilibre entre les différents secteurs de notre économie » (1951), car « l'agriculture belge n'a pas dans l'économie et hélas dans la politique, sa représentation proportionnelle. » (1953) On reproche au gouvernement de discuter de l'avenir de l'agriculture sans consulter les principaux intéressés³⁴⁶. Ainsi, les agriculteurs rappellent le rôle du secteur agricole³⁴⁷ qui « mérite mieux que

³⁴⁵ Critique de l'inertie des populations agricoles alors que les « industriels triomphent » (1958)

³⁴⁶ « Le paysan œuvre sans répit et n'est guère au courant des marchandages dont le fruit de son travail est l'objet. » (1953)

³⁴⁷ « L'agriculture alimente de nombreuses autres industries agricoles : sucreries, meuneries, brasseries, laiteries... et elle est aussi à la base d'un commerce important à l'intérieur du pays... Ce sont là des services qui l'autorisent à revendiquer sa place dans l'économie nationale, non pas derrière mais à côté de l'industrie manufacturière. » (1955)

d'être asservi à des fins industrielles et politiques » (1954) surtout lorsque cela découle de décisions prises par des dirigeants politiques³⁴⁸.

Une crise qui montre bien les intérêts divergents qui peuvent exister entre les agriculteurs et les industriels est l'épisode de la lutte entre le beurre et la margarine qui fait rage dans les années 1950. Cet épisode de conflit durera quelques années et fera couler beaucoup d'encre, les agriculteurs dénonçant la mauvaise réclame faite par les industriels au beurre³⁴⁹, le rôle négatif de la presse et de la publicité³⁵⁰ et l'inertie des pouvoirs publics³⁵¹.

Toutefois, très vite la complémentarité qui se développe entre les activités agricoles et les activités industrielles se précise. D'une part, l'industrie fournit des intrants à l'agriculture : engrais chimiques, machines, etc.³⁵² Et d'autre part elle assure également une partie de ses débouchés par la transformation de ses produits. Ainsi, dès 1968, les acteurs précisent qu'ils doivent reconnaître que « l'agriculture a besoin d'industries connexes pour valoriser ses produits ». Toutefois, s'ils reconnaissent que l'agriculture se doit de travailler en collaboration avec l'industrie, ils n'en critiquent pas moins l'organisation et les principes³⁵³. Ainsi, certains soulignent le ridicule du système tout entier³⁵⁴ et en général, ils sont assez critiques vis-à-vis des grands groupes³⁵⁵ de l'industrie agro-alimentaire (Unilever, 1959) dont ils dénoncent particulièrement les lobbys et l'emprise de ceux-ci, qui à coup de publicité³⁵⁶, soumettent les politiques (1960). Déjà en 1961, ils se plaignent d'être « à la merci de toutes les initiatives de la chimie alimentaire » et se demandent : « les hommes sont-ils exposés à plus de périls alimentaires que les bêtes ? Le pire est que ces périls soient suscités par d'autres hommes et cela pour gagner de l'argent. »

Les agriculteurs éprouvent également des sentiments contradictoires vis-à-vis des nombreux intermédiaires qui transforment et distribuent leurs produits. Ainsi, ils

³⁴⁸ « Considérant que la situation critique de l'agriculture ne découle pas des faits naturels de l'offre et de la demande mais est la conséquence d'une série de dispositions gouvernementales appliquées avec rigueur seulement à l'agriculture, ce qui a pour résultat l'asservissement de l'économie agricole à des fins industrielles et financières. » (1953)

³⁴⁹ Présenté comme plus gras et donc plus mauvais pour la santé que la margarine.

³⁵⁰ Certains préconisent de faire la même chose et d'utiliser la publicité pour « combattre » la margarine : « Parlez du beurre, faites de la publicité ! » (1956)

³⁵¹ Ou l'inadéquation de ses mesures, telles que l'augmentation en 1962 du prix du beurre : « Car du coup on achètera plus de margarine... C'est juste histoire de faire taire les fermiers un peu. »

³⁵² De nombreux fermiers soulignent la nécessité d'utiliser au maximum les produits issus de sa ferme, afin d'éviter les coûts et parce qu'on en connaît la composition. (1959) Et d'autres insistent sur la nécessité que l'agriculture, si elle récupère certains éléments des industries, n'en deviennent pas le dépotoir. (1961)

³⁵³ « Je suis loin de dire que l'agriculture n'a pas besoin d'industries connexes pour valoriser ses produits. Mais encore faut-il que cette industrie soit basée sur des principes sains. » (1968)

³⁵⁴ « On prend le lait écrémé, on le transforme en poudre qu'on revend au fermier après avoir ajouté le coût de la transformation, de la main-d'œuvre, etc. » (1965)

³⁵⁵ Ils pointent les exigences des grosses industries qui sont assez puissantes pour imposer leurs conditions aux producteurs. (1965)

³⁵⁶ « L'industrie a cette faculté de s'agrandir en créant éventuellement des besoins artificiels ou en fabricant des machines qui n'ont nul besoin d'être remplacées. »

reconnaissent que les agriculteurs ne peuvent s'en passer, car ils « ont autre chose à faire que d'aller faire du porte-à-porte pour vendre leurs produits. » (1947) mais les marges bénéficiaires de ceux-ci³⁵⁷ sont fortement critiquées au cours des années, particulièrement à cause de l'écart qui ne cesse de se creuser entre les prix agricoles et les prix de vente au consommateur³⁵⁸. Aucun métier n'est épargné : bouchers-charcutiers (1947, 1995) et généralement industrie de la viande (1950), boulangers (1955), meuniers (1955), sucreries (1947), laiteries (1956), commerçants (1954), négociants, etc. La déception des agriculteurs à l'égard de ces intermédiaires est d'autant plus grande qu'il s'agit d'industries « proches »³⁵⁹. Ils pointent dès 1955 l'emprise de plus en plus importante de ces intermédiaires sur le monde agricole. Et en 1989 ils reconnaissent ainsi qu'ils en sont devenus complètement dépendants³⁶⁰. Ils considèrent également que les « bons » métiers sont ceux des intermédiaires de l'agriculture (1965) puisqu'ils permettent à ceux qui les pratiquent de gagner plus d'argent que les producteurs eux-mêmes (1959). Si certains dénoncent les intermédiaires et les transformateurs « se faisant du beurre sur le dos des producteurs » (1961), d'autres reconnaissent que on « le veuille ou non, le commerce c'est gagner le plus d'argent possible aux dépens des deux autres partenaires » (1961). Or, comme l'agriculture ne peut se passer de ses trop nombreux intermédiaires, y a-t-il une solution ? (1959) Toutefois, afin de limiter au maximum les pertes, les agriculteurs sont nombreux à appeler leurs confrères à transformer eux-mêmes leur production³⁶¹, de « redevenir transformateurs » (1964).

La question des débouchés

La relation des agriculteurs avec les consommateurs évolue également au cours du siècle. Si une fois de plus, les agriculteurs dénoncent la différence de traitement qui les oppose au reste de la société³⁶², ils doivent pourtant s'adapter aux consommateurs qui, outre les industries, restent leur principal débouché. Si certains restent critiques vis-à-vis des choix de ceux-ci³⁶³ et de l'évolution de la société³⁶⁴, ils

³⁵⁷ « Quant à l'agriculture, aucune famille royale ne s'est jamais penchée sur son misérable sort. Depuis des siècles nous sommes taillables et corvéables à merci, nous devons produire les produits alimentaires pour nourrir la nation à très bas prix parce que les intermédiaires eux, doivent avoir une vie aisée. » (1960)

³⁵⁸ Critique de la différence disproportionnée entre le prix payé au producteur et le prix payé par le consommateur. (1953)

³⁵⁹ « Combien est décevant le comportement des industries qui vivent de l'agriculture. » (1954) ; « Comme quoi l'industrie agricole ne sert pas les intérêts de l'agriculture à proprement parler. » (1965) ; « Si le para-agricole se solidarisait... » (1992)

³⁶⁰ Ici on prend l'exemple d'une sucrerie qui va fermer, entraînant probablement de ce fait un désintéressement des agriculteurs de la région pour la culture de betteraves. (1990)

³⁶¹ « J'estime que nous devons le plus possible « finir » nos produits afin de bénéficier d'une partie des profits que s'adjugent les intermédiaires parfois sans vergogne. » (1932)

³⁶² « Les règles pas les mêmes, on chouchoute les consommateurs en cherchant à baisser les prix. » (1947)

³⁶³ « Il est temps que le consommateur se ressaisisse et qu'il n'accepte plus d'avaler n'importe quoi. » (1995)

sont tout de même résignés « à ce qu'on sacrifie tout à un seul objectif : la vie bon marché » (1951), tout en regrettant que seuls les prix agricoles soient montrés du doigt alors que ce sont les produits industriels dont le prix augmente le plus (1949).

Si dans l'immédiat après-guerre, les préoccupations agricoles concernent la production en quantité suffisante, dès les années 1950 les rendements sont suffisant pour fournir la population belge et la part de budget relative des ménages destinée à l'alimentation ne fait que diminuer au fil des ans³⁶⁵. En parallèle, se développent d'autres exigences et les habitudes en termes d'alimentation changent, impactant dès lors le travail de l'agriculteur lui-même³⁶⁶.

Si les agriculteurs sont alors prêts à « satisfaire le consommateur exigeant » (1954) en termes de qualité³⁶⁷, ils dénoncent toutefois le problème du développement des standards de vente (forme, couleur, beauté...) ³⁶⁸ imposés par la grande distribution. Ils rappellent également que les agriculteurs sont non seulement des producteurs, mais ils représentent également une masse importante de consommateurs et qu'il devrait donc également être soutenu (1950), car la baisse du pouvoir d'achat agricole serait un suicide, car s'il travaille pour lui-même, l'agriculture « reverse également une bonne partie du fruit de son labeur dans l'économie de la société en général » (1949).

La question des débouchés devient également problématique, car « il est relativement facile de produire, mais il est beaucoup plus difficile de vendre ce que l'on a produit » (1957). En effet, « paradoxalement, l'abondance deviendrait une catastrophe » (1964), car « ou bien nous ne produisons pas assez et c'est la réquisition, ou bien nous produisons trop et nous nous laissons écraser par les prix » (1958). Devant ces crises de surproduction, les agriculteurs cherchent des solutions.

Certains préconisent de développer les réseaux de distribution³⁶⁹, diversifier les utilisations industrielles de certains produits³⁷⁰, s'associer pour la vente et

³⁶⁴ « On verra qu'un pays qui engloutit l'alcool et les voitures de luxe ne sait plus payer le froment qui est le pivot de toute la production agricole. » (1949)

³⁶⁵ « Nul n'ignore l'évolution des habitudes alimentaires de notre pays. Quand l'on regorge de tout, l'appétit diminue. » (1991).

« Je crois que l'agriculteur est le mal aimé de la société de consommation. » (1993)

³⁶⁶ Par exemple, la consommation de pain chute drastiquement, certains céréaliers doivent donc trouver de nouveaux débouchés.

³⁶⁷ Pointant l'importance de la qualité des productions, notamment dans le cadre de la concurrence du marché commun. (1959) Tout en se plaignant que celle-ci n'est pas payée. (1962)

³⁶⁸ « Il est insensé de prétendre imposer la vente du seul beau fruit, parce qu'il est impossible de ne produire que du beau fruit ». (1953)

³⁶⁹ Certains considèrent que s'ils étaient mieux organisés, les agriculteurs seraient en état d'écouler la marchandise dite en surproduction (1958), particulièrement dans la province du Luxembourg où les agriculteurs se plaignent de ne pas disposer de routes d'accès assez larges pour distribuer leurs bons produits (1959) : « Mais croyez-moi, beaucoup de consommateurs donneraient leur préférence aux produits fermiers s'ils en trouvaient dans leur voisinage. » (1959)

³⁷⁰ Par exemple la fabrication de jus ou de confiture avec les fruits considéré comme « de second choix » (1953).

augmenter la publicité (1960) pour valoriser les produits naturels et notamment le lait (1958). A ce sujet, les agriculteurs critiquent fortement les industriels (1957) qui « tiennent le sort de milliers de producteurs entre leurs mains crochues grâce ça à une publicité tapageuse auprès des consommateurs. » (1958) et réussissent à les tromper par la publicité (1959) en leur vendant des produits dont ils vantent l'origine naturelle. Certains proposent dès lors, de faire de même³⁷¹ et d'autres précisent que la promotion de ses produits fait également partie du travail de l'agriculteur (1990). Ainsi, une série d'agriculteurs semble s'être résignée à devoir produire dans le cadre d'une économie de marché.

D'autres au contraire insistent sur la nécessité soutenir les prix et de protéger les productions agricoles, surtout vis-à-vis de la concurrence étrangère.

Il faut dire que dès 1947, certains agriculteurs évoquent l'importance des prix des marchés sur la pratique de leur activité et donc la nécessité pour eux d'en être informés³⁷². Ces prix ont un impact direct sur la rentabilité d'une exploitation (1949). Or, ils s'avèrent extrêmement volatiles³⁷³ en raison des capacités de production décuplées par la hausse des rendements agricoles et l'ouverture des frontières aux produits des pays voisins. Avec la généralisation de la monoculture³⁷⁴, un agriculteur ne peut que très difficilement planifier sa production en fonction de ce qu'il compte en tirer comme bénéfices³⁷⁵. Dès 1955 certains dénoncent également l'idée théorique selon laquelle l'augmentation de la production et la baisse de prix de revient permettront aux agriculteurs d'augmenter leurs bénéfices puisque cette augmentation de la production entraînera de fait une baisse des prix. Puisque les agriculteurs ne peuvent pas jouer sur les prix, contrairement aux autres professions (1957), certains n'hésitent pas à déclarer « l'agriculture victime du capitalisme » (1953).

Face au problème de la surabondance de produits agricoles sur les marchés et donc de l'impact sur les prix pratiqués, le regard que les agriculteurs portent sur l'étranger évolue également. Si dans les années 1930, les regards se font curieux, notamment vers la Hollande³⁷⁶, les agriculteurs ne vont pas tarder à critiquer la politique étrangère belge qui permet l'importation de produits étrangers en Belgique alors que le marché est déjà saturé³⁷⁷. Mais une fois de plus, leur position est

³⁷¹ « Pourquoi ne serions-nous pas capables nous aussi de « diriger le goût des consommateurs vers les produits que nous vendons » ? » (1959)

³⁷² Ils soulignent à ce sujet l'intérêt du *Sillon Belge* qui publie ces chiffres pour ceux qui n'ont pas la possibilité de se déplacer jusqu'à la Bourse eux-mêmes.

³⁷³ « Rien n'est aussi changeant qu'une appréciation sur nos cultures. » (1951)

³⁷⁴ « Une cause essentielle (du mal) réside dans la monoculture qui livre l'exploitant à toutes les fluctuations d'un marché restreint. » (1952)

³⁷⁵ En 1951, des agriculteurs se plaignent d'avoir investi dans le porc parce qu'on leur avait dit qu'il y en avait trop peu alors que l'année d'après, leur quantité trop importante a fait baissé les prix.

³⁷⁶ Ils cherchent à apprendre de leurs voisins (1934).

³⁷⁷ Critique de la « stupidité des règles commerciales » (1947 de la Belgique qui se plie aux exigences de la Hollande (1951), vis-à-vis de l'importation de céréales (1952), des porcs (1952)

ambivalente puisque d'autre part ils pointent l'importance du marché international (1946), la nécessité de s'adapter à celui-ci³⁷⁸ et également le débouché important qu'il peut constituer³⁷⁹. Et s'ils critiquent les politiques commerciales de leurs voisins, ils n'hésitent pas à proposer de faire de même³⁸⁰. Notons également que si le point de vue des agriculteurs sur le marché extérieur se contente généralement d'une approche strictement économique, un agriculteur critique le commerce réalisé avec des personnes « qui n'ont pas les mêmes valeurs morales : slaves, argentins et congolais » (1951).

Critique du Marché Commun

Les agriculteurs posent un regard très critique sur l'organisation du marché commun. Le sentiment nationaliste est encore très fort³⁸¹ et les agriculteurs se considèrent comme « les jouets de la politique » (1955) sacrifiés à l'avantage des agriculteurs des pays partenaires³⁸². D'autres dénoncent que les règles de libre-circulation ne s'appliquent pas sur tous les points aux personnes³⁸³, travail³⁸⁴ et à la qualité des produits³⁸⁵, mais surtout c'est une fois de plus la différence de traitement entre les produits agricoles et les produits industriels qui révolte³⁸⁶. Depuis l'avènement de la PAC, la position des agriculteurs n'a que peu varié³⁸⁷ et leur colère s'est également focalisée sur les « bureaucrates de Bruxelles » (1960) si bien qu'en 1993 l'un d'entre eux décrète que « 85% des agriculteurs européens sont opposés à la PAC ». Toutefois, cet avis est à nuancer, car déjà en 1959 certains voyaient dans la PAC une possibilité de développement pour l'agriculture³⁸⁸.

mais également de la France, deux pays pratiquant une concurrence déloyale à l'aide de subsides. (1958)

³⁷⁸ Même s'il s'agit de demandes stupides, un agriculteur pointe ici la préférence du marché extérieur pour l'une ou l'autre couleur de robe de vache. (1938)

³⁷⁹ « Les a-t-on déjà assez prospectés ? » (1952)

³⁸⁰ Par exemple certains se montrent pour la fermeture des frontières à certains produits et pas à d'autres. (1947)

³⁸¹ Le Benelux est une farce, il faut sauver la Belgique avant tout » (1953)

³⁸² Notamment vis-à-vis du Luxembourg dont les cultivateurs sont bien mieux protégés par le dumping et des Pays-Bas dont l'agriculture produit en excédents importants.

³⁸³ « A la libre circulation des marchandises devra correspondre celle des personnes, des traitements et salaires. » (1958)

³⁸⁴ « A travail égal, salaire égal dans l'ensemble du monde » (1955)

³⁸⁵ Pointe l'importance des normes sanitaires unifiées pour le secteur de l'élevage belge qui s'est complètement ouvert à l'Europe. (1994)

³⁸⁶ Ils se disent par exemple d'accord pour la suppression du droit de douane sur les porcs mais réclament alors que celui-ci soit supprimé pour les machines et fourrages également ; sinon il s'agirait d'un non-sens. (1951)

³⁸⁷ « Benelux = une belle supercherie » (1958), « Benelux ou Benelucre » (1965)

³⁸⁸ « Je préfère voir un avenir meilleur dans le marché commun. »

Moyens financiers

Deuxièmement posons-nous la question du rapport à l'argent en général et plus particulièrement à l'investissement. En effet, en l'espace de quelques générations, la position des agriculteurs vis-à-vis du crédit ou de la spéculation a fortement évolué. Comment voient-ils leur exploitation : comme un patrimoine à préserver et à faire fructifier ? Qu'espèrent-ils transmettre à leurs enfants ?

Le rapport à l'argent

Nous l'avions souligné, l'une des principales revendications de l'agriculteur est de pouvoir vivre dignement grâce aux fruits de son travail³⁸⁹ ainsi, l'argent est avant tout assimilé au travail³⁹⁰ et il ne représente pas un but en soi³⁹¹. Dans cette optique, l'un des principaux problèmes auxquels sont confrontés les agriculteurs est la question de la rentabilité d'une exploitation. Or, le regard porté sur cette rentabilité et sur la juste rémunération pour le travail accompli évolue au fil des décennies. Si dans les années 1930, la rentabilité d'une exploitation revenait à fournir suffisamment pour que les membres de la famille puissent satisfaire des besoins de base : se nourrir, se vêtir et se loger ; le développement de la société de consommation et de la société moderne bouleverse cette position. En effet, il faut à présent dégager suffisamment d'argent pour payer les biens et des services extérieurs de plus en plus nombreux, mais nécessaires³⁹², et ceci sans parler de l'accès aux loisirs.

Les agriculteurs s'accordent très vite sur l'indispensabilité de tenir une comptabilité (1933). Si certains se plaignent que cette tâche supplémentaire est pénible, surtout pour les petites exploitations qui n'ont pas les moyens de se payer des experts-comptables (1947)³⁹³ ou encore refusent l'imposition de celle-ci par l'Etat³⁹⁴, ils reconnaissent dans l'ensemble qu'elle est nécessaire au maintien de la rentabilité de l'exploitation (1953), car qu'elle permet notamment de pointer les

³⁸⁹ « Ce qu'on demande, c'est la rémunération de notre travail, de notre capital investi. » (1954)

« Comme tout un chacun nous avons droit à la dignité et au respect du travail effectué. » (1990)

³⁹⁰ « Une vie d'incessant labeur m'a appris la valeur de l'argent. Pour nous agriculteurs, l'argent c'est de la sueur accumulée. » (1932)

« Le travail est à la base de toutes les richesses du monde mais ce sont les autres qui amassent les milliards. » (1994)

³⁹¹ « Quand j'étais homme actif, je m'efforçais de bien gagner ma vie mais l'argent n'était pas mon but unique. » (1968)

³⁹² Salaire, intrants, électricité, matériel, etc.

³⁹³ Un autre lecteur lui recommande de se tourner vers un syndicat en comptabilité qui, tout en ne cherchant pas le profit, vérifiera ses baux, ses impôts et même ses allocations familiales, « toute la paperasse que les agriculteurs n'ont pas le temps de vérifier ». (1947)

³⁹⁴ « La question du prix de revient, des frais généraux, des pertes professionnelles établies, du manque à gagner en agriculture peuvent s'établir sans qu'il soit besoin d'étatiser le contrôle comptable en agriculture, contrôle comptable qui se retourne fatalement contre le cultivateur et à l'avantage du fisc. » (1947)

motifs qui la rendent déficitaire (1954) ainsi que de voir quelles solutions peuvent exister.³⁹⁵

Investissement et crédit

En tenant leur comptes, les agriculteurs constatent qu'il ne reste qu'« une somme insignifiante » pour investir dans la modernisation du matériel et l'entretien de celui-ci (1958). Or, s'ils ne lui accordent que peu de valeur intrinsèque, l'argent leur est tout de même nécessaire³⁹⁶, que ce soit en termes d'installation³⁹⁷, d'entretien³⁹⁸ ou d'investissement³⁹⁹.

C'est ainsi que dans les années 1950 le recours au crédit se répand. Ce n'est pas sans réticences. Certains s'interdisent absolument tout endettement⁴⁰⁰ et appellent leurs confrères à faire de même⁴⁰¹, car ils détestent « devoir de l'argent à leurs fournisseurs et surtout aux Banques » (1951).

Toutefois, la majorité s'est intégrée au système⁴⁰², car « aucun cultivateur ne peut assurer la pleine productivité de sa terre ni mettre en valeur avec fruit les récoltes qu'il fait sans disposer des capitaux nécessaires pour faire les avances qu'imposent ces buts. Pour gagner de l'argent en culture, comme dans toutes les entreprises privées, il faut d'abord pouvoir en dépenser. » (1952) Certains trouvent même que le système du crédit n'est pas assez soutenu en Belgique. Ils pointent ainsi le crédit agricole qui n'est pas encore suffisamment assuré pour que tous les agriculteurs puissent se moderniser (1947) et suivre les objectifs des services publics⁴⁰³ et que la création de monnaie sous forme de crédit permettrait de relancer l'économie (1959). Ils dénoncent également les restrictions du crédit (1964).

³⁹⁵ Exemple d'un fermier en 1956 qui contrôle ses rendements réels en lait, travail fastidieux au début mais auquel on prend vite habitude.

³⁹⁶ « Il est bien connu que la terre ne peut être mise en état de pleine productivité si l'exploitant ne dispose pas des capitaux nécessaires. » (1947)

³⁹⁷ « Chez nous pour s'installer décemment un fermier doit déjà posséder un capital important. Ne le possédant presque jamais, il doit avancer lentement, péniblement. » (1949)

³⁹⁸ « Si le cultivateur n'a pas d'argent, il n'achètera pas d'engrais, ne remplacera pas une machine usée, négligera l'alimentation rationnelle de son bétail, bref s'en tiendra au minimum. » (1949)

³⁹⁹ « J'ai accepté d'investir dans l'agriculture et je suis d'accord de continuer à investir pour assurer l'avenir. Je crois que ce principe ne souffre pas beaucoup de contestations chez mes confrères de la profession. » (1990)

⁴⁰⁰ Et pour ça compressent les dépenses jusqu'à s'interdire tout divertissement. (1951)

⁴⁰¹ « Il faut de toute évidence réagir si l'on veut continuer son métier et vivre dans une relative tranquillité ; le cultivateur doit se priver plutôt que d'écouter la voix des sirènes qui viennent lui proposer des solutions de facilité dans le genre de celle qui est examinée ici. » (1955)

⁴⁰² « Imagine-t-on que l'on puisse se passer d'emprunter à l'heure actuelle ? Le crédit est un mal nécessaire de notre temps. C'est un levain pour les affaires, l'important est de ne pas en abuser. Mais sans le crédit, la plupart des jeunes quitteraient la terre car ils y seraient contraints à la médiocrité. » (1958)

⁴⁰³ « L'agriculture à notre niveau, c'est-à-dire l'application de techniques nouvelles, souffre d'un manque quasi total de corrélation entre les secteurs techniques et financiers. A une aide

Cela ne signifie pas que la majorité des agriculteurs ne soit pas critique vis-à-vis des modalités de fonctionnement du crédit. Ainsi, ils sont nombreux à dénoncer la difficulté de trouver du crédit⁴⁰⁴ ainsi que les taux pratiqués⁴⁰⁵, singulièrement vis-à-vis des agriculteurs⁴⁰⁶. Mais c'est surtout l'inconséquence de certains de leurs voisins⁴⁰⁷ qui se « jettent au contraire dans les bras de la finance »⁴⁰⁸ que les agriculteurs dénoncent. Non seulement ils se mettent en danger, mais également donnent une fausse image de succès du secteur et même découragent les autres exploitants qui se demandent ce qu'ils font mal⁴⁰⁹. Les encouragements à l'achat de matériel trop coûteux et qui endettent les exploitants sont également pointés du doigt⁴¹⁰.

Patrimoine et transmission

Si certains trouvent regrettable que l'on doive ainsi s'endetter⁴¹¹ voir endetter ses descendants⁴¹² pour avoir quelques biens à leur transmettre, pour d'autres, l'amélioration du patrimoine à transmettre, par l'agrandissement et la modernisation de l'exploitation familiale est le but ultime⁴¹³.

technique doit correspondre une aide financière. Nous ne voulons plus de subsides, pas d'aumônes. Nous n'avons que faire de vos secours parcimonieux. Mais nous réclamons des crédits plus importants et mieux répartis dans le temps. » « On ne nous fournit pas les moyens de réaliser les progrès théoriquement prévus par les services du ministère de l'agriculture. » (1960)

⁴⁰⁴ « On ne prête qu'aux riches dit-on. Alors pourquoi toute cette propagande dans nos journaux agricoles et locaux ? Sont-ce des attrape-nigauds ? » (1961)

⁴⁰⁵ Dénoncent une hausse des taux d'intérêt, « scandaleux alors que les prêts sont indispensables au ouvriers de la terre », d'autant plus que celle-ci est plus importante pour le secteur agricole (+0,5%) que pour le reste de la société (+0,25%). (1976)

⁴⁰⁶ « L'agriculteur ne trouve que difficilement du crédit et à quel taux. » (1951)

⁴⁰⁷ « Le temps est aux ventes à crédit, mais je suis persuadé qu'à part des rares cas, aucun cultivateur n'a à gagner à travailler de cette façon. Sans qu'ils s'en rendent compte, la récolte de beaucoup de cultivateurs sera dévorée à l'avance par tous les paiements à effectuer quand celle-ci sera vendable et il ne leur restera qu'à hypothéquer la récolte de l'année suivante. On appelle cela faire un trou pour en boucher un autre, ce qui conduit inévitablement à la ruine. » (1955)

⁴⁰⁸ « « Crédit crédit crédit ! Voilà le grand remède que l'on a trouvé pour venir a secours des agriculteurs mais il ne faut pas être très malin pour se rendre compte que dans la plupart des cas, le remède n'apporte aucune amélioration à la situation. » (1951)

⁴⁰⁹ Critique des fermiers qui se vantent que tout va bien alors qu'ils sont hypothéqués jusqu'au cou. (1962)

⁴¹⁰ « On se lance dans des achats sans trop réfléchir, on emprunte des sommes élevées et pour rembourser on néglige d'autres dépenses utiles. Je suis peut-être vieux jeu mais je crois qu'il faut dire la vérité. » (1956)

⁴¹¹ « Est-il admissible de contraindre des parents d'aller jusqu'à la cession pour qu'ils puissent garantir l'avenir de leurs enfants ? » (1960)

⁴¹² « Et l'avenir des jeunes Ils sont vendus comme esclaves aux banques par leurs pères, frères et voisins pour un droit au travail sous l'œil attentif du fisc. » (1987)

⁴¹³ « Mon père a fait construire une ferme que j'ai agrandie et modernisée. Après 2 générations, nous avons réussi à rassembler 4 hectares de terres autour. » (1950)

« J'ai commencé avec rien, j'ai beaucoup travaillé, je me suis sacrifié et de ce fait j'ai acheté une dizaine d'hectares. » (1963)

En ce qui concerne les héritages à transmettre, les locataires se plaignent de la non-existence d'une réglementation sur la transmission des baux à la ferme (1949). Les propriétaires eux critiquent la loi successorale héritée du Code Napoléon et qui les oblige à transmettre l'intégralité de leurs biens à leur héritier (1947). De ce fait, les exploitations sont très difficilement remembrées et tous les jeunes gens ne peuvent devenir fermiers puisqu'il n'y a pas assez de fermes. L'exode rural des jeunes gens est une véritable préoccupation des agriculteurs. Certains pointent la non-organisation de la vie rurale comme cause des départs de ces jeunes en quête de travail⁴¹⁴. Mais la majorité souligne le désintérêt croissant pour les fermes, et cela parce que la pratique de l'agriculture est devenue trop dure et pas assez bien rémunérée⁴¹⁵ et que le métier ne s'improvise pas (1947) et demande des investissements conséquent qu'un jeune ne possède pas⁴¹⁶, surtout avec l'agrandissement important de la taille des exploitations (1997). Ainsi si certains agriculteurs dénoncent cette désertion⁴¹⁷, d'autres la comprennent toutefois : « Je crois bien qu'à part un aventurier, personne ne se risquerait sur pareille entreprise, car l'intérêt du capital investi pour une exploitation telle permettrait de vivre tranquillement sans souci de la pluie ou de la sécheresse et même de la grêle et de plus pères et mères ne seront pas des esclaves obligés de peiner 12 heures par jour, sans vacances payées n avantages sociaux. » (1959)

Représentation professionnelle et politique du monde agricole

Troisièmement, le monde agricole s'est toujours montré très méfiant vis-à-vis de tout ce qui peut toucher à son indépendance. Quel est donc le regard qu'il porte sur les associations agricoles, sur le monde politique et sur toutes les actions entreprises par les ministères et les gouvernements successifs et qui lui sont destinées ? Comment évalue-t-il la politique agricole menée dans notre pays ?

« Des diplômes d'agriculture je n'en ai pas, ou plutôt ils sont inscrits sur mes mains tellement j'ai travaillé à faire fructifier le patrimoine dont je disposais. » (1995)

⁴¹⁴ « Tous les fils d'agriculteurs ne peuvent pas se faire cultivateurs. Mais pourquoi les laissés pour compte doivent-ils nécessairement aller chercher fortune en ville ? L'artisanat rural leur offre des possibilités très intéressantes. On demande partout des bons hommes de métier : ceux-ci deviennent en effet extrêmement rares. » (1949)

⁴¹⁵ « Nos fils sont dégoûtés de la vie de fermier et nos campagnes se dépeuplent. » (1947)

« Peut-être cet abandon de la terre s'explique-t-il par le fait que l'agriculteur ne tire pas de sa profession la rémunération correspondante à ses longues heures de travail quotidien. Il en résulte que l'agriculture belge perd ses intellectuels ou ne sait pas les faire naître à son profit. » (1953)

« Les jeunes détestent de plus en plus les fermes. » (1957)

⁴¹⁶ Pas plus qu'il ne possède les garanties qui lui permettrait d'emprunter. (1958)

⁴¹⁷ « D'accord la vie à la ferme n'est pas aisée mais au moins il s'agit d'une vie décente que peut désirer chaque famille belge. » (1959)

Nous l'avions déjà souligné, les agriculteurs n'hésitent pas à clamer haut et fort la nécessité d'unir la classe agricole afin de faire entendre leurs revendications, que ce soit par la création d'un grand syndicat agricole ou d'un parti agraire. Cette position vient non seulement du sentiment de solidarité et d'appartenance à la *classe agricole*, mais également des critiques très importantes qu'ils émettent vis-à-vis des organismes existants après la Seconde Guerre Mondiale.

En effet, ceux-ci sont vus comme inefficaces⁴¹⁸. On leur reproche particulièrement leur inertie⁴¹⁹ et les manquements à leur mission de transmission des « griefs du monde rural » (1947). De plus, les organisations agricoles « ont trop donné l'impression de s'occuper d'affaires mercantiles et électoralistes et pas assez de questions de comptabilité, de rendement, d'établissement de normes fiscales raisonnables » (1947) et leur représentation est désormais vue comme « plus symbolique que réelle » (1968). Plus tard, certains reconnaissent également être affiliés plus par habitude qu'à cause d'une réelle démarche (1987). Le Boerenbond est particulièrement visé. On lui reproche d'être devenu uniquement un organe financier (1965) et d'entretenir une « clientèle » pour s'enrichir (1961). De plus, l'inadéquation des mesures que le syndicat veut faire appliquer au nord comme au sud du pays⁴²⁰ est pointée du doigt⁴²¹, particulièrement en ce qu'il condamne à terme les petits propriétaires⁴²² et fait le jeu de l'agro-industrie⁴²³.

En effet, il s'agit là d'une autre critique adressée aux organisations agricoles. En plus d'être dépassées (1964), elles sont accusées de favoriser les gros cultivateurs (1955), notamment parce que les plus petits exploitants n'ont eux pas le temps d'aller aux réunions⁴²⁴ défendre leurs positions⁴²⁵. De plus, les agriculteurs regrettent la

⁴¹⁸ « De nombreux cultivateurs n'ont pas manqué de donner leur avis dans vos colonnes. Qu'ils soient pour ou contre le parti agraire, tous sont d'accord pour dénoncer l'inefficacité des organisations agricoles existantes. » (1956)

⁴¹⁹ « Le manque d'organisation de la classe paysanne, l'inertie de nos dirigeants d'associations agricoles, l'indifférence de nos parlementaires pour les questions agricoles font que nous sommes victimes d'injustices de toutes sortes, et quelques fois révoltantes. » (1949)

« Les associations agricoles passives et démodées, non évoluées. » (1955)

« A quoi servent nos associations agricoles qui ne réagissent pas devant le problème de la margarine ? C'est le moment ou jamais de défendre les bons produits naturels de vos membres puisque vous vous dites nos défenseurs, prouvez-le ! » (1959)

⁴²⁰ Le Boerenbond qui est accusé de « coloniser » la Wallonie. (1961)

⁴²¹ « Or, il faut dire que le nord et le sud du pays ont des structures très différentes et réclament des politiques différentes. » (1961)

⁴²² « Connaître et répertorier dans nos régions wallonnes tous les suppôts et les membres de cette association qui est l'ennemi numéro un de tous nos petits propriétaires. » (1962)

⁴²³ « Je suis ahuri de la manière dont nos organisations agricoles veulent nous vendre à l'agro-alimentaire qui court derrière les multinationales. » (1994)

⁴²⁴ « Tout le mal est là, les petits cultivateurs, trop absorbés par leur travail ne se rendent pas en assez grand nombre aux réunions de toutes sortes où les intérêts de leur profession sont en jeux ». (1956)

⁴²⁵ « Tout ce qui s'y arrange est toujours fait en faveur des gros fermiers. » (1956)

« guerre »⁴²⁶ qui oppose les différentes associations⁴²⁷ et qui les empêche de « se mettre d'accord, s'unir afin de parler au nom de la classe agricole entière. » (1958) Certains n'hésitent en effet pas à utiliser les associations agricoles comme tremplin personnel et dès 1949, un agriculteur déclare que « peut-être l'immixtion des politiques n'est-elle pas étrangère à la vague d'écœurement qui se manifeste dans les campagnes, car il n'est que trop vrai que les associations agricoles, minées par le virus du politique ont perdu toute faculté de juger sainement et de réagir devant les abus des partis », se contentant d'être les « défenseurs aveugles des ministres de son bord » (1955).

Hommes et partis politiques

Si le monde rural est très critique vis-à-vis des organisations agricoles, il l'est encore plus par rapport aux hommes et aux partis politiques. Davantage que le reste de la population⁴²⁸, ils se sentent délaissés par ceux-ci⁴²⁹ et ne comprennent pas qu'on ne fasse rien pour eux⁴³⁰. Les critiques abondent et les mots sont parfois très durs⁴³¹.

Si certains pensent encore que leur bulletin de vote fera changer les politiques⁴³² et appellent à « bien voter, car le salut de l'agriculture se fera par la démocratie » (1953). Certains pointent la nécessité de placer leurs propres candidats dans les partis (1962). Ils réclament ainsi un Ministre de l'Agriculture qui ne soit pas un théoricien, mais un agriculteur (1953) ; ou qu'au minimum, ceux mandatés pour les défendre connaissent un minimum la situation de l'agriculteur (1958).

Le monde rural est un monde traditionnellement catholique. Et si parfois des voix s'élèvent pour défendre les politiques du gouvernement par rapport aux

⁴²⁶ « Guerre des associations alors que plus que jamais l'agriculture a besoin d'union. » (1955)

⁴²⁷ Ils se prononcent pour l'union de tous les organismes (1950) et dénoncent « cet antagonisme absurde entre les dirigeants des différentes organisations ». (1951)

⁴²⁸ « Voter pour un gouvernement qui nous a toujours considérés comme des citoyens de seconde zone ? » (1965)

⁴²⁹ « Nous n'existons plus aux yeux des politiciens, de quelque groupe qu'ils soient » (1991)

⁴³⁰ « Des paroles d'encouragement et de fallacieuses promesses, voilà à quoi se résume l'effort fait pour sauver la rentabilité de nos cultures fruitières ». (1950)

« Pourquoi les partis traditionnels, bien qu'ils aient tous un beau programme agricole, ne font-ils pas plus pour nous ? » (1956)

« On nous tient par le bout du nez avec des promesses électorales. » (1959)

« Les politiciens seront toujours partout où ils croient pouvoir satisfaire leur ambition personnelle et non pour nous défendre. » (1974)

⁴³¹ « Nous en avons assez d'être les victimes de la politique. » (1957)

« Nous sommes sacrifiés par le gouvernement. » (1959)

« Mandataires communaux, dépensiers et vaniteux, plus soucieux de leurs propres intérêts » (1960)

« Ces politiciens n'ont vraiment le sens des valeurs que quand il s'agit d'eux-mêmes. » (1963)

⁴³² « Si l'on n'intervient pas bien vite, nous saurons comment utiliser notre bulletin de vote et le réveil sera dur pour ceux des partis politiques dont nous avons été jusqu'ici les plus fidèles partisans et qui ne prennent aucun souci de notre sort ». (1932)

critiques du Sillon⁴³³ (1933) ou d'autres lecteurs⁴³⁴, certains n'hésitent pas clamer leur mécontentement⁴³⁵ devant l'indifférence qu'inspirent leur condition à leurs élus. Lorsque certains appellent à voter pour un autre parti que le PSC⁴³⁶, la majorité lui reste fidèle tout en déplorant que rien ne soit fait pour eux⁴³⁷.

Politique agricole

Mais quels sont les reproches principaux que les agriculteurs adressent aux politiques agricoles en Belgique ?

L'esprit très indépendant des agriculteurs leur fait critiquer l'Etat interventionniste sur de nombreux points. Ils rappellent ainsi que tout ce qu'ils demandent c'est de « cultiver la terre, reproduire leur mode de vie et le transmettre à leurs enfants. » (1932) Or, l'Etat semble à tout prix vouloir intervenir dans la tenue de leurs exploitations. Les contraintes imposées en termes de gestion⁴³⁸ et de contrôle⁴³⁹ au sein des fermes sont les principales critiques que les agriculteurs opposent au gouvernement : « L'Etat veut tout régler, ne finira-t-il pas par tout dérégler ? » (1947) Ce qui gêne particulièrement les agriculteurs, c'est la quantité non-négligeable de gestion administrative qui s'ajoute à leurs tâches⁴⁴⁰. Déjà en 1932, ils pointent qu'ils ne sont plus valorisés, mais « considérés comme de simples producteurs de bien et seront bientôt ensevelis sous la paperasse. » Cette critique se retourne d'une part contre l'Etat⁴⁴¹ mais également contre les agents administratifs de celui-ci : les fonctionnaires qui sont très souvent pointés du doigt⁴⁴² d'autant plus qu'ils ne vivent pas la réalité agricole⁴⁴³.

⁴³³ « Systématiques contre les ministres catholiques » (1933)

« Trop dur dans ses critiques du gouvernement et notamment du Ministre Héger ». (1950)

⁴³⁴ « Oui les mesures du gouvernement ne sont pas suffisantes, mais l'ont-elles jamais été ? » (1951)

« A ceux qui critiquent le gouvernement, par quoi le remplaceraient-ils ? » (1954)

⁴³⁵ « Le gouvernement a trahi l'agriculture, a dépouillé l'agriculteur de sa seule chance de subsistance honorable. » (1950)

⁴³⁶ « Bien sûr on agitera la question religieuse. C'est encore là un argument pour les paysans car ni les employés ni les ouvriers ne s'en préoccupent. Ils ne voient que leurs intérêts et les fermiers devraient faire de même. » (1961)

⁴³⁷ Ils imputent cela à la discipline de parti et au fait que le président du PSC, n'en ai « rien à faire des paysans ». (1962)

⁴³⁸ Obligation des vaccins (1955), de la tenue d'une comptabilité, de l'abattage public (1990), etc.

⁴³⁹ Au sujet du contrôle laitier : « Y a-t-il en Belgique d'autre profession contrôlée par les gendarmes que celle du fermier ? » (1952)

⁴⁴⁰ « Qu'on impose au fermier les impositions les plus tracassières dans un bon esprit sans doute, mais pénibles à supporter quand même et source de complications sans fin dans son travail. » (1952)

⁴⁴¹ Critique de l'agriculture dirigée par la *tridentine* : syndicats, banques et politiciens. (1997)

⁴⁴² « Ne pas subir les directives de fonctionnaires qui ne raisonnent pas. » (1953)

« Sentiment que le cultivateur est gavé de subsides et que sa profession n'est qu'un jeu, grâce aux fonctionnaires. » (1954)

V. CONCLUSION

Ce mémoire trouve son origine dans un constat. Celui du profond bouleversement du monde agricole wallon au cours du XX^{ème} siècle. D'une multitude de petites fermes familiales qui occupaient une part encore importante de la population belge, le monde agricole a évolué vers des exploitations agricoles dans lesquelles quelques hommes, à l'aide de moyens modernes, cultivent des surfaces gigantesques ou élèvent des centaines de bêtes. Aujourd'hui pourtant, des dizaines d'exploitants mettent encore la clef sous la porte chaque année et avec une population agricole vieillissante, les perspectives de développement du secteur ne sont guère réjouissantes. Or, la production de biens agricoles, et principalement de denrées alimentaires, est une question qui concerne l'ensemble de la société. Qu'elle soit abordée sous l'angle de la souveraineté alimentaire, de l'importance économique ou de l'impact sur la santé, l'agriculture touche tout un chacun et personne ne peut nier son importance. Si l'agriculture wallonne se trouve aujourd'hui confrontée à de nombreux enjeux, les origines de ceux-ci sont à trouver dans les grandes transformations qui ont modifié l'agriculture au cours du siècle passé. Il nous semble nécessaire de mieux comprendre ces transformations afin de mieux appréhender la situation actuelle.

Malgré une arrivée tardive, la discipline de l'histoire agricole est assez bien représentée en Belgique et commence particulièrement à prendre forme en ce qui concerne l'époque contemporaine. Toutefois, certains sujets restent inexplorés et c'est le cas d'une étude plus approfondie des acteurs du secteur. Nous avons donc décidé de nous pencher sur ceux-ci et, afin d'éviter tout jugement de valeur, de nous intéresser directement à leurs représentations. Nous nous sommes posé la question suivante : « Comment les agriculteurs perçoivent-ils les évolutions qui ont transformé leur secteur d'activité, mais également leur mode de vie et leur place dans la société au cours du XX^{ème} siècle ? » et avons décidé d'étudier ces représentations, ainsi que les dynamiques qui les lient aux évolutions du monde agricole.

La source que nous avons choisie de mobiliser est un journal agricole : *Le Sillon Belge*. Ce journal agricole belge de langue française paraît presque sans interruption depuis 1932. Il a la particularité d'avoir su s'adapter aux évolutions du secteur et a ainsi conservé son public qui est constitué aujourd'hui de la majorité des

« Les services publics au lieu d'être au service du public mettent le public à leur service. L'administration est payée pour perdre du temps et faire perdre du temps au public qui lui n'est pas payé. » (1977)

⁴⁴³ « Si nous avions des techniciens un peu avertis dans nos services économiques et agricoles au lieu de bureaucrates ! » (1953)

« On voit bien que les règlements sont fait par des bureaucrates sans jamais aucun contact avec la vie réelle. » (1957)

« Face à des technocrates dominateurs, qui ne vivent pas nos difficultés et ignorent nos aspirations... » (1994)

agriculteurs wallons. Comme notre sujet d'étude est le point de vue des acteurs du secteur eux-mêmes, nous avons pris la décision de dépouiller son courrier des lecteurs.

Notre travail s'est déroulé en trois grandes étapes. Dans un premier chapitre, nous avons dressé un rapide contexte de l'agriculture belge au cours du siècle dernier. Tout d'abord, nous nous sommes posé la question de la situation du secteur agricole en Belgique autour de la Deuxième Guerre Mondiale. Nous avons ensuite fixé le cadre institutionnel et législatif de cette agriculture. Et enfin nous avons brièvement retracé les grandes évolutions qui ont transformé le secteur. Cette mise en contexte nous a permis de mieux comprendre les phénomènes de concentration, spécialisation et modernisation caractéristiques de l'évolution récente du monde agricole. Ainsi que l'impact de ce nouveau modèle sur le rôle et la place attribués à l'agriculture par et dans la société contemporaine.

Notre deuxième chapitre était consacré à l'analyse de notre source. Nous avons tout d'abord dressé une histoire de celle-ci tout en nous penchant particulièrement sur l'évolution de sa ligne éditoriale. Ensuite, nous nous sommes intéressés à son mode de fonctionnement afin de mieux comprendre comment étaient choisis et rédigés les articles destinés à un public agricole. Finalement nous avons étudié plus précisément l'évolution des grandes thématiques traitées dans le journal et nous sommes posé la question du public visé. Cette étude plus poussée nous a permis de procéder à une première approche du monde agricole, de ses problèmes, de ses interrogations et de ses évolutions.

Dans notre troisième et dernier chapitre, nous avons procédé à l'étude de notre problématique à proprement parlé, soit les représentations. Nous avons commencé par recenser l'ensemble des témoignages publiés par les agriculteurs dans le courrier des lecteurs du *Sillon Belge*, que nous avons ensuite classé selon différentes thématiques. Pour chacune de celles-ci, nous avons ensuite tenté de retracer chronologiquement une évolution des représentations des acteurs. Quels sont les résultats que nous avons obtenus ?

Notre première thématique concernait l'activité agricole, sa finalité et son histoire, ainsi que ses liens avec le monde extérieur. A propos de la définition du métier d'agriculteur, la centralité des références à la terre et au travail est apparue. Plus qu'un travail, certains agriculteurs n'hésitent pas à parler d'une passion, voir d'une mission qu'ils exercent avec fierté, celle fondamentale de nourrir la société. Malgré le développement de nouvelles fonctions à la ferme telles que le tourisme ou la conservation des paysages, leur position reste inchangée et leur principale préoccupation demeure la production de denrées agricoles. Penchant entre pessimisme et optimisme, l'agriculteur doit suivre l'évolution du secteur. C'est ainsi

que, malgré les résistances à la dynamique de concentration-spécialisation et les appels à la défense de l'agriculture familiale, la modernisation et l'agrandissement des exploitations deviennent un modèle à suivre.

En ce qui concerne les relations sociales du monde agricole, il existe un réel écart entre les réalités vécues par les populations rurales et urbaines. Le monde rural se sent jugé par le second, notamment dans le cadre de leur cohabitation nécessaire suite au phénomène de l'installation des citadins dans les campagnes. Face à ceux-ci citadin, les ruraux s'accrochent particulièrement à des valeurs qu'ils considèrent comme leurs : solidarité, nationalisme et religion. Pourtant, des divergences existent également au sein du monde rural, notamment des oppositions entre les agriculteurs et les propriétaires et chasseurs. Surtout, les agriculteurs considèrent qu'il existe une réelle *classe agricole*. Malgré de nombreuses différences entre les réalités vécues par les exploitants, ce sentiment d'appartenance leur permet de se distinguer d'autres catégories de la société : chômeurs par leur travail et salariés par les conditions de celui-ci.

Notre deuxième thématique questionnait la pratique du métier d'agriculteur. A ce sujet, tous soulignent la dépendance de leur production à des facteurs naturels extérieurs, notamment les conditions climatiques, les rendements du sol et les dynamiques de l'écosystème. Tantôt adorée tantôt maudite, la position de l'agriculteur à l'égard de la nature balance entre nécessité d'observation et de préservation de l'environnement et désir de sauvegarde de ses intérêts personnels.

Sur la question du progrès, nous retrouvons l'incertitude entre pessimisme et optimisme qui creuse particulièrement un fossé entre la jeune génération et les plus anciens. Si les agriculteurs s'accordent en général sur l'intérêt des progrès techniques, ils en pointent également les limites et se montrent beaucoup plus prudents en ce qui concerne l'utilisation de pesticides, insecticides et OGM. Malgré tout, le progrès est nécessaire et accepté même s'il lui est reproché d'être pensé en dehors des problèmes réels du monde agricole.

Finalement, nous nous sommes penchés sur une valeur centrale pointée par les agriculteurs eux-mêmes : le travail. A ce sujet, nous avons remarqué que la principale revendication des agriculteurs est le respect et la dignité, notamment en termes de revenus corrects. Le problème de la rentabilité à la ferme est central et à ce sujet pendant longtemps les aidants familiaux, avec une répartition des tâches homme-femme très traditionnelle, se sont montrés indispensables, particulièrement pour les petites exploitations incapables de payer un salarié.

Notre troisième thématique s'intéressait à la place de l'agriculture dans la société. Pour ce faire, nous nous penchions sur les relations de l'agriculture avec le

secteur para-agricole. Les industries ont pendant longtemps été considérées comme d'intérêts divergents avec ceux de l'agriculture, mais elles lui deviennent peu à peu indispensables. Les intermédiaires de la chaîne de distribution sont eux, malgré des intérêts convergents, dénoncés pour leurs marges. Les bénéfices que le secteur para-agricole réalise se font non seulement sur le dos des agriculteurs mais également au détriment des consommateurs. Les agriculteurs, s'ils critiquent parfois les choix de ceux-ci et dénoncent l'influence de la publicité et des lobbys agro-industriels à ce sujet, n'hésitent pas à se plier à la demande, car c'est elle qui leur permet de vivre. Pour vivre justement, la possession d'un capital, comme dans le reste de la société de consommation, gagne en importance. Pour les agriculteurs encore plus, car l'argent leur permet d'investir et donc de faire fructifier leur patrimoine. C'est dans ce cadre qu'il faut comprendre le recours progressif au crédit agricole, même si les effets pervers de celui-ci restent dénoncés.

Finalement, nous nous sommes penchés sur le regard posé par les agriculteurs sur les organisations agricoles et sur le politique. Leur principal sentiment à ce sujet est la désillusion. Ils se sentent délaissés et incompris et ce malgré leur aspiration à une réelle indépendance et leur dénonciation de toutes les interventions extérieures.

Nous arrivons à présent au terme de notre recherche. Avant de pointer quelques constats observés, sur l'évolution des représentations l'agriculture et des agriculteurs par eux-mêmes au cours du siècle passé en Wallonie. » Nous devons souligner que notre travail s'est malheureusement heurté à plusieurs limites.

Premièrement, si nous voulions observer le point de vue des agriculteurs, nous avons constaté que les témoignages recueillis concernaient au final non pas l'ensemble de la population agricole, mais une part particulière de celle-ci. En effet, les lecteurs du Sillon Belge sont principalement des petits exploitants familiaux, mais également des indépendants « non-syndiqués », ce qui induit forcément qu'ils ont une idée qui leur est propre de ce que doit être l'agriculture.

Deuxièmement, nous avons été confrontés au problème de la représentativité des thématiques. En effet, le propre d'un courrier des lecteurs est de laisser un espace réservé afin que l'on puisse s'y exprimer librement. Et de fait, lorsqu'un acteur fait la démarche d'envoyer une lettre, c'est généralement pour critiquer un fait particulier ou revendiquer une opinion qui lui est propre. Or, l'être humain a bien plus de facilités à exprimer des avis négatifs que de construire une rhétorique positive, ce qui a pour conséquence de n'aborder que les « problèmes » du secteur et donc de ne pas donner une image complète du vécu du monde agricole.

Troisièmement, nous devons noter qu'il existe bien entendu un écart d'une part entre les sentiments tels qu'ils sont exprimés et tels qu'ils sont vécus ; et d'autre part entre les idées et les actions réelles. Non seulement en écrivant leurs pensées, les

acteurs intellectualisent et réfléchissent à leur position, mais surtout, il existe un énorme écart entre leurs opinions et les actes qu'ils posent effectivement. Même s'il ne s'agissait pas de notre sujet de recherche, nous devons tout de même pointer cette discordance dans le chef des agriculteurs.

En conclusion, nous relevons observation de ce travail.

La première d'entre elles concerne le caractère indépendant de l'agriculteur. Ainsi nous remarquons que malgré l'importance de celui-ci, qui lui fait critiquer toutes les interventions extérieures dans la gestion de son exploitation, mais également dans l'évolution de son cadre de vie en général, l'agriculteur se révèle au final complètement dépendant de la société dans laquelle il évolue. Non seulement il s'agit d'une conséquence subie d'un point de vue économique, car les liens qui unissent l'agriculture au monde extérieur ne cessent de se multiplier. Mais plus encore, il s'agit d'un choix. En effet, la marginalisation du secteur agricole oblige ses membres à s'ouvrir vers les autres catégories de la société et de ce fait à évoluer avec elles afin de ne pas se sentir totalement exclus et dépassés.

Notre second constat concerne le sentiment de *classe agricole* et rejoint notre remarque précédente sur les liens se multipliant avec le reste de la société. En effet, il nous semble fort surprenant qu'alors que les situations vécues par les agriculteurs diffèrent si fortement, un tel sentiment subsiste au cours du XX^{ème} siècle. Et ce à plus forte raison que d'un mode de vie, l'agriculture a évolué vers un métier à part entière et ne définit donc plus l'individu dans sa totalité mais uniquement dans son activité. Nous supposons donc que la référence à l'agriculture en tant que métier fasse en réalité référence, plus qu'à une expérience vécue, à une conception idéalisée de l'activité agricole, de sa finalité et de son histoire. Conception idéalisée se basant notamment sur les valeurs du travail et de la solidarité et sur la référence à la petite exploitation familiale.

Finalement, nous concluons ce travail en soulignant que l'agriculteur se trouve en tension entre plusieurs positionnements. Ainsi il se montre très indépendant, mais revendique une solidarité particulière ; il critique un système auquel il se plie ; il se présente comme disciple de la nature, mais l'exploite à ses propres fins, etc. Mais surtout, malgré ses revendications d'autonomie, il a un très fort besoin de reconnaissance. En effet, les agriculteurs sont contre toute attente très sensibles à l'image que la société leur renvoie d'eux-mêmes et n'hésitent pas à s'adapter à celle-ci, que ce soit en s'y conformant ou en cherchant justement à s'en démarquer. C'est pourquoi ils sont si enclin à revendiquer le respect et la valorisation de leur activité et de leur rôle au sein de la société.

VI. BIBLIOGRAPHIE ET SOURCES

Sources

Arrêté Ministériel du 29 avril 2004, consulté en ligne : http://www.ejustice.just.fgov.be/cgi_loi/change_lg.pl?language=fr&la=F&cn=2004042933&table_name=loi¹

Institut National Statistique, *Recensement Général de l'Agriculture*, 1942 à 2005. Rapports et fichiers Microsoft Excel.

Le Sillon Belge, année 1932 à 2000.

Loi spéciale du 8 août 1980, consulté en ligne :

http://www.ejustice.just.fgov.be/cgi_loi/change_lg.pl?language=fr&la=F&cn=1980080802&table_name=loi

OECD, Politiques agricoles dans les pays de l'OCDE 2003, Suivi et évaluation, 2003, p. 168.

Sites internet et support informatique

Site internet de l'AFSCA : <http://www.favv-afsca.be/quefaiton/> (Consulté le 3 mars 2016)

Site internet du CAPEye : <https://www.supagro.fr/capeye/> (consulté le 15 janvier 2015)

Site du Plan Wallon de Développement Rural : <http://www.reseau-pwdr.be/project/«-les-fermes-d'insertion-sociale-»-un-projet-pilote-qui-espere-s'etendre> (Consulté le 15 mars 2017)

DVD, *Agriculturen, Agricultures*, Filmarchief, Les dvd's de la cinémathèque.

Actes de Colloques, rapports d'activité, manifestations

ACADEMIE ROYALE DE BELGIQUE, *La politique agricole commune, pilier de la construction européenne : des origines aux perspectives futures : cycle de conférences de Philippe Burny et José Renard*, 2011, en ligne : <http://www.academieroyale.be/cgi?lg=fr&pag=1026&tab=146&rec=11100&frm=0&par=secorig1561&par2=-1#detail> (Consulté le 4 février 2016) BOURGEOIS, L., *Petite Histoire de la PAC*, en ligne : <https://www.youtube.com/watch?v=jerZkAf4iXs> (consulté le 15/02/2016)

Actes du Colloque Sciences, Médias, Société, Lyon, 15-17 juin 2004 : Les transformations des rapports entre sciences et société en France depuis la Seconde Guerre mondiale : un essai de synthèse, Christophe BONNEUIL.

Articles de revues

ALPHANDERY P. et BILLAUD J.-P., *Retour sur la sociologie rurale* dans *Études rurales*, 2009/1, n° 183, p. 9- 22.

BAGES, R., *Pratiques de l'informatique chez les agriculteurs et degrés d'appropriation. Une enquête dans la région Midi-Pyrénées* dans *Economie rurale*, 1992, vol. 10, n°1, p. 10-16.

BERGMANN, D., *La politique agricole commune. Crise et remèdes* dans *Economie rurale*, n°143, 1981, p. 5-13.

BODIGUEL, M., *L'agriculture intruse à la campagne ?* dans *Economie rural*, 1991, vol. 202, n°1, p. 65-66.

BOUSSARD, J.-M., *Une brève histoire de la PAC* dans *Revue Agronomie, environnement et société*, vol. 3, n°1.

BOVY, M., *La régionalisation de l'agriculture* dans *Courrier hebdomadaire du CRISP*, 1992/8 (n° 1353), p. 1-37.

BRANGEON, J.-L. et JEGOUZO, G., *Structure socioprofessionnelle de l'agriculture* dans *Economie rurale*, 1993, vol. 216, n°1, p. 12-19.

CLOUT, H., *Les défrichements en Belgique au XIXe siècle* dans *Norwis*, n°93, janvier-mars 1977, p. 101-110.

COCHET, H., DEVIENNE, S. et DUFUMIER, M., *L'agriculture comparée, une discipline de synthèse ?* dans *Economie Rurale*, avril 2007, p. 99-102.

DOGOT, TH., et LEBAILLY, PH., *L'agriculture fonctionnelle en Région Wallonne : mythe et réalité* dans *Nouvelles de l'Hiver*, 1^e trimestriel 2008, p. 30-36.

EGGERICKX, Th., *Migrations et crises économiques dans le centre de la Wallonie au XIXe siècle* dans *Cahiers des Annales de Démographie historique*, vol. 2002, n°3, p. 123-157.

FAUCHER, D., *Aspects sociologiques du travail agricole* dans *Etudes rurales*, 1964, vol. 3, n°1, p. 125-131.

GALESKI, B., *Sociologie de la profession d'agriculteur* dans *Etudes rurales*, 1967, vol. 25, n°1, p. 125-139.

HERVIEU, B. et PURSEIGLE, Fr., *Pour une sociologie des mondes agricoles dans la globalisation* dans *Etudes rurales*, 2009, vol. 1, n°183, p. 177-200.

JESSENNE, J.-P. et ROSSELLE, D., *L'histoire rurale de la France du Nord de la fin du Moyen Âge au XXe siècle* dans *revue du Nord*, 2008/2, n°375-376, p. 303-333.

JOLLIVET, M., *Agriculture et environnement : réflexions sociologiques* dans *Etudes rurales*, 1992, vol. 208, n°1, p. 5-10.

JOLLIVET, M., *La grande transformation de l'agriculture française sous le regard du sociologue* dans *Economie rurale*, 2007, p. 26-29.

KAYSER, B., *Agriculture et ruralité* dans *Etudes rurales*, 1994, vol. 183, n°1, p. 175-183.

KING, D., *L'intégration verticale et les intérêts des agriculteurs* dans *Economie rurale*, n°132, 1979, p. 37-38.

Le Boerenbond belge et la régionalisation de l'agriculture dans *L'AgriCulteur*, n°24, 15 juin 1990.

LEPOIVRE, PH. et BALTUS, C., *Mesures d'incitation en faveur de la conservation de la diversité génétique en matière agricole* dans *Biotechnologies, Agronomie, Société, Environnement*, n°1, Gembloux, 1997, p. 187-195.

MATHIEU, N., *Le lien des agriculteurs aux lieux et autres habitants Une évolution majeure à observer* dans *Economie rurale*, n°300, 2007, p. 129-133.

MORMONT, M., *Agriculture et environnement : pour une sociologie des dispositifs* dans *Economie rurale*, 1996, vol. 236, n°1, p. 28-36.

OLDENHOVE, V., BUBLOT, G. et THONON, A., *Les progrès techniques dans le secteur porcin belge (1950-1970)* dans *Économie rurale*, N°98, 1973. pp. 65-73.

Presse hebdomadaire d'information générale en Belgique dans *Courrier hebdomadaire du CRISP*, vol. 97, n° 7, 1961, p. 1-19.

RAOUL, L., *Comportement sociologique et crédit en agriculture* dans *Economie rurale*, 1967, vol. 73, n°1, p. 15-24.

ROSENFELL, Cl.-H., *Le Financement de l'agriculture dans la CEE* dans *Economie rurale*, n°164, 1984, p. 45-51.,

VAN HECKE, E., *L'agriculture belge* dans *Courrier hebdomadaire du CRISP*, 1985/8 (N)1073-1074), p. 1-66.

VAN HECKE, E., *La régionalisation de la valeur de la production agricole belge* dans *Courrier hebdomadaire du CRISP*, 1976/25 n° 731, p. 1-32.

VAN HECKE, E., *Évolution de l'agriculture en Belgique* dans *Courrier hebdomadaire du CRISP*, 1992/1, n° 1346-1347, p. 1-80.

VERHERTBRUGGEN, J.-M., *La réforme de la politique agricole commune* dans *Courrier hebdomadaire du CRISP*, 1993/11 (n° 1396-1397), p. 1-74.

Ouvrages

ANFRIE, M.-N. et ROUSSEL, L., *La contractualisation avec les agriculteurs en France et en Région Wallonne (Belgique) : Possible complémentarité de l'agriculture et de la conservation de la nature* dans AUCLAIR, L., *Le retour des paysans ? : A l'heure du développement durable*, s.l., 2006.

AUBERT, FR., PIVETEAU, V. et SCHMITT, B., *Politiques agricoles et territoires*, Paris, 2009

BITSCH, M.-TH., *Histoire de la Belgique : de l'Antiquité à nos jours*, Bruxelles, 2004.

BITSCH, M.-TH., *Histoire de la construction européenne de 1945 à nos jours*, Paris, 2004.

BLOCH, M., *Les caractères originaux de l'histoire rurale française*, Paris, 1988.

BLOMME, J., *The Economic development of the Belgian agriculture 1880-1980. A quantitative and qualitative analysis*, Leuven, 1993.

BRASSLEY, P., SEGERS, Y. and VAN MOLLE, L., *War, Agriculture, and Food: Rural Europe from the 1930s to the 1950s*, Oxford, 2012.

- BUREAU, J.-CH., *La politique agricole commune*, Paris, 2007.
- BUREAU, J.-CH. Et THOYER, S., *La politique agricole commune*, Paris, 2014.
- BUTAULT, J.-P., *Les soutiens à l'agriculture : théorie, histoire, mesure*, Paris, 2004.
- CHARMASSON, TH., DUVIGNEAU, M. LELORRAIN, A.-M. Et LE NAOU, H., *L'enseignement agricole, 150 ans d'histoire, Evolution historique et atlas contemporain*, Dijon, 1999.
- CHEVALLIER, D., dir., *Vives campagnes, Le patrimoine rural, projet de société*, Paris, 2000.
- CONSTANTINIDES-MEGRET, C., *La politique agricole commune en question*, Paris, 1982.
- DALLEINNE, E., *Les corps de charrue et leur adaptation à l'évolution des labours*, s.l., 1977.
- DEBOIS, M., *Quand rural ne veut plus dire agricole*, s.l.n.d., 2010.
- DE LEEUW, A., *Les structures agricoles de la C.E.E., Certains aspects de l'amélioration des structures agraires en Belgique*, n°26, novembre 1963.
- DERVILLE, A., *L'agriculture du Nord au Moyen Age (Artois, Cambrésis, Flandre wallonne)*, Paris, 1999.
- DUMOULIN, M., *Nouvelle Histoire de Belgique*, vol. 2, Bruxelles, 2006.
- DUMOULIN, M., EMMANUEL, G., DUJARDIN, V. et VAN DEN WIJNGAERT, M., *La nouvelle histoire de Belgique, 1905-1950*, vol. 2, Bruxelles, 2006 , p. 55-58.
- GADISSEUR, J., *Contribution à l'étude de la production agricole en Belgique de 1846 à 1913*, Liège, s.d..
- GALLON, V. et FLATRES, S., *La fracture agricole, Les lobbies face à l'urgence écologique*, Paris, 2008.
- GILLET, M., GUIGON, S. et JACQUES-JOUVENOT, D., *Le patrimoine: fondement identitaire de la profession agricole dans Agriculteurs, ruraux et citoyens*, Educagri.
- Le Groupe Vlan, De 1932 à aujourd'hui*, sl., 2002.
- LAVELEYE, E., *Essai d'Economie rurale de la Belgique*, Paris, 1875.
- LEDENT, A. et BURNY, PH., *La politique agricole commune des origines au 3ème millénaire*, Gembloux, 2002.
- LEPLAE, E., Société nationale des agriculteurs de Belgique, *Histoire des machines agricoles en Belgique*, Bruxelles, 1925.
- LOYAT, J. et PETIT, Y., *La politique agricole commune (PAC)*, Condé-Sur-Noireau, 1999.
- MATTHYS, Ch. en LEFEBVRE, W., *Gids van landbouwarchieven in België, 1915-2000*, Leuven, 2006.
- MAZOYER, M. et ROUDART, L., *Histoire des agricultures du monde, Du néolithique à la crise contemporaine*, Paris, 2002.
- MORHAIN, S., *La PAC : son histoire, ses réformes*, Dijon, 2002.

- MOUGENOT, C. et MORMONT, M., *L'invention du rural, L'héritage des mouvements ruraux (de 1930 à nos jours)*, Bruxelles, 1988.
- REYNEBEAU, M., *Histoire belge : 1830-2005*, Bruxelles, 2005.
- SEGBERS, Y. en VAN MOLLE, L., *Leven van het land, Boeren in België 1750-2000*, Leuven, 2004.
- SEPUL R. et OLSSON C., *Gens de la terre, témoignages d'agriculteurs et d'agricultrices en Wallonie*, Bruxelles, 2003.
- SOCIETE NATIONALE DES AGRICULTEURS DE BELGIQUE, *Histoire des machines agricoles en Belgique*, Bruxelles, 1925.
- STEPHAN, B., *Paysans : mémoires vives 1900-2000, Récits d'un monde disparu*, Condé-Sur-Noireau, 2006.
- TABARY, Ph., *Comptes et mécomptes de l'agriculture*, s.l., 1999.
- TRACY, M., *Government and Agriculture in Western Europe, 1880-1988*, London, 1989.
- VAN MOL, J.-J., *Le paysan et la machine, Innovations techniques en agriculture en Belgique aux 19^{ème} et 20^{ème} siècle*, Treignes-Viroinval, 1998.
- VAN MOLLE, L., *100 jaar Ministerie van Landbouw. Het Belgisch landbouwbeleid in de wisselwerking tussen economisch en social toestanden, politiek en administratie 1884-1984*, Leuven, 1984.
- VAN MOLLE, L., *Agrarian and rural history*, Leuven, 1984.
- VAN MOLLE, L. and THOEN, E., ed., *Rural history in the North Sea Area, An overview of recent research (Middle Ages – twentieth century)*, Turnhout, 2006.
- VERHULST, A., *Précis d'histoire rurale de la Belgique*, Bruxelles, 1990.
- VERHULST, A. et BUBLLOT, G., dir., *L'agriculture en Belgique*, Bruxelles, 1980.
- WATTIER, L. et SLUITER P., *Subventions européennes, Guide pratique pour les associations*, Saint-Etienne, 2000.
- WILLIOT, J.-P. et DE FERRIERE LE VAYER, M., *Saga de la Pomme de Terre*, Paris, 2008.

V. ANNEXES

Evolution comparative de la surface agricole utile, du nombre d'exploitations et de la superficie des exploitations en Wallonie et en Flandre entre 1980 et 2010

1980				2010			
	Flandres	Wallonie	Belg		Flandres	Wallonie	
SAU	63 439 718	78 316 492		SAU	61 686 615	74 088 479	
Nbre exploit	75 706	37 734		Nbre exploit	28 331	14 502	
Sup moy	8,4	20,8		Sup moy	21,8	51,1	

Source : Institut National Statistique

Loi spéciale du 8 août 1980 (extrait)

(V. [6] En ce qui concerne l'agriculture :

- 1° la politique agricole et la pêche maritime;
- 2° l'intervention financière à la suite de dommages causés par des calamités agricoles;
- 3° les règles spécifiques concernant le bail à ferme et le bail à cheptel.

L'autorité fédérale est toutefois compétente pour :

- 1° les normes relatives à la qualité des matières premières et des produits végétaux, et au contrôle de ces normes, en vue d'assurer la sécurité de la chaîne alimentaire;
- 2° les normes et leur contrôle relatifs à la santé des animaux, ainsi qu'à la qualité des produits d'origine animale en vue d'assurer la sécurité de la chaîne alimentaire;
- 3° les mesures de remplacement de revenus en cas de cessation anticipée de l'activité d'agriculteurs plus âgés. [6])

Consulté en ligne :

http://www.ejustice.just.fgov.be/cgi_loi/change_lg.pl?language=fr&la=F&cn=1980080802&table_name=loi

Changement de l'esthétique du titre



Sillon Belge, Mensuel agricole d'information et de documentation technique, n°8, 20 novembre 1932.

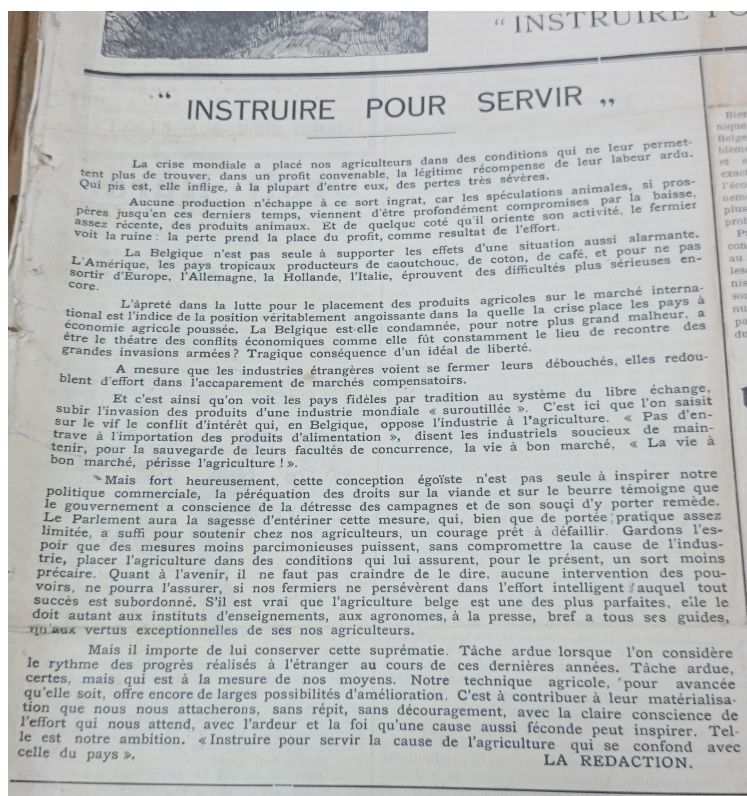


Sillon Belge, Journal agricole d'information et de documentation technique, n°21, 23 décembre 1933.

Liste des adresses successives des bureaux du *Sillon Belge* et du Groupe *Vlan*

1/09/1934 : 11 Rue du Vieux Marché aux Grains à Bruxelles ; 20/11/1937 : 16 Chaussée de Mons à Nivelles ; 14/05/1940 : 14 Boulevard des Archers à Nivelles ; 15/09/1946 : 120 Avenue Wauters à Ahin-lez-Huy ; 13/11/1948 99 Rue Général-Henry à Bruxelles ; 11/06/1949 56-58 Rue Baron Dhanis à Bruxelles ; 92 Rue Léon Grosjean à Evere.

Extraits *Sillon Belge*



Sillon Belge, Mensuel agricole de vulgarisation scientifique, n°1, 20 mars 1932.



Sillon Belge, Mensuel agricole d'information et de documentation technique, n°2, 20 novembre 1932.

Succession des rédacteurs en chef, éditeurs responsables et directeurs du *Sillon Belge*

Le créateur du journal n'est autre que Roger de Marneffe, ingénieur agronome et journaliste pour *La Libre Belgique*. Celui-ci en est également le directeur, l'éditeur responsable et le rédacteur en chef.⁴⁴⁴ Après la Seconde Guerre Mondiale, Roger de Marneffe cède sa place d'éditeur responsable à Gaston De Man, tout en restant directeur de la publication. Ils seront ensuite remplacés par Maxime Feltus, ingénieur agronome actif dans la rédaction du *Sillon* depuis la fin du conflit, qui endosse les rôles à la fois de directeur, d'éditeur responsable et de rédacteur en chef. Non seulement du *Sillon Belge*, mais également de *De Landbouwleven*, son pendant en langue néerlandaise apparu en 1951. A la retraite de Maxime Feltus au début des années 1970, Michel-Jean Ledent devient rédacteur en chef du *Sillon* mais est très vite remplacé à ce poste par Armand Martens⁴⁴⁵ au même moment avait remplacé Maxime Feltus aux postes de directeur des Editions Rurales et d'éditeur responsable. En 1987, André Mol devient directeur des Editions Rurales et Joseph François⁴⁴⁶ éditeur responsable, alors qu'Armand Martens reste rédacteur en chef.

⁴⁴⁴ Directeur du *Sillon* jusqu'en 1950 où le titre le *Sillon Belge* est cédé aux *Editions rurales*. Après cette date, on parle de directeur non seulement du *Sillon* mais également des autres publications du groupe. L'éditeur responsable est la personne physique ou morale qui publie et diffuse le journal. Le rédacteur en chef lui gère les journalistes et la rédaction (sujets, présentation, ligne éditoriale) de la publication et fait le lien avec la direction et les autres services. Bien souvent il rédige lui-même certains articles.

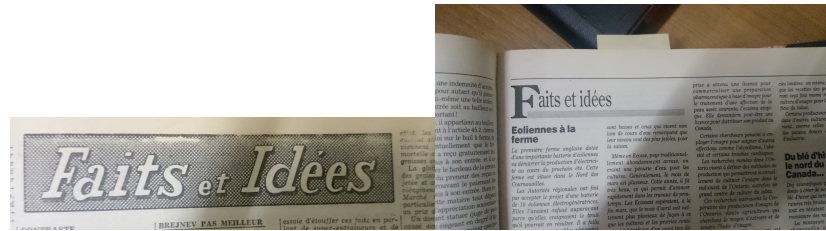
⁴⁴⁵ Ingénieur agronome, directeur du *Sillon Belge*, né le 17 octobre 1927 et décédé le 28 février 2015.

⁴⁴⁶ Né en 1949, ingénieur agronome, diplômé de l'Université Catholique de Louvain en 1973.

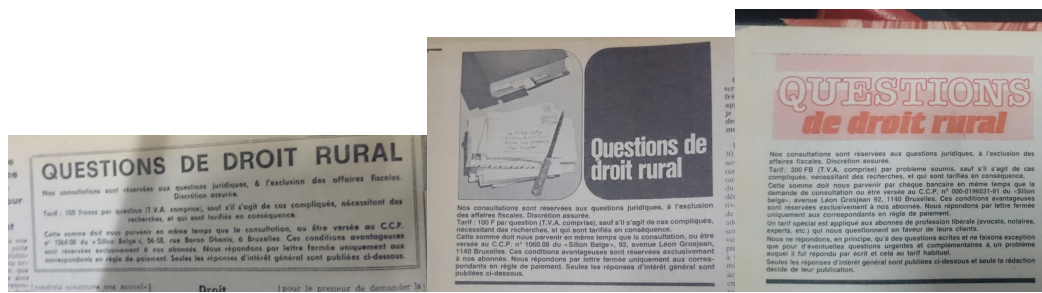
Changement dans l'aspect des rubriques



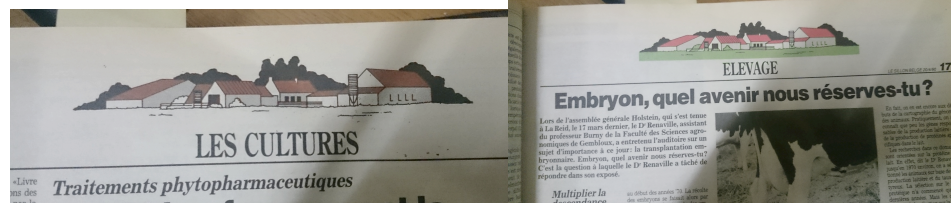
Voix de la Terre, avant puis 1973 et 1989



Faits et idées avant 1973, 1995



Questions de droit rural, avant puis 1973 et 1989



Changements de design de 1995

Place Blaise Pascal, 1 bte L3.03.11, 1348 Louvain-la-Neuve, Belgique www.uclouvain.be/fial

